

Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale francophone (Zone CFA) : 500 F — Mauritanie : 100 UM — Burundi : 140 FR B — Rwanda : 120 FR W — Zaïre : 155 Z — Autre Afrique : 600 F CFA — France : 15 FF — Suisse et autre Europe : 10 FS — Amérique, Asie : \$ US 5.

N° 51 — Décembre 1988 — 500 FCFA —

famille & développement

revue trimestrielle africaine d'éducation et de coopération technique

IDRC LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE DU CRDI
MAR 21 1989
OTTAWA

NON aux aliments radioactifs

au déversement des déchets toxiques

MICROFICHE

LIBRARY

RCSER
1822



Corvée d'eau au Kenya

5

Editorial

L'Afrique refuse d'être un dépotoir
Gaspard GAHIGI

9

Courrier

Des lettres du Gabon et du Togo

11

Santé



— Etre gaucher n'est pas une maladie

S. OUATTARA

— Education à la maîtrise de la fécondité

“On ne joue pas avec son corps”

G. GAHIGI

— Célébration de la « Journée mondiale du Sida »

Le virus du Sida défie la médecine

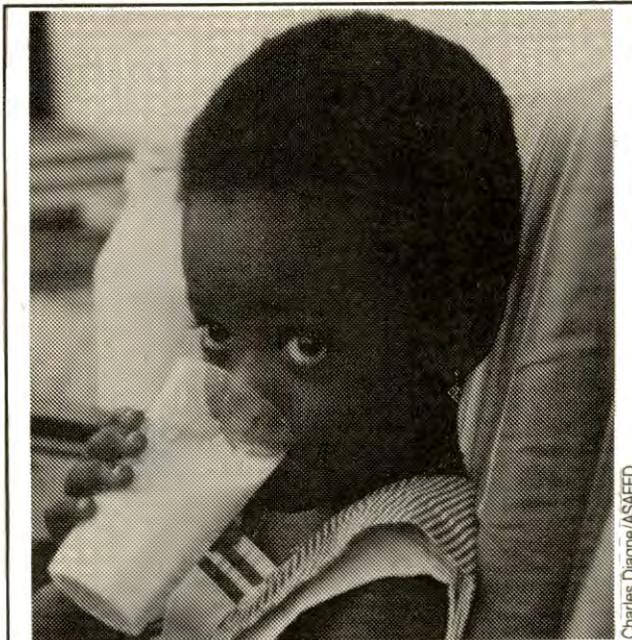
— Micheline Quetier, qui est-elle ?

Gaspard GAHIGI

famille & développement

N° 51 / DECEMBRE 1988

Ce numéro a été tiré à 40.000 exemplaires



22

Forum

— Séminaire « Femme, santé et communication »

• Réhabiliter la femme, pilier de la santé
S. OUATTARA

• Des femmes rurales élaborent des émissions radiophoniques rurales
S. OUATTARA

• Bénin : Une expérience à suivre

• Envisager le suivi

33

Informations scientifiques

— Des produits alimentaires radioactifs sont

écoulés dans le Tiers monde

APS / Ecoforum

— Un savon anti moustique pour lutter contre le paludisme

Santé du Monde

— La retraite du sportif
Sports Médecine Actualités

— Le salut dans la sieste
Tribune Médicale

— Un vaccin contre la grossesse

— Cancer du sein : deux nouveaux traitements

40

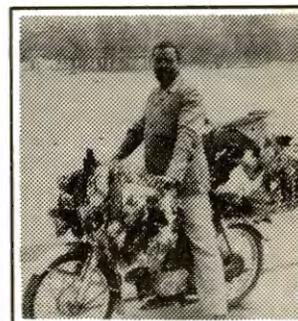
Education

— Un répétiteur pour quoi faire ?

Boutora REMA

49

Développement



— Apprendre à élever la poule en milieu tropical
Kokou KOUAMI

— Les petits métiers en honneur à Kigali
Gratien KARAMBIZI

— Les motos-taxi à la rescousse
G. K.

54

Jeunes

58

Villes d'Afrique

62

Divertissements

ASAFED

Conseil d'Administration

PRÉSIDENT

M. Félix TOBIN
Côte d'Ivoire

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M^{me} Spérancie Mutwe KARWERA
Rwanda

TRESORIER GÉNÉRAL

M. Mody NIANG
Sénégal

MEMBRES

M. Félix TOBIN
Côte d'Ivoire

M^{me} Spérancie Mutwe KARWERA
Rwanda

M^{me} Marie Bernadette KABRE
Burkina Faso

M. Mody NIANG
Sénégal

Cde Jacques Da MATHA
Bénin

M. Gérard ONDAYE
Congo

M^{me} Mariama KEITA
Niger

COMMISSAIRE AUX COMPTES

interne : M. Daniel NIZIGIYIMANA
Burundi
externe : Adamah Dranfo KPODAR

COORDINATEUR

Tossou Roger ADJALLA

SIÈGE

Rue de l'Usine Bata,
BP : 3907 - Lomé - Togo
Tél. : 21-63-16 — Téléx : 5131

famille & développement

Revue trimestrielle africaine
d'éducation et de coopération
technique — Rue de l'Usine Bata —
BP : 3907 - Lomé - Togo
Tél. : 21-63-16 — Téléx : 5131

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Félix TOBIN

REDACTEUR EN CHEF

Gaspard GAHIGI

CHEF DU SERVICE PROMOTION-DISTRIBUTION

Tossou Roger ADJALLA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Charles DIAGNE

RÉDACTION

Souleymane OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

Koffi ATTIGNON

Félix TOBIN

Roger Tossou ADJALLA

Gaspard GAHIGI

Souleymane OUATTARA

Charles DIAGNE

FABRICATION

**Photocomposition — Photogravure
Montage — Impression :**

C. N. P. M. S.

B. P. : 24 — Tél. : 21-38-83

AGBOKOU — PORTO-NOVO III

République Populaire du Bénin

Dépôt légal n° 0013 — 0096 / 88

ABONNEMENTS

Si vous désirez vous abonner à « F-

mille et Développement », consultez
nos tarifs (voir encadré). Les paie-
ments se font **uniquement** par
mandat-carte ou mandat-lettre
internationaux. Nous **n'acceptons
pas** de chèque bancaire.

RÉABONNEMENTS

Vous serez avisé avec la quatrième
livraison — l'abonnement couvrant 4
numéros. Pour éviter toute interrup-
tion, vous pouvez renouveler votre
abonnement dans les 60 jours en
versant la somme exigée au CCP
2598 — Lomé — Togo.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Nous prévenir au moins un mois
avant la prochaine livraison en
n'oubliant pas de joindre l'équiva-
lent de 100 F CFA en coupon-
réponse international.

RÉDACTION

Les manuscrits, documents (pho-
tos, dessins et autres) non acceptés
ne sont pas rendus. Prière donc d'en
conserver un double.

DIFFUSION

« Famille et Développement » est
vendu dans toute l'Afrique franco-
phone (voir tarifs). Pour tout autre
pays, sauf la France et la Suisse, sur
abonnement uniquement.

Distributeurs

BÉNIN

Etablissements PUBLI-PROMOTION
B. P. 1169
Cotonou

BURKINA

Librairie Papeterie ATTIE
B. P. 64
Ouagadougou

BURUNDI

BURUNDI MEDIA
B. P. 982
Bujumbura

CAMEROUN

Messagerie de Presse du Cameroun
B. P. 759 — Douala
Messagerie de Presse du Cameroun
B. P. 389 — Yaoundé

CENTRAFRIQUE

Nouvelles Messageries
Centrafricaines
B. P. 1393
Bangui

CONGO

Maison de la Presse
B. P. 817
Pointe-Noire

SCORE
B. P. 2495
Brazzaville

COTE D'IVOIRE

EDIPRESSE
09 B. P. 254
Abidjan 09

FRANCE

Librairie L'HARMATTAN
18, Rue des Ecoles — 75006 Paris
Présence Africaine
s/c M^{me} Isabelle Faurous-Palacio
25, Bis, Rue des Geoles —
75005 Paris

GABON

SOGAPRESSE
B. P. 121
Libreville

MALI

Ets DEVES & CHAUMET
B. P. 64
Bamako

MAURITANIE

M. Anne SAADA
B. P. 177
Nouakchott

NIGER

Agence de Distribution de Presse
B. P. 67
Niamey
Librairie Papeterie Evangélique
B. P. 486
Maradi

RWANDA

Librairie Caritas
B. P. 1078 Kigali
Office Rwandais d'Information
(ORINFOR) — B. P. 83
Kigali

SÉNÉGAL

Agence de Distribution de Presse
B. P. 374
Dakar

SUISSE

M. Michel Schaller
7, Rue du Beulet
1203 Genève

TCHAD

Librairie AL AKHABAAR
B. P. 533
NDjaména

TOGO

Toutes les librairies — papeteries
Toutes les LIMUSCO

ZAIRE

Bureau de Diffusion au Zaire
B. P. 3216
Kinshasa — Gombe

Prix de vente au numéro (en kiosque)

1/ — Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale	500	FCFA
(Mauritanie : 100 UM ; Burundi : 140 FRB ; Rwanda : 120 FRW ; Zaïre : 155 Z).		
2/ — Autres pays en Afrique	600	FCFA
3/ — France	15	FF
4/ — Suisse et autres pays en Europe	15	FS
5/ — Amérique, Asie, Océanie	5	\$ US

Abonnement annuel (Avion)

1/ — Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale	2.500	FCFA
(Mauritanie : 500 UM ; Burundi : 700 FRB ; Rwanda : 600 FRW ; Zaïre : 375 Z).		
2/ — Autres pays en Afrique	3.000	FCFA
3/ — France	80	FF
4/ — Suisse et autres pays en Europe	50	FS
5/ — Amérique, Asie, Océanie	25	\$ US

Les opinions exprimées dans les articles ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Asafed, du comité de rédaction ou des représentants nationaux de F et D.

L' Afrique refuse d'être un dépotoir



Voici huit ans, "Famille et Développement" dénonçait avec force le déversement des déchets toxiques sur le continent africain.

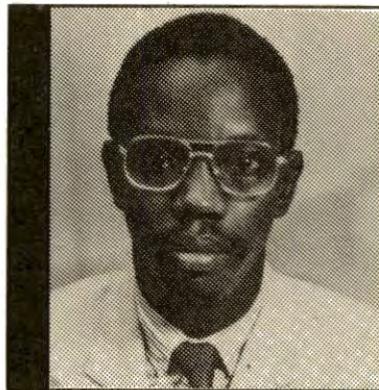
Le courrier d'un lecteur bien informé dans le n° 24 d'octobre 1980 de "Famille et Développement" signalait : "J'ai appris hier que le gouvernement... * a autorisé les USA à commencer l'entreposage des déchets nucléaires... * ! Je me demande si le peuple... * a été consulté et s'il mesure la gravité de cette situation.

Je pense à mes amis intimes et crains pour leur vie et celle de leurs enfants à naître.

Je me demande si, dans la prochaine publication de "Famille et Développement" vous pourrez aborder ce problème et alerter les peuples de l'Afrique de l'Ouest de cette nouvelle menace pour leur vie et leur santé".

N'ÉTANT pas une revue à sensation, encore moins une revue politisée, "Famille et Développement", s'est volontairement abstenu de mettre à nu ce gouvernement africain qui venait d'accepter que son pays soit un dépotoir en biffant dans le courrier tous les éléments qui auraient permis d'identifier ce pays qui a, hélas, récidivé.

Il a donc fallu que, huit ans après, la presse à sensation désigne nommément les pays et les personnes impliquées dans ce "commerce de la honte" pour que l'opinion publique se mobilise et contraigne l'Afrique à se lever comme un seul homme et à refuser d'être "une poubelle des puissances industrielles", en échange d'une poignée de dollars.



par
**Gaspard
Gahigi**

Un commerce de la mort

LORSQUE les chimistes nous submergent de mots comme "rems, grays, becquerels, milisiviets", pour désigner le degré de

radioactivité des déchets nucléaires, nous n'y comprenons pas souvent grand-chose.

Qu'on nous dise, dans un langage accessible aux profanes, que les déchets nucléaires tuent et que ceux qui nous les envoient nous expédient la mort, nous comprendrons mieux. Le labyrinthe sémantique employé dans ce commerce de la mort sert à brouiller les esprits et à maintenir l'opinion publique dans l'obscurantisme.

Que ces trafiquants véreux disent clairement qu'ils vendent des dérivés de cyanure, des déchets pharmaceutiques hautement toxiques, de la dioxine, du polychlorure biphényle, au lieu de les camoufler sous l'étiquette d'engrais chimiques ou de matières premières servant à fabriquer des briques.

Quelle est donc cette "boue" qui dégage des odeurs nauséabondes, dessèche la végétation à ses alentours ou qui provoque des brûlures instantanées chez quiconque les touche ?

"Famille et Développement" a déjà insisté sur les effets nocifs des déchets nucléaires et toxiques. Ceux qui se livrent à ce "commerce de la honte" n'ignorent pas le danger qu'ils font courir aux populations des pays sous-développés qui croupissent dans la misère et dont on vient maintenant polluer l'air sain qui leur restait à l'état naturel.

Si ces "décharges sauvages" continuent d'être déversées sur le continent africain, à son chapelet de malheurs (sécheresse, inondation, criquets migrateurs...), s'ajouteront bientôt les pluies acides.

LE système mondial de surveillance continue de l'environnement devrait, d'ores et déjà, évaluer les probabilités d'effets néfastes sur la santé des populations où ces déchets ont été entreposés.

Il faudrait le faire assez tôt car, selon les spécialistes, "pour une population largement exposée, une faible proportion seulement de gens sont victimes de conséquences extrêmes comme la maladie clinique ou la mort, alors qu'un très grand nombre de personnes peut présenter des symptômes moins graves ou des changements physiologiques qui ne peuvent être évalués que par des tests spécifiques".

Par ailleurs, un polluant chimique met du temps à s'accumuler dans l'organisme avant de l'affaiblir et de le détruire.

Il n'est donc pas exclu qu'on puisse assister à des flambées spectaculaires de maladies liées aux déchets toxiques dans les régions africaines où ils ont été déversés.

Voilà le danger que peut courir tout un peuple suite à l'avidité des uns et à l'inconscience des autres.

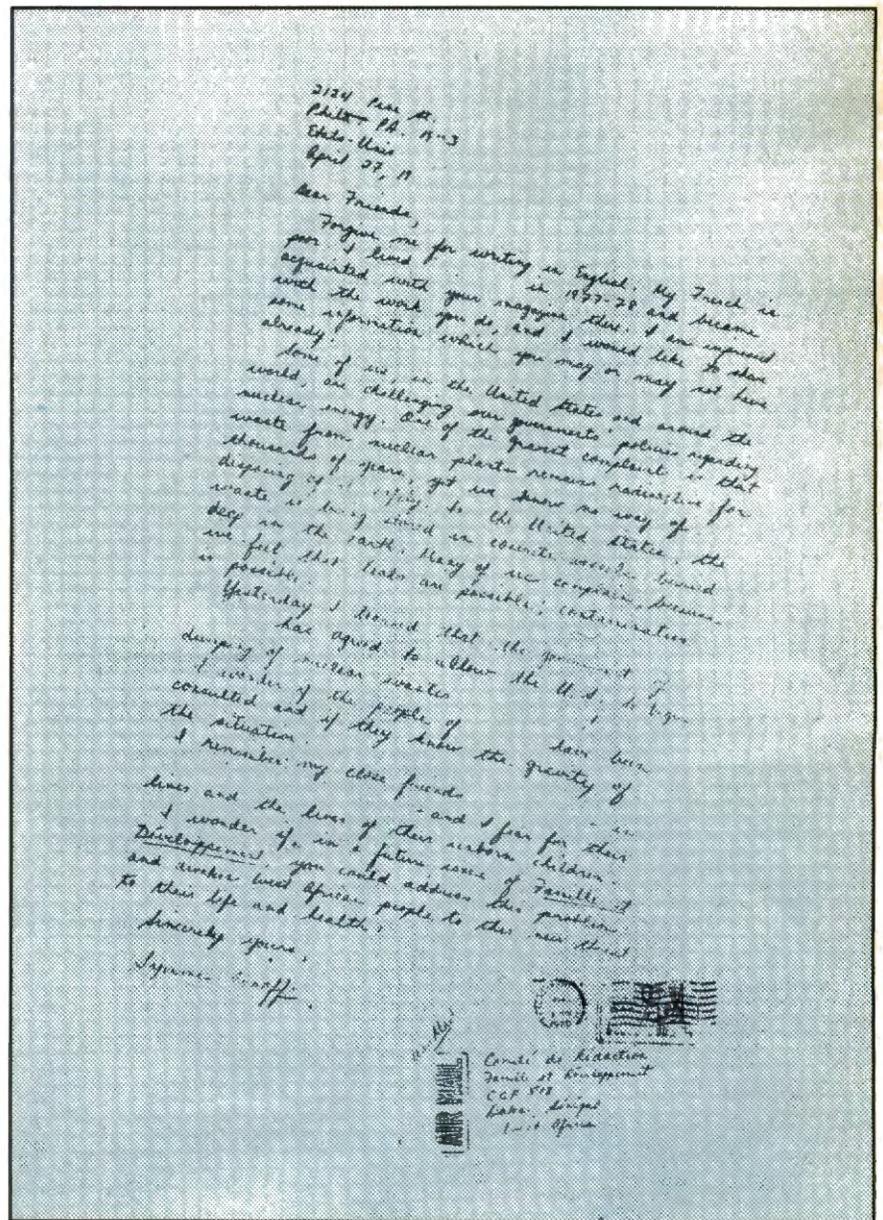
Fin d'une décennie de déchets toxiques en Afrique ?

AUCUN africain ne sait avec exactitude depuis quand le trafic des déchets nucléaires a commencé. Personne ne sait non plus la quantité de déchets déversés sur le continent. Tout s'est fait dans le

plus grand secret. Mais comme tout finit par se savoir, le scandale a finalement éclaté et six pays africains au moins ont été éclaboussés. Les recherches se poursuivent et d'autres scandales risquent probablement de retentir. Le "continent noir" aurait pu continuer à servir de poubelle n'eussent été certains députés du Parlement européen qui ont décidé, à un moment donné, de rendre publics ces "contrats de la honte". L'Afrique a été donc informée de l'extérieur grâce à la

poussée du Mouvement écologiste dans les pays industrialisés.

Comme si les langues se déliaient, le sujet a pris la "une" des journaux et inscrit à l'ordre du jour des grandes rencontres internationales comme le sommet des chefs d'Etats de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), celui de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le sommet des sept pays les plus industrialisés du monde, etc.



Octobre 1980

*De Philadelphie (USA)
un lecteur nous alerte.
Pollution nucléaire = danger.
L'Afrique menacée ?*

Il y a déchets et déchets

✳ Depuis le début de l'année, «F & D» revient souvent sur le thème de l'Environnement. C'est tout d'abord, à l'occasion du séminaire organisé par l'Asafed et dont les conclusions ont été publiées dans notre précédente livraison. Par ailleurs, un article sur le recyclage des déchets traduisait notre angoisse face aux dangers de pollution qui guettent les populations africaines tant que les industriels considèrent nos fleuves, nos rivières et les océans comme les déversoirs de leurs déchets chimiques. Cette insistance est voulue.

IL y a quelques mois, en effet, une correspondance de Philadelphie («F&D» en reçoit de partout), nous a appris que certains pays africains ont autorisé le dépôt sur leurs territoires respectifs, d'une partie des déchets nucléaires américains. Vraie ou fausse, cette alerte est trop importante pour que nous ne saisissions pas, à notre tour, les lecteurs de «F&D» sur les conséquences éventuelles d'une telle décision. Nous savons, du reste, que confrontées à des manifestations qui s'opposent aux différents projets de constructions de

nouvelles centrales nucléaires, à l'entreposage ou à l'immersion à l'intérieur de leurs frontières nationales de déchets chimiques ou radioactifs, certaines puissances nucléaires ont entrepris de négocier leur dépôt dans quelques pays africains et latino-américains. La raison en est que



par
**François
Itoua**

ces déchets, deviennent de plus en plus encombrants car, à ce jour, aucune de ces puissances n'a pu résoudre convenablement les problèmes posés par leur élimination. D'où cette opposition irréductible de certaines couches sociales occidentales. Ce faisant,

ces «manifestants» se soucient avant tout de préserver certaines populations et surtout leur progéniture des conséquences pouvant résulter de l'entreposage de ces déchets dans des conditions qui n'offrent, pour l'instant, aucune garantie de fiabilité. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les protestations antinucléaires et anti-pollution qui ont eu lieu récemment en France, aux Pays Bas et à Niagara Falls (USA). La nouvelle dont nous sommes saisis serait donc l'une des conséquences des mesures de sauvegarde qu'entendent prendre de nombreux groupes représentatifs de l'opinion publique américaine et européenne.

Il importe de préciser que cette démarche qui vise la livraison en Afrique de ce «cadeau empoisonné», ne peut aboutir que si on l'entoure de la discrétion la plus totale. Son application serait d'autant plus facile que les hommes politiques ne révèlent pas toujours la nature de certaines décisions importantes de peur qu'elles ne soient mal accueillies par leurs populations respectives. Il nous paraît donc de la plus haute importance de cerner cette question de déchets chimiques et nucléaires et d'apporter à nos lecteurs quelques éléments de réponse à leurs interrogations.



Ecotourism

DES résolutions prises au Nord contrastent quelque peu avec celles prises au Sud. Les Africains refusent catégoriquement l'importation des déchets toxiques. Des sanctions sévères (allant jusqu'à la peine de mort au Nigéria) ont été envisagées à l'endroit des Africains coupables d'importation de déchets toxiques. Les "riches", quant à eux, s'emploient à mettre au point une réglementation internationale en la matière exigeant "l'accord du pays destinataire pour autoriser l'exportation des déchets toxiques" et "des négociations officielles préalables avec les pays qui en feraient la demande". C'est à ce sujet précis qu'il faut se poser des questions de fond.

Les pays industrialisés ne savent plus manifestement que faire des déchets toxiques qu'ils produisent au rythme de 400 millions de tonnes par an.

R IEN qu'en France, le coût d'élimination des déchets se chiffrait à 700 millions de francs français (35 milliards de francs CFA) en

1985 sur un total de 4 milliards (200 milliards de francs CFA) dépensés par le monde occidental pour se débarrasser de ces déchets dangereux.

Doté de plus de moyens techniques et financiers et sachant pertinemment le danger que représentent ces déchets, l'Occident mesure-t-il la portée de son action quand il déverse ces poisons sur le territoire de certains pays africains quand bien même "ceux-ci en font la demande" ? Et qui les a sollicités ? Les responsables africains, au nom du dénuement ou du sous-développement, ont-ils le droit d'empoisonner tout un peuple ? Sous quelle rubrique budgétisent-ils ces fonds indignement recueillis ?

Les nantis ont-ils le droit de profiter de telles situations pour passer des contrats qui relèvent de la pire exploitation ? Après l'esclavage et la colonisation, ce geste qui constitue un nouveau crime contre l'Afrique et l'humanité vient confirmer que le cynisme de leurs auteurs n'a pas changé depuis cinq siècles.

"L'argent n'a pas d'odeur", qu'il provienne du commerce du "bois d'ébène" ou de l'intoxication de

tout un peuple, c'est toujours l'argent.

DANS ce trafic ignominieux de déchets toxiques, on se demande où sont passés l'amour du prochain prôné par le christianisme et les Droits de l'homme ainsi que le sens de responsabilité de ceux qui les accueillent.

L'Occident s'est agité en avril 1986 lorsqu'un réacteur de la centrale nucléaire de Tchernobyl en Union Soviétique a connu une fissure. Lait, œufs, fruits... étaient jugés impropres à la consommation parce que radio-actifs.

Même agitation à l'occasion de la fuite d'un réacteur de la centrale de Three Miles Island aux Etats-Unis. Ce n'était que des accidents. Et l'Afrique où la charge nucléaire est officiellement exportée ?

L'INDIGNATION des Africains conscients ne doit pas se limiter à l'opération "retour à l'envoyeur". Il faut combler le vide juridique pour permettre aux douaniers d'intercepter les déchets toxiques clandestins qui passent dans les ports avec l'étiquette codée IMDG (International maritime dangerous goods) ou simplement sous le nom de "matières inertes, organiques, boue industrielle destinée à produire des matières premières pour la construction des bâtiments, des routes, et pour la fabrication des engrais..."

Que chaque pays traite chez lui ses déchets nucléaires. L'OUA et l'ONU ont leur mot à dire dans cette autre menace contre l'humanité et, comme pour l'esclavage ou les armes biologiques, on doit mettre "hors la loi" le commerce inhumain des déchets toxiques.

Gaspard GAHIGI

Silence sur les symptômes du SIDA

JE suis devenu un grand lecteur de votre magazine depuis que j'ai acheté le n° 46 qui m'a beaucoup appris sur le Sida. Malheureusement, vous restez muets sur les grandes manifestations de cette maladie. Vous ne dites pas, par exemple, que quelques jours après des rapports sexuels avec une personne infectée, on est déjà malade et que des lésions apparaissent alors sur les organes sexuels, surtout chez les hommes. Ces lésions peuvent provoquer, semble-t-il, des cancers. Tant que vos lecteurs ne seront pas informés de tout cela, ils ne changeront pas de comportement sexuel.

En Afrique où le Sida se développe dans les grandes villes à pas de géant, les prostituées déménagent en permanence, afin d'éviter une baisse de leur clientèle. Ce faisant, elle propagent la maladie. Car leurs clients continuent de fréquenter les femmes des quartiers périphériques qui contaminent d'autres hommes pas forcément en contact avec les personnes à risque.

Le drame, c'est que les gens répugnent à utiliser les préservatifs parce qu'ils croient que le Sida se manifeste après cinq ans ou plus.

A propos, pouvez-vous me décrire les manifestations et l'évolution de la syphilis.

**M. Théophile
AWELOGOSSO**

s/s de M. Jean-Claude RANOKE
B. P. : 5914
Libreville (GABON)

F & D : Notre souci permanent est d'apprendre aux gens comment gérer leur santé. Dans le cas du Sida, nous insistons sur les moyens de prévention. Les symptômes du Sida sont ceux que vous pouvez voir sur le croquis ci-contre tiré de l'excellent ouvrage, *Sida et Tiers monde*, d'Enda et de Panos.

Pour plus d'informations sur la syphilis reportez-vous au "spécial sexualité", n° 39/40.

Les hémorroïdes sont-elles guérissables ?

QU'EST-CE qui cause la sortie de l'anus, appelé aussi rectum, pendant la selle ? A l'évidence, ce sont les hémorroïdes, une maladie qui cause des douleurs très vives, lorsqu'on défèque. Par peur d'être humilié, le patient refuse d'en parler à son entourage.

Les individus victimes d'hémorroïdes peuvent-ils, à l'issue de soins intensifs, voir leur rectum reprendre sa position normale ? Si oui, que doivent-ils faire pour recouvrer la santé ?

M. A. M. M. N

Libreville (GABON)

NDLR : Le n° 47 de "F & D" traite en long et en large des hémorroïdes (symptômes et schéma thérapeutique). Nous vous conseillons de vous y reporter.

Le sigle mystérieux

LE numéro 38 de "Famille et Développement" consacré à la sorcellerie m'a beaucoup plu. Je vous félicite pour la qualité du travail accompli. Vous me feriez également plaisir, si vous m'expliquiez ce que veut dire votre sigle, que je trouve bizarre.

**Mahi Dossou
AKAKPO**

Elève au CEG d'Akoumapé
B. P. : 8
Vo (TOGO)



F & D : Notre sigle est tiré de symboles archaïques utilisés en Afrique et d'autres régions du monde. Il représente le père Y et la mère Δ et les enfants (les deux points symbolisent tous les enfants, aussi nombreux soient-ils).

Solution des jeux

JEU N° 1

Solution : Le bout D.

JEU N° 2

Solution : Six fois.

JEU N° 3

Solution : Action, ton port, carte, potion, portion, actionne et programme.

JEU N° 4

Solution : Laissé vide.

JEU N° 5

Solution : Afrique.

JEU N° 6

Solution : Un écran géant.

JEU N° 7

Solution : 1 = 8, 2 = 4, 3 = 5, 6 = 7.

JEU N° 8

Solution : Boulot, boulet, boules, bouses, boises, Moïse, moisis, moisir et loisir.

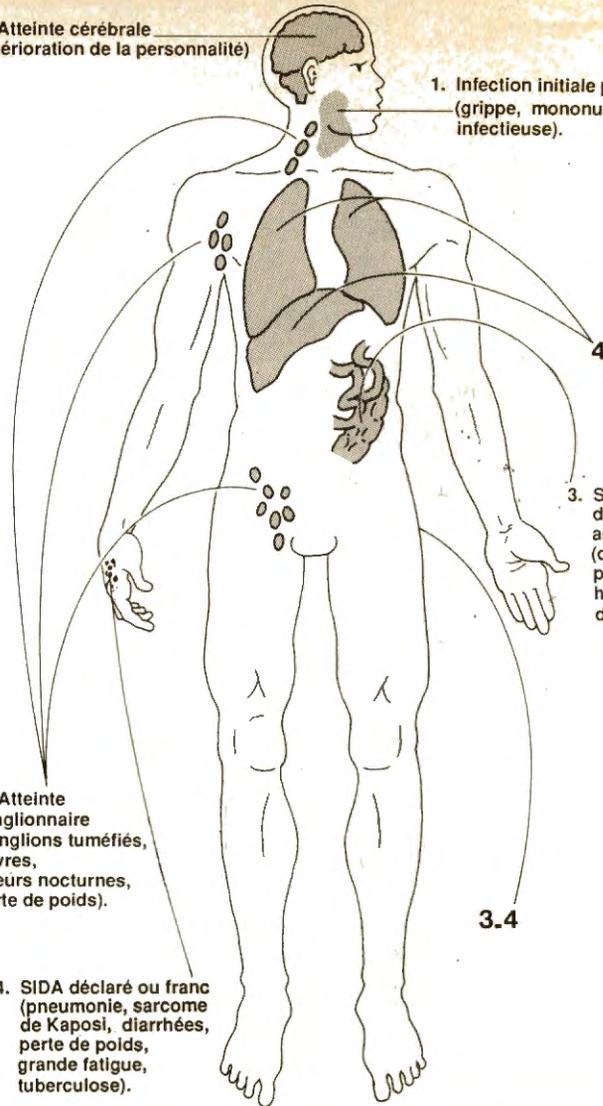
5. Atteinte cérébrale (détérioration de la personnalité)

1. Infection initiale par le HIV (grippe, mononucléose infectieuse).

2. Atteinte ganglionnaire (ganglions tuméfiés, fièvres, sueurs nocturnes, perte de poids).

3. Syndromes des maladies associées (ARC) (diarrhées, perte de poids, hypertrophie de la rate).

4. SIDA déclaré ou franc (pneumonie, sarcome de Kaposi, diarrhées, perte de poids, grande fatigue, tuberculose).



Découper selon le pointillé *

A renvoyer à Famille et Développement B. P. 3907 Lomé Togo (service des abonnements)

Nom :

Profession :

Adresse :

Pays :

J'ai versé mon paiement dans votre CCP 25-98 Lomé (Togo) sous le reçu n° du

Date :

Réabonnement
(Marquer d'une croix)

J'ai connu FAMILLE & DEVELOPPEMENT par

* Peut être recopié

51

famille & développement

Fermeté mais non brutalité, telle est la conduite que doivent adopter les pédagogues pour apprendre aux gauchers la mise à droite de l'écriture.

SOULEYMANE OUATTARA

Etre gaucher n'est pas une maladie



Ils n'en sont pas à leur première dispute sur le sujet. Mais cette fois, le vieux Egloh, entend mettre un terme au débat. Comme ces avocats qui ne sortent la pièce-maîtresse de leur défense que vers la fin du procès, il explique à son fils Atayi, étudiant en troisième année de médecine, en vacances à Anécho*, auprès de la famille, que pour être du côté du cœur, la main gauche n'est pas, pour autant, la main polie. Nullement impressionné, le praticien en herbe rétorque que "la gaucherie est une disposition neurologique normale" et qu'elle ne saurait être considérée comme une maladie".

Cet entretien reproductible dans maints pays d'Afrique, tient à un fait qui, ailleurs, passerait inaperçu ou serait même encouragé ; tandis qu'ici il est réprouvé. En effet, à onze ans encore, Kossi le cadet de la famille, continue d'écrire et même de manger avec sa main gauche. C'est le seul qui soit "frappé d'une telle infirmité". Il est obligé de se servir d'une cuiller afin de ne pas "souiller" le plat familial où tous plongent la main droite. A l'école où il ne dispose pas de couvert, "le gaucher", comme l'appellent ses camarades, est obligé de tenir son sandwich avec sa main gauche. Rien n'y fait, ni les menaces des vendeuses, ni les airs surpris ou les moqueries des autres élèves.

L'écriture : un double casse-tête

En classe non plus, les choses ne sont pas simples. « Apprendre à écrire à un gaucher est un véritable casse-tête », avoue M. Agbobli, le directeur de l'école. Et on comprend pourquoi : pendant leur cursus, les instituteurs ne reçoivent aucune formation pour apprendre à former les lettres aux gauchers. "De sorte que malgré nos efforts, déplore M. Agbobli, il n'est pas rare de voir ces élèves redoubler leur classe". Kossi par exemple, a repris le cours préparatoire première année, à cause de l'écriture qu'il ne parvenait pas à maîtriser. En fait, convient l'instituteur, il a appris tout seul à écrire...

— ... Et à calculer aussi ?

— Pour les premières matières, il ne nécessitait pas un suivi particulier".

A présent, "le gaucher" essaie d'utiliser sa main droite et se sert si bien de sa main gauche que le maître l'envoie au tableau pour faire les croquis. Pourtant, que de supplices pour en arriver là ! Parce qu'il n'était pas comme ses autres enfants, le vieux Egloh avait cru bon de contraindre son fils à tout faire avec sa main droite. Au bout du compte, ses gestes étaient devenus lents et il s'était mis à bégayer. Surtout quand dame Egloh se mit dans la tête de "dresser ce garne-

ment" que son mari l'accusait de "gâter". Elle avait commencé par lui tailler les ongles à ras pour que les doigts mis en contact avec les mets fortement épicés le dégoûtent d'utiliser la gauche ; mais sans succès. Alors, elle passa au bandage de la main, afin de la rendre inutilisable.

Avec Kossi, ce "traitement de choc" s'est révélé efficace ; mais il aurait pu ne pas l'être. Car, de telles contraintes peuvent être non seulement inutiles, mais surtout traumatisantes. L'enfant devient alors ce que les médecins appellent un gaucher contrarié, qui finit par remplacer sa gaucherie par des tics, c'est-à-dire des mouvements involontaires d'une partie de l'organisme tels que les paupières. Parfois, il mâchonne, bégaye ou est atteint d'énurésie. "On peut même arriver à des tableaux de complexe d'infériorité", remarque le Pr. Assimadi, chef du service de pédiatrie du Centre hospitalier universitaire de Lomé.

Des tests pour gauchers

Voilà pour les conséquences d'une tentative de traitement obligatoire à laquelle les spécialistes s'opposent énergiquement. Leurs raisons ? La gaucherie est une disposition neurologique normale due à une prédominance de l'hémisphère cérébral droit et qui atteint le plus souvent les membres supé-

rieurs, particulièrement sollicités lors de la saisie d'objets.

La gaucherie se manifeste dès le berceau, période pendant laquelle le nourrisson se sert indifféremment de sa main droite ou de sa main gauche pour s'alimenter. "Mais déjà, à ce moment, c'est-à-dire au cours des six premiers mois de la vie, l'entourage peut se rendre compte de la gaucherie du bébé", dit le Pr. Assamadi qui précise toutefois que cela suppose la présence d'un gaucher dans la famille. Auquel cas, la mère appréhensive sera plus attentive à tous les gestes de ses enfants. Peu lui importe d'ailleurs de savoir si l'enfant est un gaucher pur ou un ambimane. Car pour elle, un gaucher est un gaucher. Or il faut faire des distinctions. L'ambimane, par exemple, se

sert aussi bien de sa main et de son pied gauches que de sa main et de son pied droits. Tandis que le gaucher pur fera tout avec la gauche. "Pour connaître assez tôt un vrai gaucher, dit le Pr. Assamadi, il faut utiliser des tests dits de dominance". A l'occasion, les neurologues peuvent demander à l'enfant de serrer la main à quelqu'un ou de regarder par le trou de la serrure d'une porte. Au lieu de fermer l'œil gauche, comme font la plupart des gens, et regarder avec le droit, le gaucher va fermer l'œil droit et regarder avec l'œil gauche. De la même façon, il tapera dans un ballon avec son pied gauche plutôt qu'avec son pied droit.

Pas de contrariété

Quel que soit leur type, ce qui

gêne le plus les gauchers c'est qu'ils doivent vivre dans un monde taillé sur mesure pour les droitiers. Bien que normale, la gaucherie peut être acquise cependant à la suite, par exemple, d'une maladie neurologique qui atteint l'hémisphère cérébral gauche et qui favorise alors une prédominance de l'hémisphère cérébral droit. C'est le cas de la méningite néonatale qui se déclare au cours des trente premiers jours de la vie. "Dans un cas comme celui-ci, dit le Pr. Assamadi, il faut envisager, le moment venu, une rééducation". En fait, toute gaucherie qui ne serait pas congénitale, autrement dit qui s'acquerrait des suites d'une maladie doit être traitée de la même façon. "Mais les kinésithérapeutes qui apprennent à l'enfant à accomplir certains gestes avec la main et le pied droits ne doivent pas le considérer, pour autant, comme un "handicapé-moteur".

Et dans les autres cas ?

Dans la pratique, admet le Pr. Assamadi, il y a plusieurs situations de fait. Dans le premier cas, c'est-à-dire en présence d'un gaucher franc, qui fait tout avec la gauche, il faut éviter la contrariété. Autrement dit, il est préférable de laisser un tel individu évoluer, grandir et tout faire avec la main gauche. Quand il s'agit d'une mauvaise latéralisation, l'enfant utilisant d'une manière mixte la main droite, le pied gauche et le pied droit, il faut être ferme pour la mise à droite de l'écriture".

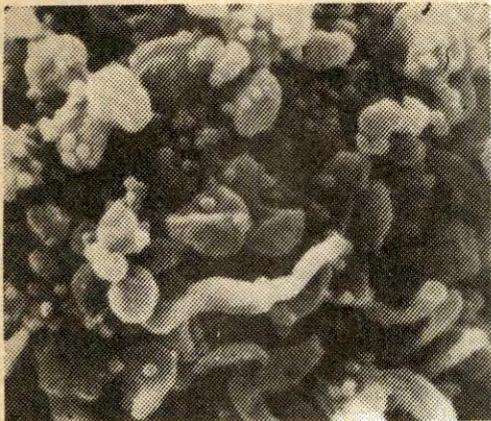
C'est surtout là, du reste, que se posent le plus de problèmes. Etre ferme avec l'enfant ne veut pas dire le battre. Cela, très peu de parents, mais surtout d'enseignants, le comprennent.

Souleymane OUATTARA

* Non loin de Lomé, au Togo.



La gaucherie est une disposition neurologique normale. Elle ne saurait être considérée comme une maladie.



Photographie au microscope électronique du virus du SIDA (HIV), grossi 40.000 fois.

Célébration de la "Journée mondiale SIDA"

LE VIRUS DU SIDA DEFIE LA MEDECINE

Par DELALI KPEGLO



Le 1^{er} décembre 1988, le monde entier a célébré la "Journée mondiale SIDA" placée sous le thème : "Associez-vous à l'action mondiale contre le SIDA". Au cours de cette "Journée", chaque pays s'est efforcé d'informer la population sur ce qu'est la maladie et sur les risques de sa propagation ; à travers des symposiums, des émissions radio-télévisées, etc. La "Journée mondiale SIDA" a permis également de faire le point sur les recherches entreprises pour venir à bout de la maladie. A cette fin, près de 150 pays dans le monde ont déjà mis sur pied un comité national de lutte contre le SIDA, démontrant ainsi leur volonté de faire face aux problèmes complexes associés à l'infection du virus de l'immunodéficience humaine (VIH).

Pour cette première manifestation mondiale, la plupart des Etats ont envoyé des statistiques à l'OMS. Le total cumulé des cas de SIDA notifiés officiellement au Programme mondial de lutte contre le SIDA de l'OMS par 42 pays dans le monde s'élève, à ce jour, à 130 000. L'OMS porte ce chiffre à 300 000 et pense que celui-ci devrait être multiplié par 4 ou 10. On estime par ailleurs entre 5 et 10 millions le nombre de porteurs de SIDA. Parmi ces porteurs, 50 %

deviennent malades après 10 ans ou plus. En Afrique, dans les Caraïbes, en Amérique, en Europe occidentale et en Australie, le nombre de cas de SIDA augmentera de façon spectaculaire chez les individus déjà infectés.

Les symptômes de la maladie sont connus : température élevée, fatigue extrême, diarrhée, perte notable de poids, ganglions lymphatiques enflés, sueurs. Certains de ces signes sont aussi les symptômes d'autres infections graves connues depuis longtemps. Le SIDA présente ainsi un ensemble de signes cliniques variés qui témoignent tous d'une baisse sévère des moyens de défense de l'organisme humain.

A présent, il semble bien que d'autres maladies sexuellement transmissibles, notamment celles responsables d'ulcères génitaux comme la syphilis, le chancre mou et l'herpès génital, peuvent accroître ou amplifier le risque de propagation du SIDA.

Dans la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA, les mesures d'urgence doivent faire désormais place à des programmes d'éducation durables qui intègrent l'éducation sur la maladie dans les écoles. Car la plupart des scientifiques

croient qu'il faudra au moins cinq à dix ans avant de trouver un vaccin contre le SIDA. Mais il est probable qu'un médicament efficace puisse voir le jour avant un vaccin.

Guerre contre le VIH dans les laboratoires

QUOIQUE le SIDA reste invaincu jusqu'à ce jour, des victoires partielles ont été remportées dans la bataille que lui livrent les savants.

Pour la première fois, un chercheur, un Français, le professeur Daniel Zagury, a brisé publiquement le tabou de l'expérimentation du vaccin sur l'homme en révélant dans la prestigieuse revue scientifique britannique, "Nature", son auto-vaccination et l'existence d'autres cobayes humains, tous volontaires.

Toute une série de produits et leurs dérivés sont passés au crible de la recherche et testés en laboratoire ou sur l'homme notamment l'interféron dont une variété est déjà commercialisée dans le traitement du cancer de Kaposi, une des manifestations du SIDA ; la Ribavirine ; le Peptide T ; la DDC (dideoxycytidine) ; le MM1. Les grands laboratoires pharmaceuti-



ques investissent également des millions de dollars dans la recherche sur de nouvelles catégories de substances, les facteurs de croissance, stimulateurs des cellules sanguines. Les analystes financiers suivent de très près l'évolution des travaux. Ces substances aux noms étranges, tels : GM-CSF, IL-3, IL-6, M-CSF, etc. pourraient contribuer à la révolution des antibiotiques, même si l'on est loin d'avoir bien défini leur mode d'emploi. Certaines d'entre elles sont déjà essayées sur l'homme tel le GM-CSF (granulocyte-mono-cyte stimulating factor) dans le traitement du Sida, associé à l'AZT (azidothymidine) par exemple. Il s'agit de tenter de relancer la production des cellules sanguines affectées par la maladie et par les traitements.

Les savants, à la recherche de nouveaux produits anti-SIDA, se penchent aussi sur le cheminement du virus et le moyen de le bloquer dans l'organisme. Toute une

gamme de thérapeutiques est étudiée et, pour l'instant, les techniciens pensent qu'il faudra vraisemblablement appliquer des traitements combinés, associant par exemple, des antiviraux les moins toxiques possibles.

Le 31 octobre 1988, un groupe de chercheurs japonais a mis au point un nouveau remède s'opposant au développement du VIH. L'efficacité de ce remède a été prouvée au cours de tests. Ces chercheurs ont découvert que le développement du virus du SIDA pouvait être arrêté grâce à un antibiotique, le déoxynojirimycine (DMN) qui exerce son action sur les glucides du virus, empêchant ainsi sa maturation. Cette action diminue l'aptitude du virus à se fixer sur les lymphocytes T4 qui jouent un rôle primordial dans le système immunitaire et à les détruire.

Le 25 novembre 1988, les chercheurs de l'Université de Texas ont

mis au point une sorte de missile capable de sélectionner et d'attaquer les cellules qui sont infectées sans jamais toucher les autres cellules saines. Cependant, les effets toxiques de cette combinaison de la toxine avec la molécule CD4 doivent être expérimentés maintenant en laboratoire, avant que le médicament puisse être utilisé dans les expériences chimiques. Les premières expérimentations sur des humains ne pourront toutefois pas être effectuées avant un an au moins.

Ce nouveau médicament, qui joue le rôle de missile, et ne vise que les cellules infectées, peut être utilisé en conjonction avec les traitements actuels du SIDA. Selon le service de microbiologie de la même Université, l'effet de synergie de deux médicaments est plus puissant que chacun d'eux pris isolément. Le médicament en question ne permet pas de guérir la maladie mais devrait ralentir sa progression.

Au même moment, à Chicago, une vaste étude jamais réalisée sur des malades prouve l'efficacité de l'AZT contre le SIDA. Le traitement par l'AZT augmente nettement les chances de survie des malades du SIDA. Après 44 semaines de traitement à l'AZT, 73 % des 4805 patients étudiés avaient survécu. L'avenir de l'AZT semble assuré parce qu'elle est pour le moment le seul médicament à combiner efficacité et effets secondaires acceptables.

A Tokyo, (Japon) le 8 décembre 1988, l'efficacité d'un nouveau traitement contre le SIDA qui permet l'accroissement des leucocytes ou globules blancs a été confirmée par des tests cliniques. Le nouveau médicament, connu sous le nom de G-CFS, fabriqué grâce à un procédé technologique de restructuration génétique, a été testé sur huit malades, cette année à Tokyo et à Yokohama. Lors des

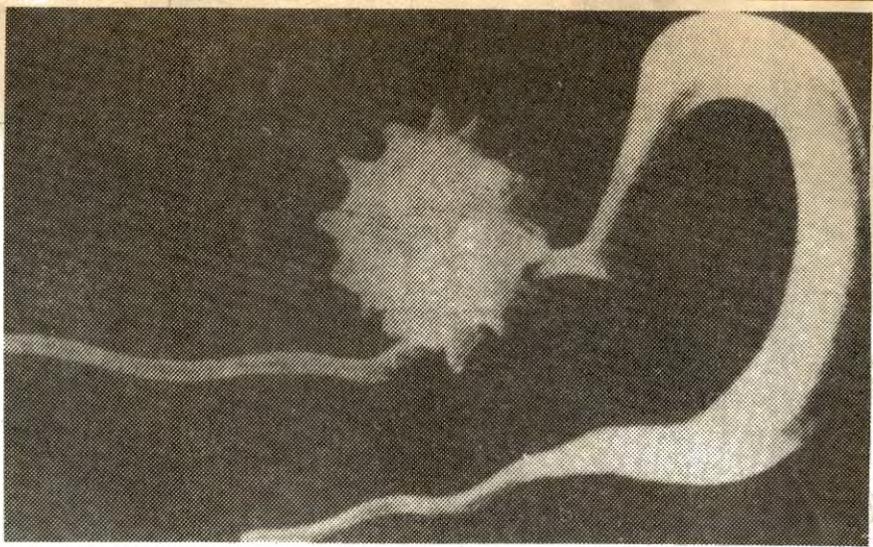
essais, le taux de leucocytes des patients s'est multiplié (par trois, quelquefois par dix) pour atteindre un niveau normal après quelques jours. L'une des principales fonctions des leucocytes est de détruire les bactéries, les champignons et les virus. Le traitement permet également de réduire à une moyenne de 37 degrés la fièvre des malades ainsi que les symptômes du SIDA.

Selon le professeur Takahisa, président de la faculté de médecine d'Etat de Tokyo, un musicien kenyan atteint du SIDA a pu rentrer dans son pays, après avoir été traité par ce moyen. Le médicament, qui fait encore l'objet de tests cliniques variés, pourrait également être efficace dans le traitement du cancer, lors de transplantations médullaires, ainsi que contre diverses maladies infectieuses graves.

Les vaccins

LES autres armes de l'arsenal scientifique contre le SIDA, demeurent les futurs vaccins. Selon les chercheurs, plusieurs voies d'approche sont possibles. Le professeur américain Jonas Salk propose la voie classique du vaccin entier « inactivé ». La plupart des prototypes étudiés, voire testés sur l'homme, sont, eux, obtenus par manipulations génétiques : peptides synthétiques, éléments de virus, telle la GP 160,35. Ces modèles, plus complexes, n'ont pas recours au virus entier jugé trop dangereux, mais ont un de ses éléments apparemment utile pour espérer déclencher la mise en route de la protection vaccinale.

Le perfectionnement des tests de dépistage plus rapide ou plus précoce dits d'antigènes a aussi permis de rappeler qu'aucun test n'est parfait. Les progrès des tests, mais aussi l'apparition occasionnelle de



Virus du Sida grossi au microscope.

troubles neurologiques, voire de démence, sans autre manifestation de la maladie, et l'augmentation au fil des années, du nombre de séropositifs évoluant vers un SIDA, ont relancé les problèmes éthiques liés à la lutte contre la maladie : craintes ou désir de dépistages systématiques aisés aux frontières, rejet à l'embauche, rupture du secret médical, refus d'assurance-vie.

Le D^r Jonathan Mann, directeur du Programme mondial de lutte contre le SIDA de l'OMS, ne dispose pour le moment d'aucun élément permettant de déduire qu'un vaccin contre le SIDA puisse être efficace. Si un vaccin efficace voyait quand même le jour, une coordination mondiale intense devrait empêcher qu'il soit uniquement réservé aux riches, comme c'est le cas actuellement pour le vaccin contre l'hépatite.

Limitons nous-mêmes les dégâts

LE débat sur l'origine du virus du SIDA a été déclaré d'inutilité publique. Il est clair en effet que le SIDA ne doit pas être vu à travers des groupes de populations à risques mais à travers des pratiques à risques. Or, on sait que ces pratiques diffèrent d'un continent à un autre.

En Occident, les toxicomanes et les homosexuels sont touchés au premier chef. En Afrique, les séropositifs sont hétérosexuels ; les

milieux en contact avec la prostitution étant particulièrement atteints. Que le virus du SIDA soit africain, haïtien, américain, que les Soviétiques aient accusé les services secrets américains d'avoir fabriqué le virus du SIDA en laboratoire à des fins militaires, que les milieux catholiques s'en prennent au relâchement des mœurs dans certains pays, que les communautés homosexuelles d'Amérique du Nord soient soupçonnées d'exporter le virus, quelle que soit enfin son origine, il est présent et très actif. Il faut agir.

Nous savons que le virus ne se transmet que par trois voies : sexuelle, d'une mère infectée à son enfant nouveau-né et sanguine. Ces trois voies de transmission engagent notre responsabilité individuelle dans la société au sein de laquelle nous vivons. C'est un problème de comportement et un phénomène social.

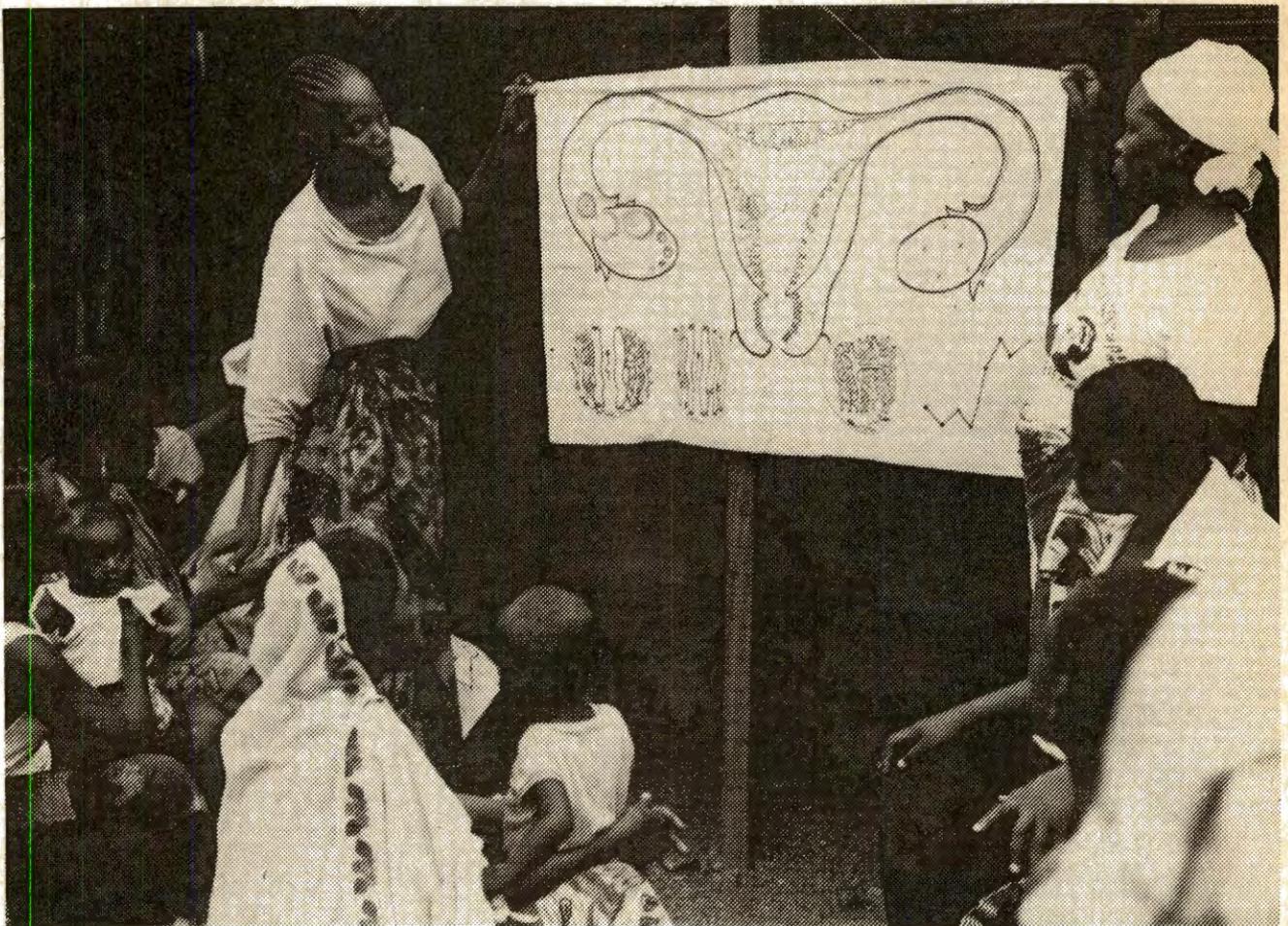
Cette conduite responsable amène donc à se protéger par l'utilisation des préservatifs, principalement le condom, afin de freiner la propagation du virus lors de relations sexuelles douteuses.

Actuellement, les chercheurs ne sont qu'au niveau des recherches. On ne peut parler pour le moment ni d'un vaccin sûr, ni d'un remède efficace. Ce qui nous reste à faire, en attendant l'obtention des produits finis, limitons nous-mêmes les dégâts.

EDUCATION A LA MAITRISE DE LA FECONDITE

“ On ne joue pas avec son corps ”

Par GASPARD GAHIGI



Parler aux gens dans des termes à eux, afin de susciter leur participation



“Mou na mbi molengué”, “mou na mbi yoro”. Traduit du sango, la principale langue de Centrafrique, en français, cela signifie : “Donnez-moi un enfant”, “donnez-moi un médicament pour faire un enfant”. Et de qui provient la demande ? De femmes frappées d'infertilité primaire ou secondaire, qui se présentent au dispensaire du Foyer de charité de Bangui animé par Mlle Micheline Quetier.

Des mères célibataires et de jeunes épouses abandonnées par leurs maris viennent voir Micheline pour éviter de concevoir à nouveau avant d'avoir un “mari légal”. Inversement, beaucoup de filles qui se sont fait avorter clandestinement, se présentent avec des affections gynécologiques souvent très graves et irréversibles. Qu'importe, elles veulent concevoir. 68% des femmes qui se présentent au foyer viennent à la recherche de leur fertilité perdue ; 10 à 20% souffrent de stérilité primaire, 20 à 40% de stérilité secondaire.

Selon Mlle Quetier, ce problème est consécutif, en très grande partie, aux maladies sexuellement transmissibles (MST) qui touchent particulièrement les jeunes (30 à 60% à Bangui), aux infections après les accouchements et aux “avortements provoqués”. Dans un pays sous-peuplé comme la République Centrafricaine (2.700.000 habitants sur 623.000 km², soit 4,4 habitants au km²), le problème d'infertilité est préoccupant. Il exige de ce fait une thérapeutique de fond.

Un programme d'éducation

Cette “pénurie d'enfants” dans un pays qui en a besoin, a poussé des volontaires centrafricains à se regrouper en une association dénommée “Education à la maîtrise de la fécondité”, qui a démarré ses activités en 1984, sous



M. QUETIER

Une éducatrice à l'œuvre :
« On n'a pas besoin d'avoir fait des études pour comprendre le fonctionnement de son corps ».

l'impulsion de Micheline Quetier, infirmière française qui avait déjà commencé la sensibilisation des époux par l'opération “consultation conjugale” au dispensaire du Foyer de charité dès 1979.

Premier objectif : prévention de la stérilité, et aide aux couples infertiles. L'Association dispense en outre une éducation en matière d'espacement des naissances qui aboutit à la diminution de la mortalité infantile très élevée en Centrafrique (143‰ avant l'âge d'un an et 232‰ avant l'âge de cinq ans).

L'Association “Education à la maîtrise de la fécondité” se propose d'offrir aux Centrafricains la connaissance des lois de la reproduction humaine, les compétences parentales, nécessaires, simples, peu ou pas du tout coûteuses, mais nécessaires en matière de fécondité, d'allaitement maternel et de nutrition, d'espacement des naissances et d'éducation de base des enfants au sein d'une famille.

La mère doit connaître les conditions d'hygiène, protéger sa gros-

sesse et ses enfants contre la malnutrition et les maladies. Pour cela, point n'est besoin de disposer d'une fortune, contrairement à une opinion répandue dans certains milieux aisés ; opinion selon laquelle beaucoup d'Africains devraient arrêter de faire des enfants parce qu'ils n'ont pas d'argent pour les élever.

“Education à la maîtrise de la fécondité” enseigne que “pour avoir un enfant, il faut tout simplement un certain nombre de connaissances très souvent gratuites, “qu'un enfant n'a pas besoin d'argent pour naître, qu'il a uniquement besoin de l'affection des parents qui l'élèvent en faisant un minimum de frais, du moins dans la petite enfance”.

Pour permettre à la majorité des Centrafricains d'accéder à ces connaissances jugées minimales pour avoir un enfant au moment voulu, la pédagogie choisie est “l'éducation à la maîtrise de soi”. Micheline Quetier explique : “Cette maîtrise de soi permet à l'homme et à la femme de freiner leur désir sexuel en toutes circons-

Micheline

QUETIER

qui est-elle ?



M. QUETIER

" On ne joue pas avec son corps "



Infirmière diplômée d'Etat, Micheline Quetier est de nationalité française. Elle a 47 ans et reste célibataire. Membre du Foyer de charité, elle est arrivée en République Centrafricaine en 1972 où elle a fondé le dispensaire qui deviendra le Centre d'éducation à la maîtrise de la fécondité en 1984.

Dès son arrivée à Bangui, sa première préoccupation fut d'aider les femmes qui ont des pro-

blèmes gynécologiques. En 1979, elle créa à cet effet la "consultation conjugale" au dispensaire du Foyer de charité où elle faisait 300 à 600 consultations quotidiennes en médecine générale.

En 1982, elle débuta les séances d'éducation collective qui ont rassemblé 1.788 femmes et 600 hommes cette année.

De vocation tardive, Micheline a fait ses études d'infirmière entre 25 et 28 ans. Elle a exercé en

France pendant trois ans dans le secteur privé avant de venir en Centrafrique.

Elle est présidente de l'Association "Education à la maîtrise de la fécondité" dont elle est la fondatrice.

Confrontée à des difficultés financières, elle affirme que "l'Association ne pourra pas durer si elle n'arrive pas à s'auto-suffire au moins pour les petites dépenses de fonctionnement".

D'une simplicité déroutante, Micheline parle de la Centrafrique comme de son propre pays. "Chez nous en Centrafrique", dit-elle et au milieu du discours, elle vous parle en sango, oubliant que vous n'êtes pas de "son pays".

A l'entendre parler, on dirait comme Francis Bebey, "qu'elle a pris la couleur locale".

Gaspard GAHIGI

tances et d'éviter ainsi les maladies sexuellement transmissibles dues aux multiples partenaires.

Maîtriser son corps

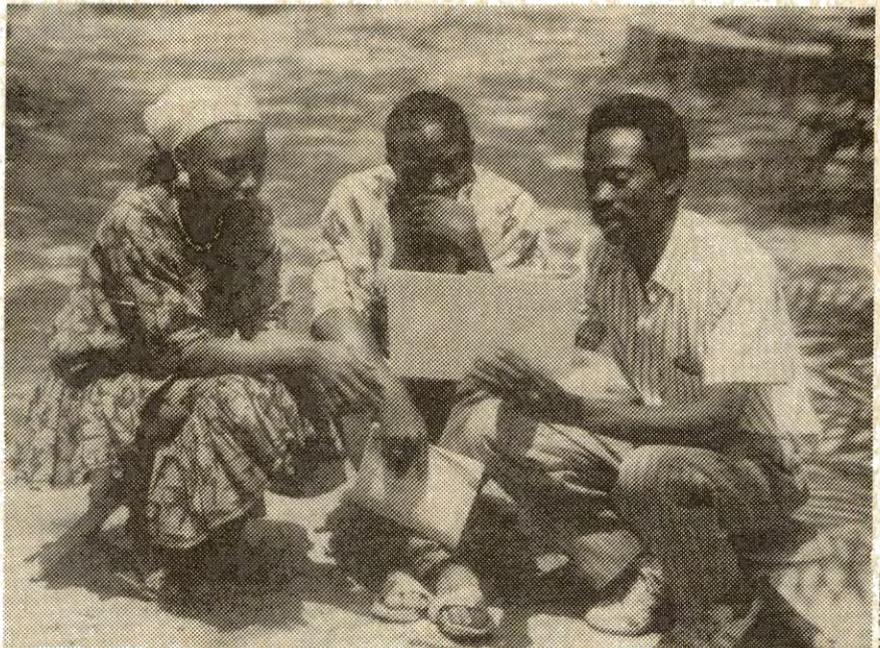
Les MST sont en expansion, et pourtant, les hommes aisés entretiennent encore deux ou trois jeunes maîtresses qui, à leur tour, soutiennent de jeunes "petits amants" avec qui elles se partagent l'argent du patron". Quand on sait qu'en Centrafrique 70 % des gens atteints des MST ont entre 15 et 24 ans, il y a à craindre pour ces jeunes et pour ces "bourgeois". Ce concubinage ou cette polygamie "new look" est sans aucune garantie ni pour l'homme, ni pour la femme, encore moins pour les enfants nés de ces unions consensuelles.

Pour éviter de compromettre irréversiblement sa fertilité et sa santé, Micheline Quetier souligne qu'on ne joue pas avec son corps. "Le corps humain n'est pas un instrument. Ce n'est pas comme le moteur d'une voiture dont on peut changer les bougies. Si une femme a les trompes bouchées, ça ne se change pas. Une atteinte irréversible des testicules est fatale, car les testicules ne se changent pas".

Mlle Quetier lance un appel pressant aux jeunes pour "ne pas jouer avec leur corps". Car, dit-elle, "quand on joue avec son corps, non seulement on joue avec sa santé, sa fertilité, mais aussi avec sa famille". C'est dans cet esprit que, "l'Éducation à la maîtrise de la fécondité" va collaborer étroitement avec le programme national d'éducation sexuelle pour les jeunes scolarisés de Centrafrique, l'objectif étant de faire réfléchir les jeunes sur leur sexualité et leur fécondité afin d'éviter la déperdition scolaire due aux grossesses précoces et non désirées chez les lycéennes.

Le programme entend expliquer aux jeunes la coutume centrafricaine en matière de sexualité et d'éducation des enfants. Comment les ancêtres arrivaient-ils à espacer les naissances ? Quelles étaient les techniques traditionnelles de planification familiale ? Après la réponse à ces questions, en interrogeant les personnes âgées, le programme national d'éducation sexuelle des jeunes scolarisés insistera sur les concepts modernes en la matière et les difficultés qui découlent du passage de la tradition au modernisme. Cette sensibilisation de la jeunesse s'inscrit dans la politique nataliste du gouvernement centrafricain qui prône, entre

Le Centre reçoit les femmes quatre jours par semaine. Elles se font d'abord inscrire après un entretien avec un éducateur ou une éducatrice pour expliquer leurs difficultés. Après cette inscription, elles participent à quatre séances d'une heure et demie chacune avant d'être reçues en consultation gratuite. Elles achètent à 150 F CFA un carnet d'observation où elles marqueront leur cycle. Des exercices pratiques de notation se font au Centre où la formation est axée sur l'anatomie féminine et masculine, la connaissance de la période fertile, la conception, le développement et la naissance de l'enfant, l'hygiène de l'accouchement, etc.



Nul besoin de réunir une vingtaine de personnes ou de disposer d'un local pour dispenser les cours qui permettent de toucher la femme et son époux, chez eux.

autres, l'espacement des naissances pour la diminution de la mortalité maternelle et infantile et l'aide aux couples infertiles.

Le Centre d'éducation à la maîtrise de la fécondité, qui entend épauler le gouvernement, accueille une clientèle essentiellement jeune. 65 % des apprentis ont moins de 25 ans, 30 % moins de 20 ans.

Un accent particulier est mis sur l'entente sexuelle entre l'homme et la femme pour éviter des heurts qui conduisent souvent à l'infidélité, voire au divorce, surtout pendant la période du post-partum où les tabous empêchent les rapports sexuels entre les mariés.

Cette séparation qui dure trop longtemps favorise les MST, la sté-

rité et a des conséquences néfastes sur l'unité familiale.

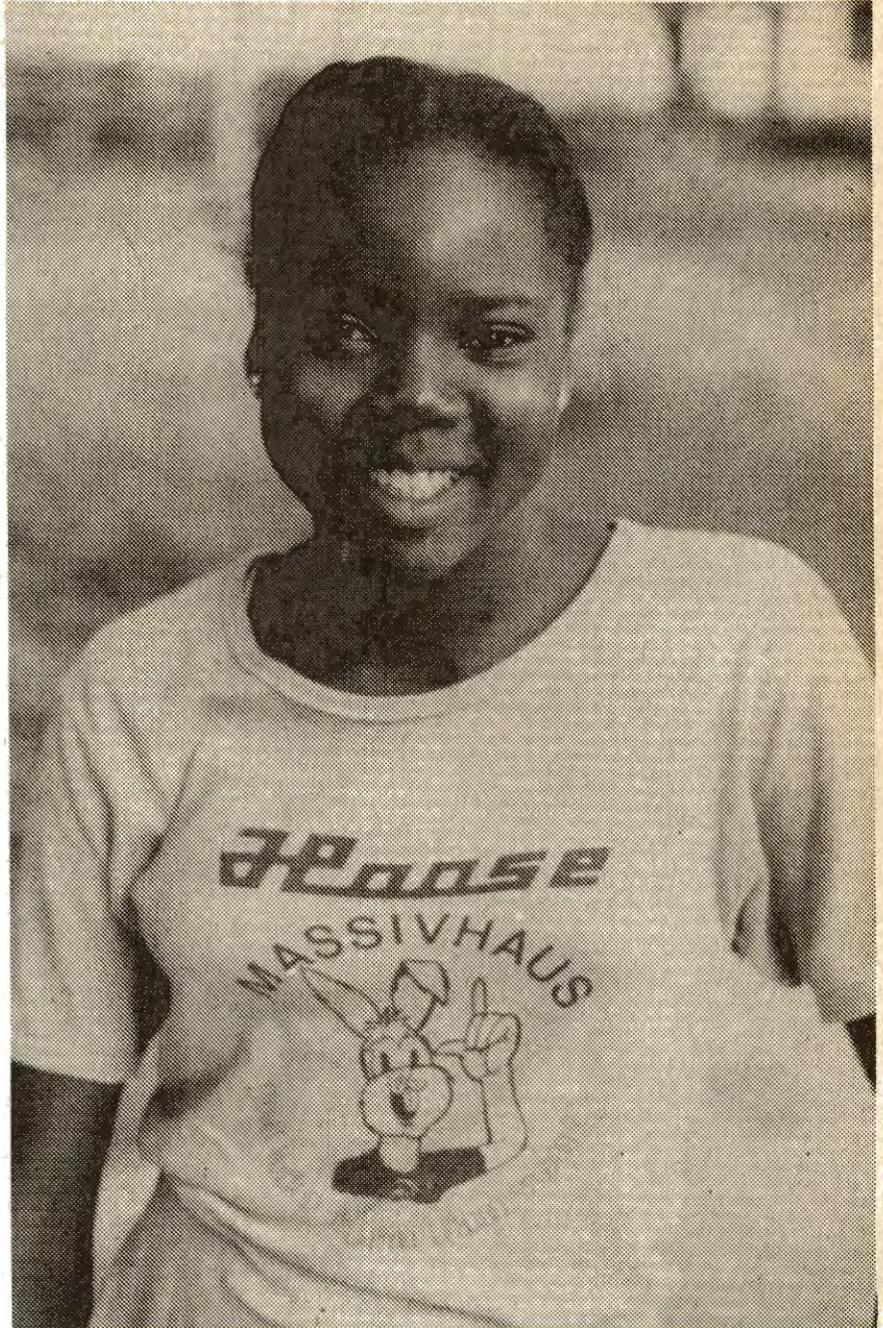
On apprend à la femme à s'observer pendant cette période pour éviter une grossesse avant le retour de couche. Dans ce cas, la séparation du couple n'a plus de raison d'être si la femme est bien informée sur sa fécondité. La tradition avait érigé en interdit les rapports sexuels pendant cette période, tout simplement pour éviter des naissances trop rapprochées qui sont à la base de 35 % de sevrages précoces et de 30 % de malnutrition des enfants en Centrafrique.

Le village pouvait autrefois encadrer l'homme pendant cette période, ce qui n'est plus le cas dans le monde moderne où les liens de la société se sont visiblement distendus en favorisant un individualisme et un libéralisme sans précédent, sources de pas mal de fléaux qui nous accablent actuellement.

Question de langage

La tradition africaine veut qu'on ne parle pas publiquement de la sexualité. En Centrafrique aussi. La première fois que Micheline a projeté sur un grand écran les organes sexuels de l'homme, les femmes ont fermé les yeux avec les mains pour regarder les images à travers leurs doigts. C'était du "jamais vu" ! Elle a alors compris qu'avant de présenter "un grand dessin qui fait peur" selon ses propres termes, il faut une certaine discrétion et une certaine progression. La manière de présenter les choses compte beaucoup. Il ne faut pas tout dire le premier jour. L'avantage du Centre est que l'enseignement se fait en groupe. On est ainsi protégé par l'anonymat. La question qui vous gêne peut être posée par un autre.

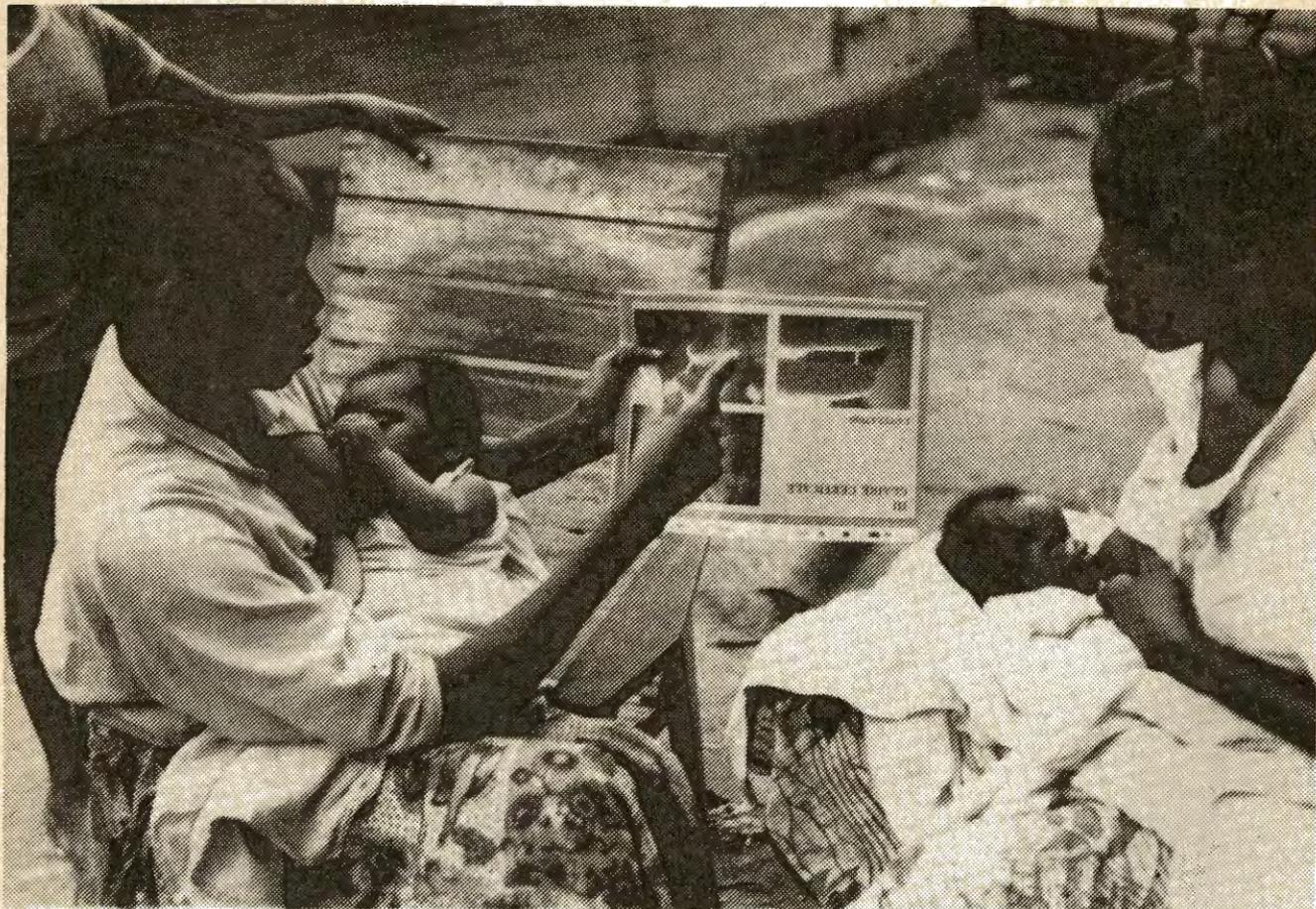
Par ailleurs, on ne parle pas des problèmes personnels, il y a une consultation pour ça.



Dès jeunes filles comme Priska NGBALE (15 ans) fréquentent le Centre pour devenir éducatrices.

La pédagogie de départ consiste à regrouper les gens par tranches d'âge et à les former par un éducateur ou une éducatrice du même âge. Mariés d'un côté, célibataires de l'autre, on se sent plus à l'aise. Un certain vocabulaire a été adopté pour ne pas blesser les susceptibilités.

Ainsi le rapport sexuel du couple a été appelé "Matanga" en sango, ce qui signifie littérairement la "fête". Et, la fête se prépare (préludes sexuels). On fait la fête en paix sans brutalité et on est content. "Sinon, c'est la guerre", déclare un éducateur. La stratégie du Centre est basée sur l'engagement volon-



M. QUETIER

Seuls des schémas adéquats peuvent assurer le succès de la formation

taire des éducateurs qui travaillent bénévolement pour l'éducation et la promotion de la famille centrafricaine. Ils dépensent beaucoup d'énergie en marchant des heures et des heures pour aller d'une famille à l'autre. Mais ils persévèrent, animés par la seule volonté de servir le prochain. Bien insérés dans leurs quartiers, leurs villages, ils sont conscients des problèmes de leurs proches. Pour le moment, ils sont environ 300. Tout le pays est presque couvert mais la plus large couverture se situe sur Bangui et sur deux régions avoisinantes, la Lobaye et l'Ombella M'Poko. Formés au dispensaire du Foyer de Charité à Bangui ou sur place par les anciens éducateurs, ils s'attellent à transmettre les connaissances simples, à la portée de tous, mais qui, à la longue, entraînent le chan-

gement des comportements pour une auto-gestion de la fécondité, une amélioration de la santé et un épanouissement de la famille. L'impact de cet engagement est considérable au vu de la croissance de la clientèle et de son assiduité. Micheline conclut avec J. P. Grant, directeur exécutif de l'UNICEF qu'"il n'y aura tout simplement pas de développement qui ne soit le résultat de la volonté des gens eux-mêmes et d'actions basées sur les connaissances qui leur sont utiles afin d'atteindre les buts qu'ils se sont eux-mêmes fixés".

Mais la volonté a ses limites

Le Centre a des difficultés financières qui handicapent fortement ses activités. Selon Micheline, "il

est difficile de trouver des donateurs qui acceptent de financer un projet qui n'est pas spectaculaire, un projet éducatif, donc non immédiatement rentable".

Le Centre frappe à toutes les portes pour trouver un financement d'une trentaine de vélos pour les éducateurs qui couvrent de grandes distances à pied. Personne n'a répondu à cette demande jusqu'à présent. Pourtant, l'action de prévention des maladies menée par le Centre a fait gagner au pays certainement plus que mille vélos.

Le bienfaiteur qui fournira les trente vélos aura posé un "geste qui sauve".

Gaspard GAHIGI

Réhabiliter la femme, pilier de la santé

Un consensus s'est dégagé entre trois ONG africaines et les services gouvernementaux de près d'une vingtaine de pays de l'Afrique subsaharienne pour réhabiliter la femme dans son rôle de premier agent sanitaire de la famille et de la communauté. Notre reporter indique que les stratégies alternatives de communication dégagées à l'occasion devraient contribuer à une amélioration très sensible de la santé de tous.

SOULEYMANE OUATTARA



Pour la quasi-totalité des populations africaines, le médecin de famille n'est pas un généraliste en blouse blanche, mais une femme, souvent illettrée. Parce que celle-ci s'occupe de l'assainissement et de l'hygiène du milieu, de la préparation des aliments, de la prévention, des premiers soins, parfois du traitement de certaines affections courantes, le bon sens suggère de s'appuyer sur elle pour améliorer l'état de santé de la famille et de la communauté.

Cette approche, similaire à celle déjà développée sur la nécessité d'octroyer le crédit à la femme, en considération de sa place et de son rôle réels dans la production des biens vivriers se fonde, par ailleurs, sur la vulnérabilité de la femme pour en faire une cible prioritaire des systèmes de santé. En effet, outre qu'elle est exposée à de nombreuses maladies souvent négligées au profit de celles des autres mem-

bres de la famille, la femme, épouse et mère, paie un lourd tribut aux maternités à risque dont les taux oscillent entre 3 et 6 ‰.

Un tel désastre — dont les 150 ‰ de taux de mortalité infantile et les nombreuses maladies invalidantes, mais facilement évitables dont souffrent les populations africaines, donnent la vraie mesure — est d'autant plus révoltant que d'après l'Organisation Mondiale de la Santé, les trois quarts des maladies qui frappent les pays en développement pourraient être évitées par une amélioration de la nutrition, de l'eau, de l'hygiène, de l'immunisation et de l'éducation en matière de santé, autant de secteurs dans lesquels les femmes ont une responsabilité capitale.

C'est à la lumière de ces éléments que des délégués de 16 pays francophones et anglophones de l'Afrique subsaharienne réunis du 5 au 14 septembre 1988, à Lomé (Togo) par l'Association africaine d'éduca-

tion pour le développement (ASA-FED), le Centre d'étude de la famille africaine (CEFA), l'Institut panafricain de développement (IPD), se sont concertés sur les stratégies de communication à mettre en œuvre pour élaborer, diffuser et disséminer les messages relatifs à la santé dans les communautés de base et particulièrement auprès des femmes considérées comme intervenantes prioritaires. Conformément aux objectifs du séminaire, il s'est agi d'identifier les ressources existantes dans le domaine "femme, santé et communication", leurs forces et leurs faiblesses et d'envisager des stratégies nouvelles.

Informer n'est pas communiquer

Ce sont les moyens modernes d'information qui sont passés les premiers au crible de la critique. Quoique la presse écrite, la radio et la télévision disposent de rubriques ou diffusent des émissions sur la santé, ces organes ne semblent pas

avoir modifié de façon sensible les comportements des populations auxquelles ils s'adressent. Le taux élevé d'analphabétisme dans les zones rurales et singulièrement chez les femmes, les bas revenus des ménages, les difficultés de diffusion d'une part, et la faible couverture télévisuelle de nombre de pays africains d'autre part, limitent l'impact de la presse écrite et de la télévision. Au demeurant, les rubriques et émissions consacrées à la santé par tous les médias, y compris la Radio, sont insignifiantes, comparativement à celles consacrées à des sujets plus proches de préoccupations du pouvoir d'Etat qui possède et contrôle les organes d'information. De même, les programmes sont souvent mal conçus et diffusés dans des langues que ne maîtrisent pas toujours les professionnels de l'information. Au total, l'absence de concertation entre médias et services de santé et entre ceux-ci et les populations, le manque de planifi-

cation et d'évaluation hypothèquent l'efficacité des articles et émissions sur la santé.

Quel que soit le type d'intervenant (personnel de santé, encadrement agricole ...), ce qui frappe chez tous, ou presque, indiquent les délégués, c'est leur ignorance de l'environnement physique, affectif et social dans lequel ils comptent entrer en communication. En fait de communication, il s'agit, dans la plupart des cas, de l'envoi unilatéral de messages diffusés du centre de décision vers la population.

A cet obstacle de taille, viennent se greffer l'absence de politique intégrée et coordonnée de communication qui mette l'accent sur la femme et la contrainte liée à la charge considérable de responsabilité et de travail quotidien qui pèse sur la femme, aussi bien en ville qu'au village. Aujourd'hui encore, les femmes parcourent de longues distances à la recherche d'une eau

parfois de qualité douteuse. Pourtant, il existe des méthodes simples et éprouvées de filtrage de l'eau qui sont, soit ignorées soit inutilisées.

L'utilisation d'instruments aratoires et de meules datant de l'âge de la pierre ou encore de mortiers est encore répandue. Et rien n'indique que de tels outils soient en voie de disparition. Toutefois, il est encourageant de voir que des femmes se regroupent pour acquérir une charrue ou un moulin et parviennent, en conséquence, à dégager du temps qu'elles consacrent à autre chose.

Cet "autre chose" peut être l'éducation dont le rôle en tant que puissant stimulateur du développement n'est plus à démontrer. Malheureusement, dans ce secteur aussi, les femmes arrivent bonnes dernières.

De telles contraintes, si elles plaident pour une collaboration



Vue partielle de la salle avant les travaux du séminaire.

K. B. AKOJETE-AKUE

SENEGAL

DES FEMMES RURALES ELABORENT DES EMISSIONS RADIOPHONIQUES A SUCCES



Ça et là, professionnels des médias et de la santé expérimentent des approches nouvelles en matière d'éducation pour la santé, dont voici celle du Sénégal rapportée par M^{me} Arame Diop. Cette productrice qui dirige la chaîne internationale de l'Office de radiodiffusion du Sénégal, élabore des émissions de santé avec les femmes pour les femmes sur la mortalité maternelle. Dans l'entretien qui suit, elle fait l'historique d'"Equation santé", sa nouvelle production, et explique la démarche qu'elle utilise. Des considérations sur les obstacles à la collecte de l'information émaillent ses propos.

F & D : Dans quelles circonstances "Equation santé" a-t-elle vu le jour ?

M^{me} Arame Diop : Cela fait près de 16 ans que je travaille à la Radio. C'est seulement en 1978, date de création du ministère de la Condition féminine, que j'ai commencé à m'intéresser aux problèmes de la femme. J'accompagnais le ministre de ce nouveau département dans ses tournées dans les régions. A l'occa-



Mme Diop Arame

sion, les femmes prenaient la parole pour exposer leurs problèmes. Elles déploraient la vétusté des maternités, demandaient que le machinisme qui avait libéré l'homme les libère aussi.

Les contraintes liées au pilage du mil, à la

recherche du bois, la rudesse des travaux domestiques auraient pu être allégées en effet par l'introduction de la technologie appropriée. Mes interlocutrices s'exprimaient en langues nationales. Et moi je faisais un duplex en français. Ce n'était vraiment pas stimulant comme travail.

J'effleurais à peine les problèmes. C'est en voulant faire un travail de fond dans le domaine femme et santé que j'ai conçu douze programmes sur la santé de la femme financés par la John Hopkins University.

F & D : Comment concevez-vous votre émission ?

M^{me} Arame Diop : "Equation santé" est diffusée en langues nationales. Elle est basée sur la participation. Ce sont les femmes elles-mêmes qui déterminent les thèmes à aborder. Puis je les rencontre dans leur milieu et nous discutons librement. Parallèlement, j'ai mis en place un groupe de réflexion composé de médecins, de journalistes, de comédiens. Ce sont les médecins qui ont pratiquement fait le conducteur sur la base des problèmes prioritaires que nous avons identifiés. Par exemple, l'évacuation sanitaire, lorsqu'elle est tardive, est une cause de décès. Mon objectif, dans ce cas précis, était de faire comprendre qu'il ne faut pas attendre le verdict du marabout avant d'amener la patiente au centre de soins.

F & D : *Vous est-il facile de parler d'un thème aussi délicat avec les femmes ?*

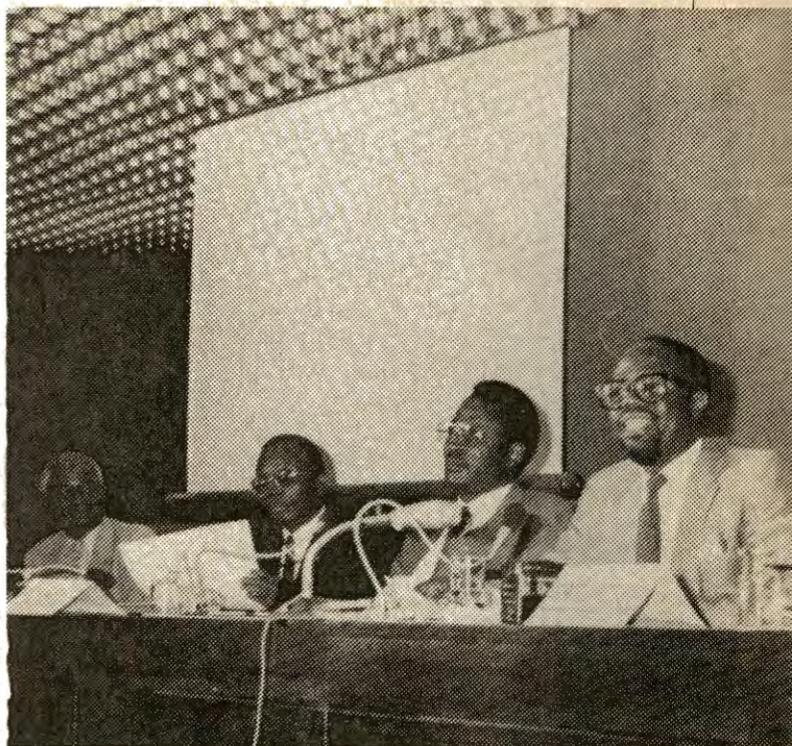
M^{me} Arame Diop : Vous avez raison. Ce n'est toujours pas facile. Dans les groupes, il y a très souvent des femmes enceintes. Or, dans notre coutume, la bienséance veut qu'on ne parle pas de la mort en couches à une femme enceinte.

Mais parfois, ce sont les femmes elles-mêmes qui ont conçu l'émission. Ce sont des femmes regroupées dans une tontine qui ont réalisé le scénario d'un sketch sur les MST. Leur histoire mettait en scène un homme qui ronfle et que son épouse menace de quitter.

Je me suis adressée à des comédiens pour jouer la pièce. Ils se limitent à poser le problème ; suite à quoi le médecin intervient pour décrire les symptômes et les mesures préventives et curatives.

Je précise toutefois que tous les reportages, sketches et interviews que j'ai réalisés sont encore en boîte ; donc non encore diffusés. Pour le lancement de l'émission, je prévois faire une présensibilisation. La prochaine étape, c'est de me rendre, après diffusion, auprès d'un groupe précis de femmes pour recueillir des points de vue qui, pour moi, constitueront la vraie émission.

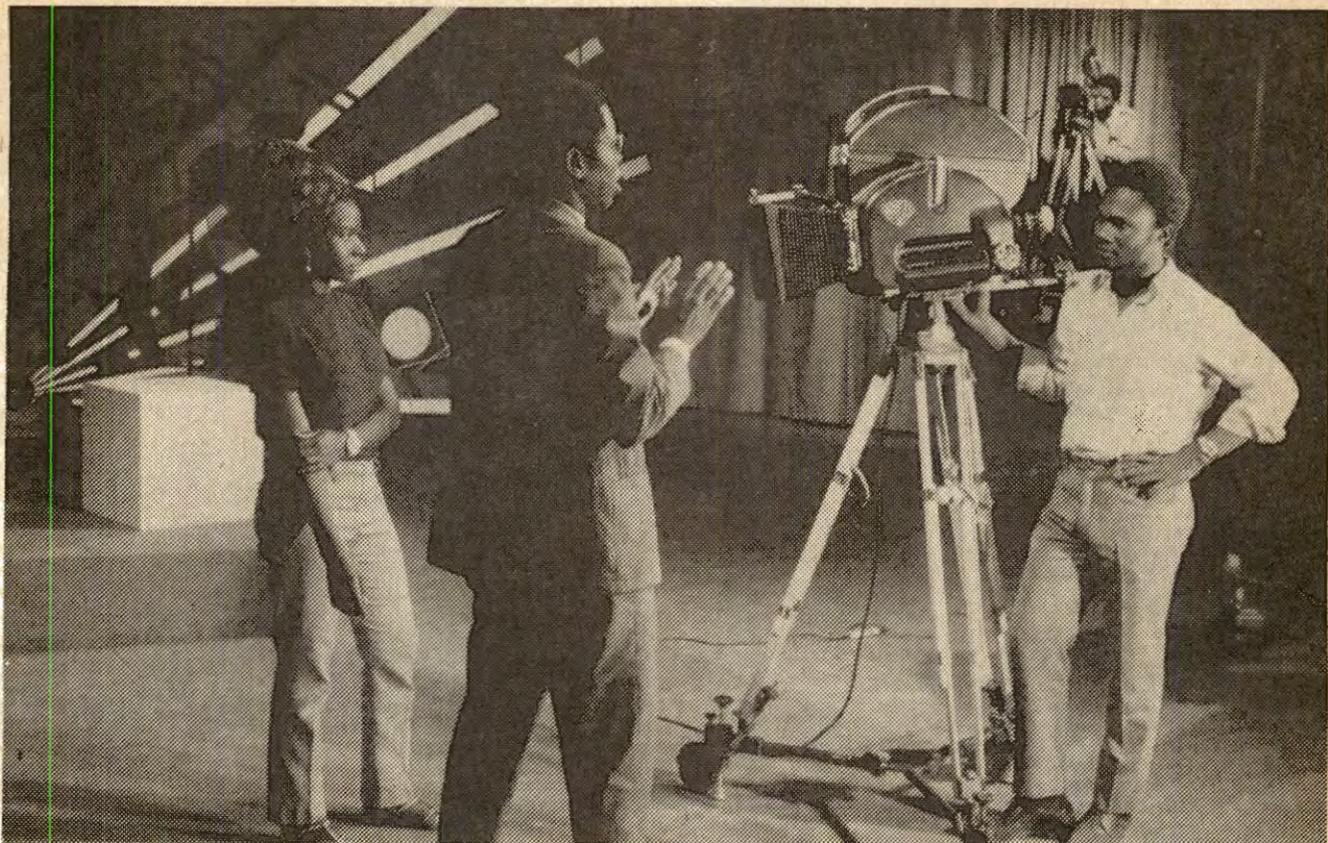
S. O.



K. B. AKOUE-ARUE

La tribune d'honneur. On reconnaît, de gauche à droite, MM. Adjalla, Attignon, Siamévi et Ahadé.





PIERRE PETIT

Les médias modernes consacrent très peu de temps et d'espace aux problèmes de santé.

► bien comprise entre organismes intervenant en milieu rural, ne sauraient faire oublier le rôle spécifique que peuvent et doivent jouer l'information, l'éducation et la communication pour l'amélioration de l'état de santé de la communauté.

Privilégier la communication interpersonnelle

A cette fin, les diverses stratégies proposées par les délégués, sur la base de leurs expériences, font une large part à la communication interpersonnelle, à l'utilisation des moyens de communication sociale et à la conscientisation de l'ensemble de la société. L'importance de cette résolution est évidente. Il est rare, en effet, que la sagesse populaire africaine mentionne avec précision le rôle de la femme comme



S. OUATTARA

Constamment sollicitées par diverses tâches épuisantes, les femmes n'ont pratiquement pas le temps d'écouter les messages de santé.

BENIN : UNE EXPERIENCE A SUIVRE DE PRES



On songe au lancement, dans ce pays, de la radio locale itinérante, un projet financé par le Programme international de la communication (PIDC / UNESCO).

« A l'issue de la collecte de données socio-économiques des zones retenues pour abriter l'expérience, une équipe mobile

disposant d'un car d'émission pouvant émettre dans un rayon de 30 km, concevrait des programmes éducatifs pour les populations se trouvant dans son rayon d'action et avec la participation de ces mêmes populations. Ce serait alors la radio par les paysans et pour les paysans. Le communicateur ne jouera que le rôle

de modérateur. L'équipe mobile, avec du matériel léger, pendant trois mois, s'installe, conçoit des programmes éducatifs sur la base des préoccupations, des desiderata des populations et les réalise avec leur concours. Les populations auront la possibilité de capter ces émissions directement sur leur poste-récepteur. Ce

système permettra de recueillir, séance tenante, leur réaction. Tous les formats d'émission seront utilisés dans le cadre de ces programmes éducatifs ».

(Extrait du rapport de la République Populaire du Bénin).



Concevoir les programmes éducatifs sur la base des préoccupations des populations.

S. OUARTARA

CAMEROUN

Par le canal du prêtre

Les conditions étaient réunies pour décourager plus d'un. Dans ce village proche de Yaoundé, au Cameroun, où les parasitoses et les maladies d'origine hydrique faisaient rage, les enfants continuaient de marcher pieds nus, les femmes approvisionnaient la communauté en eau polluée et tous allaient faire leurs besoins dans la forêt. Telle était la situation, lorsque Mme Kamsu Kom Victorine, directrice de la Maison de la femme de Tsinga, un quartier de Yaoundé, se rendit dans ce village où en un temps record, d'importants changements ont été opérés en matière de santé. Mais l'expérience que nous relate Mme Kamsu Kom, technicienne supérieure en soins infirmiers et sage-femme de formation, mérite d'être connue parce qu'elle s'est appuyée sur le support approprié pour faire passer le message. Et ce support, c'était le prêtre du village.



« Notre Centre reçoit de nombreux patients

dont des enfants souffrant de maux. La fréquence des parasitoses et d'autres divers maladies d'origine hydrique était telle que nous avons jugé bon de faire une descente dans le village d'où provenaient le plus de cas. Sur place, les femmes interrogées sur l'insalubrité des lieux nous disent ne pas balayer la cour ou mettre les ordures dans une fosse

creusée à cet effet, parce que "c'est au village". Les ordures traînaient à la porte. Il suffisait que le vent se lève pour les ramener dans la cour, réduisant à néant le travail accompli. Les femmes lavaient le linge, faisaient la vaisselle et puisaient l'eau de boisson au même point d'eau. Il s'agissait d'une rivière dont elles avaient "aménagé" une partie en empêchant l'eau de couler. En l'absence de latrines, les villageois fai-

saient leurs besoins dans la forêt. "Ainsi les porcs auront à manger", expliquaient-ils.

Nous n'étions pas beaucoup aidées, car le chef du village, par qui les agents de changement passent habituellement pour communiquer avec les populations, ne mobilisait pas grand monde. Ce sont des élèves en vacances qui nous ont suggéré de nous adresser au curé, pour faire une annonce sur notre désir de rencontrer les femmes.

C'est parce que le village est très christianisé. Tout le monde se rend à la messe. L'église devient de ce fait le forum, là où on peut toucher le plus de personnes. C'est ainsi que nous avons réuni tout le village ou presque.

Ensemble, avec les habitants, nous avons arrêté une stratégie. D'abord, nous avons suggéré l'installation d'une pompe. Par la sensibilisation, nous avons obtenu que les femmes balaient leur cour et alentour. Six

mois plus tard, nous nous sommes rendues au village. Les changements étaient perceptibles. Auparavant, aucune des 25 familles du village n'avait de latrines. A présent, 11 en ont.

Il faut dire qu'au départ les gens voulaient un dispensaire. Pourtant à 7 km de chez eux, il en existe un sans infirmier ni médicament. Ce n'était donc pas la solution. Un ancien secouriste s'est alors proposé pour veiller à la santé de la communauté, tout en déplorant manquer de tout. Il fallait donc installer une pharmacie villageoise que nous nous sommes engagées à approvisionner en médicaments essentiels. Le secouriste a été recyclé en prestation des premiers soins. Cependant, pour l'hygiène du milieu, il nous fallait former une femme. Le choix de l'assistance s'est porté sur une femme, car la santé de la communauté repose sur la femme. C'est parfois par manque d'informations ou à cause d'une mauvaise communication que les choses restent en l'état. Les femmes disposent de connaissances léguées par leurs mères. Mais elles ignorent que celles-ci sont améliorables. Autrement, elles sont réceptives et prêtes à mettre en pratique les conseils reçus.

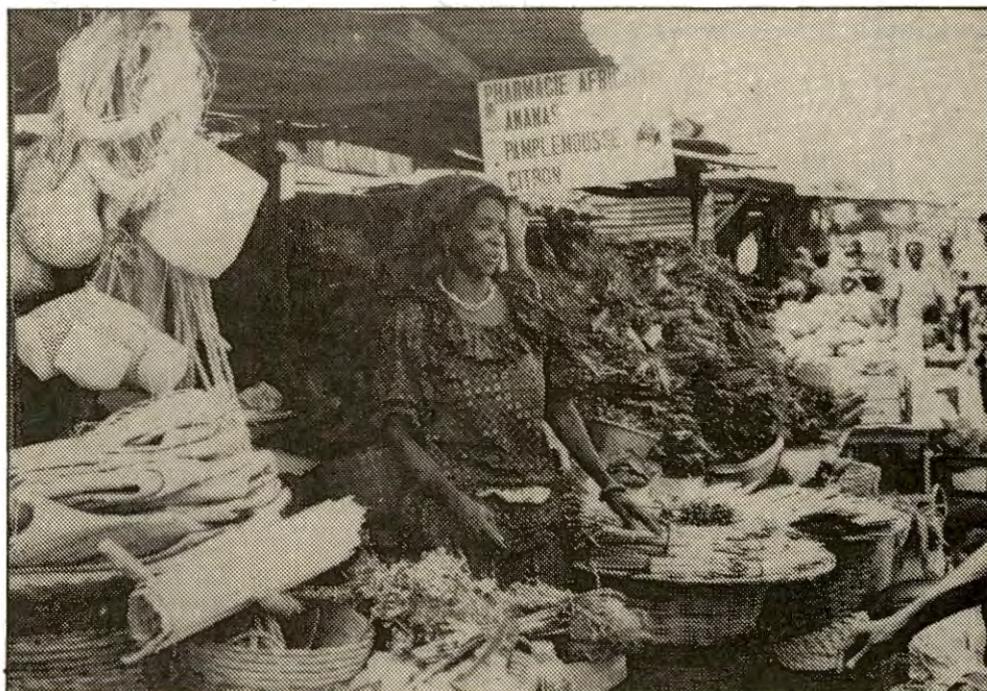
Depuis bientôt un an que ces changements sont intervenus, nous recevons moins de malades de ce village ».

S.O.



S. OUATTARA

Ces femmes peulh jouissent d'une solide réputation de guérisseuses dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest. Originaires du Niger, elles font des descentes saisonnières au Burkina et en Côte d'Ivoire, parfois au Mali, pour vendre leurs produits.



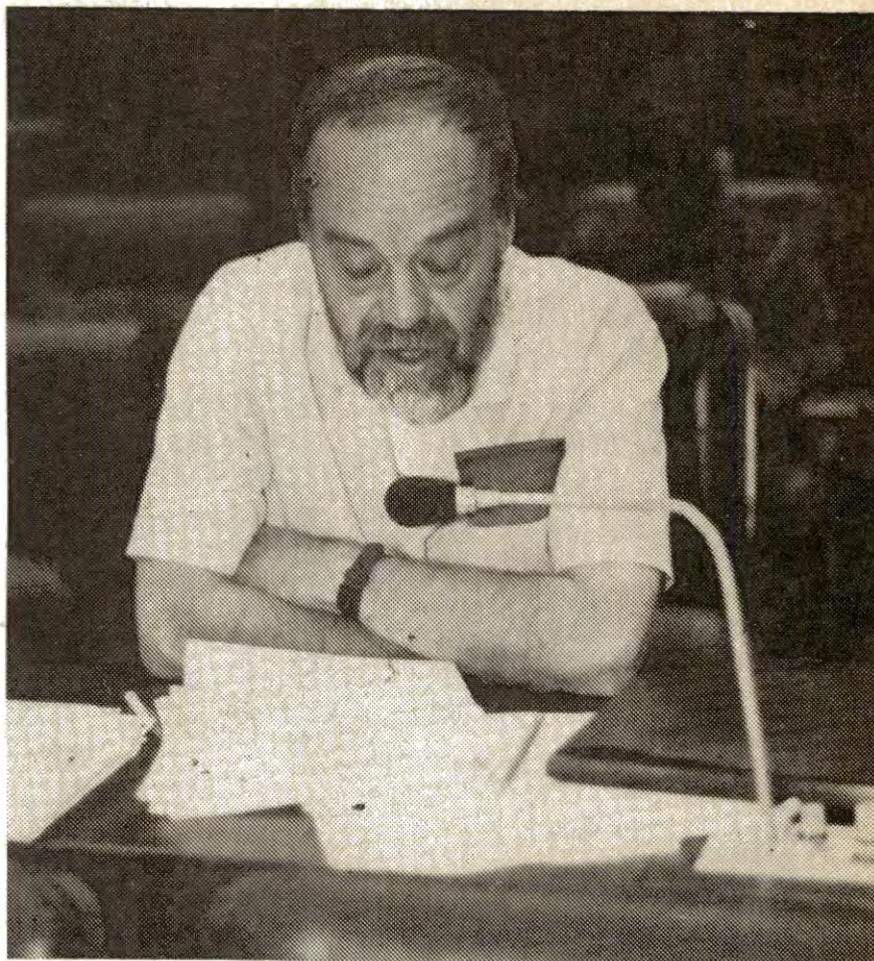
S. OUATTARA

Cette guérisseuse est consciente de son importance pour la société. Elle tient une pharmacie

ENVISAGER LE SUIVI

Des résolutions qui dorment dans les tiroirs ! Voilà qui est courant. Pour rompre avec cette pratique les participants, en accord avec les organisateurs, comptent mettre en place des mécanismes de suivi.

Philip Langley, de l'IPD, fait le point sur les engagements pris par les participants et l'aide qu'ils sont en droit d'attendre des organisateurs.



M. Philip Langley



“ Les gens se sont engagés, de retour chez eux, à créer, entre autres, des petits projets ou des programmes. Ceux-ci pourront être très localisés, s'étendre à l'ensemble du pays ou impliquer plusieurs pays qui manifestent le désir d'élaborer ou qui élaborent des projets innovateurs en matière de communication pour la santé de la femme.

Notre assistance pourra être technique (pour l'élaboration du projet), de conseil ou de recherche de fonds. Dans ce dernier cas, nous tra-

vaillerons de concert avec des structures publiques ou privées. Si un projet nous agrée, nous pourrions le réaliser en collaboration avec des organismes publics ou privés.

Par ailleurs, les liens qu'ont tissés les participants entre eux créent un réseau, dont nous allons étudier les modalités pratiques d'entretien. Cela peut se faire par des échanges d'informations, à travers une lettre ou un bulletin.

Nous publierons un ouvrage pour que rien de tout ce qui a été dit au

cours du séminaire ne soit perdu. Cette publication paraîtra en partie en anglais, en partie en français. Une autre permettra, à quiconque le veut, d'organiser un séminaire du genre dans son pays.

Les participants suggèrent l'édition d'un manuel qui soit un guide pour les agents de développement et qui leur permette de mieux communiquer avec les populations. Mais il faut encore attendre d'organiser deux ou trois séminaires dans divers pays, avant d'envisager l'édition de cet ouvrage.

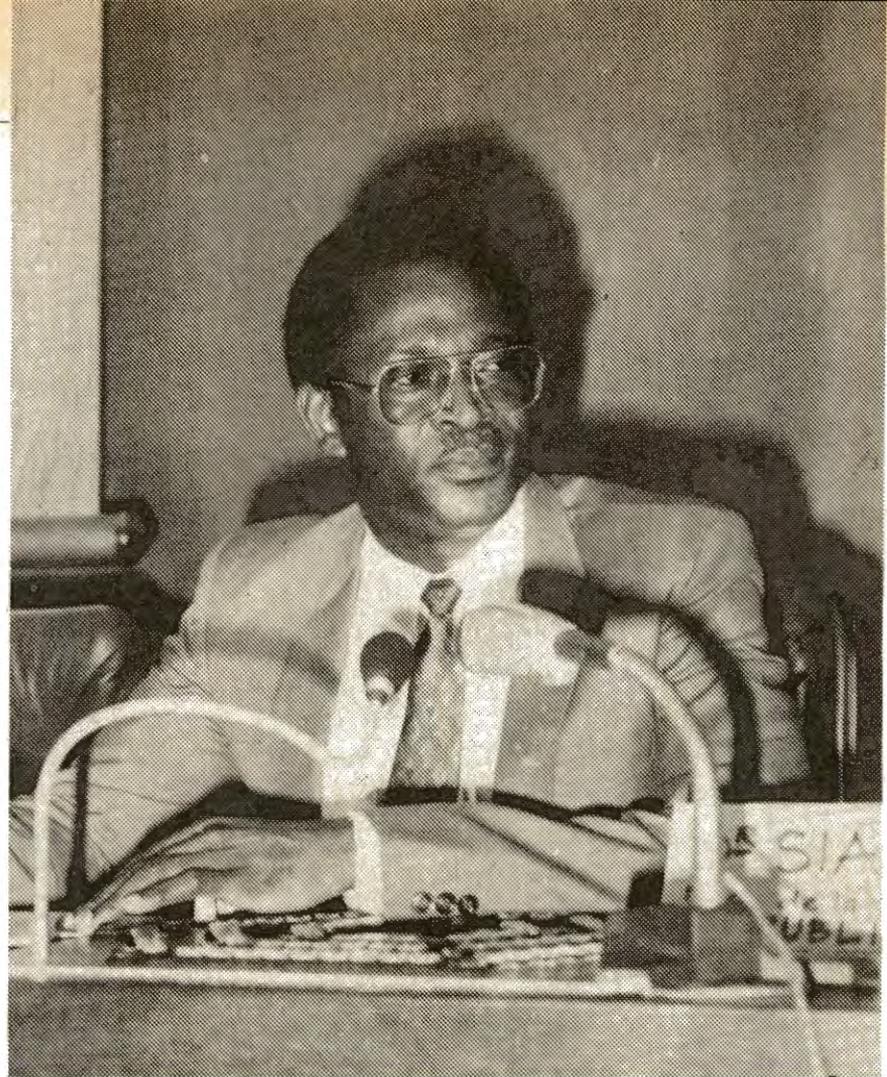
Ces séminaires, au cours desquels des travaux de terrain seront faits dans les villages, permettront de tester un certain nombre d'idées. Que veut dire “ persuadeurs de village”, “ communication interpersonnelle”, avec les groupes religieux de femmes, les tontines ? Et si ces séminaires réussissent, ce dont je ne doute pas, peut-être dans un an, produirons-nous un manuel qui permettrait aux uns et aux autres de mieux communiquer en vue d'améliorer la situation de la femme en matière de santé.

S. O.

dispensatrice de santé. Certes, il existe des guérisseuses auxquelles les membres de la communauté recourent pour se faire soigner. Mais un lien ténu n'est presque jamais établi entre l'hygiène corporelle, l'assainissement du milieu, l'eau et la santé. La cause des maladies reste avant tout occulte. Ce n'est pas le cyclops, l'hôte intermédiaire du ver de Guinée, qui donne la dracunculose, mais le rival jaloux ou le sorcier.

Toute sensibilisation suppose donc une étude du milieu pour en connaître la culture et les ressorts de la communication. La force du verbe commande que la manipulation en soit strictement règlementée. Le statut de celui qui dit la parole, le lieu où la parole est dite, la position et les circonstances dans lesquelles elle est dite en déterminent l'efficacité. C'est dans ce sens que le recours à des personnes ou groupes jusque-là négligés dans la diffusion de messages en milieu rural a été envisagée. En la matière, le « persuadeur de village » devrait jouer un rôle important. Le concept de persuadeur de village se fonde sur le constat que le village, « cellule la plus active du développement, possède en propre ses intellectuels, ses leaders d'opinion et ses experts. Mieux que quiconque, ils savent la valeur des traditions, des tabous religieux et notamment la manière de les contourner sans heurt ». Les griots, d'autres artistes, les structures politiques et religieuses, les personnes âgées, peuvent s'avérer tout aussi efficaces. En clair, il faut donner à la communication sociale toute l'importance qu'elle mérite.

Analysant les forces et les faiblesses des intervenants classiques tels que les professionnels des médias et de la santé, les vulgarisateurs et les autres agents de l'Etat, les délégués ont recommandé une formation adéquate et appropriée de ces derniers, afin de les rendre



K. B. AKOUE-AKUE

Le Dr Siamevi, directeur général de la Santé publique a représenté le ministre de la Santé publique des Affaires sociales et de la Condition féminine aux séances d'ouverture et de clôture.

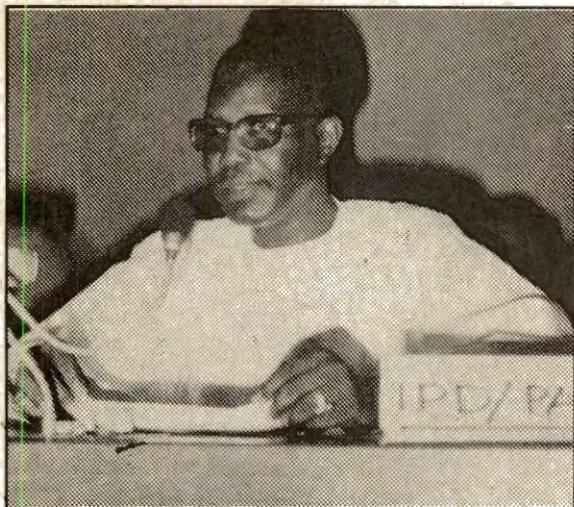
crédibles ; l'augmentation de leur nombre pour qu'ils puissent être en contact permanent avec les femmes ; l'utilisation de supports adaptés pour la transmission de messages qui doivent porter sur un problème prioritaire du milieu et être élaborés de préférence par les femmes. Des expériences en cours au Sénégal (lire l'entretien avec Mme Arame Diop) et au Bénin (voir encadré), sont des voies à explorer.

Au niveau étatique cette fois, le manque de coordination et de politique globale de communication pourrait être résolu par la concertation et la collaboration entre organismes intervenant dans le secteur spécifique de la santé maternelle et infantile et dans les activités de planification familiale, de nutrition et d'alphabétisation.

En ce qui concerne la sensibilisation et l'éducation de la communauté dans son ensemble, l'homme y compris, l'accent portera sur les sujets affectant la fertilité des femmes et leurs rôles dans la communauté, l'intensification de la communication interpersonnelle à travers des discussions de groupes, des démonstrations, des visites à domicile, des conseils, etc.

Afin que ces recommandations ne restent lettre morte, il est prévu par les organisateurs, et cela à la demande des participants, d'assurer le suivi du séminaire (voir « Envisager le suivi »).

**Souleymane
OUATTARA**



K. B. AKOUETE-AKUE

" Nous réaffirmons l'attachement et le rôle que nous accordons à l'expérience de terrain qui a été toujours un des fondements de l'approche de l'IPD. C'est la raison pour laquelle nous insistons sur la nécessaire analyse de nos expériences dans les réseaux d'échange. Notre séminaire est un pas dans cette direction et il faut bien se rendre compte de la richesse d'information que nous possédons ".

M. Malick FALL
directeur régional
 IPD/ADS



K. B. AKOUETE-AKUE

" Toute idée de transformation qui prend racine dans l'esprit de la femme est assurée du succès. Voilà pourquoi les femmes font partie du public-cible prioritaire de l'ASAFED. Les femmes étant les premières éducatrices des enfants, " éduquer une femme revient à éduquer plusieurs générations ". C'est pour cela que le degré d'évolution d'une société se mesure à celui de la femme ".

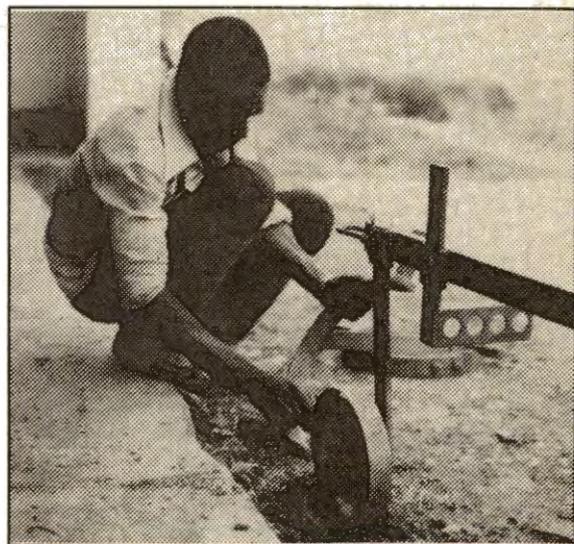
M. Koffi ATTIGNON
Président d'honneur de
 l'ASAFED



S. OUATTARA

" A travers l'Afrique, de nombreuses organisations ou institutions conduisent à l'envi des projets en faveur de la promotion de la femme africaine. Mais il n'y a pas toujours une collaboration entre elles, même si elles mènent exactement les mêmes activités. Chacun construit son alvéole avec une grande ardeur individuelle. Ce monde de travail, qui n'est pas celui des abeilles, nuit à l'esprit de coordination nécessaire à beaucoup d'entreprises. Bien souvent, il y a duplicata inutile et coûteux. Le fait que trois institutions africaines, l'IPD, l'ASAFED, le CEFA, s'entendent pour organiser deux séminaires de réflexion sur un thème unique, inscrit dans leurs programmes d'activités individuels, témoigne d'un souci certain de complémentarité et d'efficacité dans l'action ".

Yao AHADÉ
vice-président du
 CEFA/CAFS



S. OUATTARA

Il faut que le machinisme qui a libéré l'homme libère aussi la femme.

Des produits alimentaires radioactifs sont écoulés dans le Tiers monde

selon lui, permettrait de protéger les femmes qui allaitent et les nouveau-nés contre les effets nocifs des laits contaminés. Le D^r Demanya a demandé aux gouvernements africains de mettre en place des laboratoires chargés de contrôler tous les produits laitiers importés avant leur distribution aux consommateurs.

Le lait contaminé venant de la CEE a d'abord été le sujet d'une polémique en Afrique, en février 1987, quand les autorités de Brême en Allemagne de l'Ouest et de Westphalie ont interdit le transport de 150 wagons de lait en poudre destiné à l'Égypte et à l'Angola. Le gouvernement de Bonn n'a pas confirmé officiellement que le lait



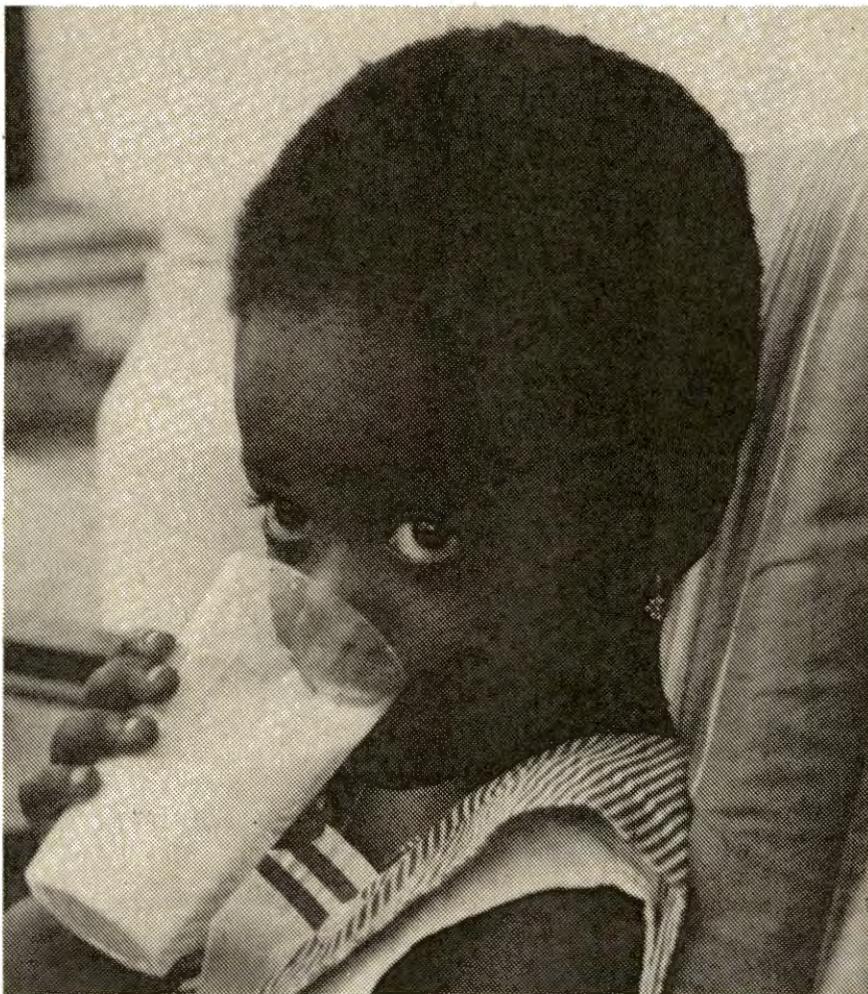
Depuis la catastrophe de Tchernobyl, en avril 1986, d'immenses quantités de lait, de viande et de légumes se sont accumulées en Europe parce qu'elles ne sont pas propres à la consommation humaine ou animale. Manger ces produits équivaut à s'exposer au risque d'une contamination radioactive.

Pourtant, de nombreux chargements de nourriture contaminée ont été saisis dans des pays de Tiers-Monde, ou en cours d'acheminement vers ces pays, qui se trouvent être une fois de plus la décharge des pays industrialisés.

Fin janvier de cette année, le Libéria a interdit temporairement la vente de lait en poudre importé de la Communauté économique européenne (CEE), en raison d'une éventuelle contamination radioactive.

En décembre 1987, la Commission égyptienne pour l'énergie atomique a refusé un chargement de 1.000 tonnes de lait en poudre ; après avoir découvert, lors de l'analyse de 20 échantillons de lait, un niveau de radioactivité très supérieur au niveau légal (400 unités). L'analyse a aussi révélé que le lait contenait des substances radioactives provenant de la catastrophe de Tchernobyl. Le lait avait été chargé sur un navire yougoslave, mais il venait d'Autriche.

En octobre 1987, le docteur G. V. Demanya, médecin ghanéen, a lancé un appel aux gouvernements africains pour qu'ils n'acceptent plus les aides alimentaires en produits laitiers provenant de l'extérieur du Continent. Cette mesure,



Charles Diagne/ASAFED

Contrôler tous les produits laitiers importés avant leur distribution aux consommateurs.

(3.000 tonnes) était destiné aux deux pays africains, mais selon les sources des "Verts" à Bonn, cela était évident d'après les documents de fret. L'indication des pays de destination a également été confirmée par un porte-parole du gouvernement qui a déclaré qu'il était scandaleux de faire du profit à partir "d'ordures radioactives".

A Bonn, le ministre de la Santé,

Rita Sussmuth, a lancé une nouvelle mise en garde contre l'exportation de lait en poudre qui, a-t-elle dit, ne pourrait être vendu en République Fédérale Allemande, ni pour la consommation humaine ni pour la consommation animale. Elle a insisté sur le fait que ce lait ne devait plus être expédié vers les pays du Tiers-Monde. "Pour des raisons éthiques, il est inacceptable de faire une distinction entre les

risques pour la santé des Européens et pour celle des habitants du Tiers-Monde" a-t-elle ajouté, en faisant remarquer que ceux qui agissaient ainsi étaient des irresponsables et que leurs agissements étaient inacceptables du point de vue moral.

Source : APS / Ecoforum, volume 12 — n° 6 juin, 1988

Savon anti-moustique pour lutter contre le paludisme



Un savon répulsif contre les moustiques a été testé avec succès et constitue une arme contre le paludisme dans les pays du Pacifique occidental.

D'après le bureau régional de l'OMS à Manille, les tests ont démontré que "l'utilisation du savon sur les parties exposées du corps sert de protection contre les piqûres de moustiques vecteurs". En laissant sécher la mousse du savon sur la peau sans la rincer, la protection est valable pendant six à douze heures.

Les propriétés insectifuges du savon proviennent surtout de la perméthrine, substance non toxique. Le savon est composé de 0,5 pour cent de perméthrine de 20 pour cent de deet (N,N

— diéthyl — méthyl — 3 — benzamide). Une savonnette de 40 grammes coûte environ 20 cents américains, "souvent dix fois moins que les insectifuges courants dans le commerce", fait remarquer l'OMS.

Un savon insectifuge est en outre préalable, dit-on, à une lotion qui s'évapore rapidement tandis que le savon adhère à la

peau et tue les moustiques qui essaient de piquer.

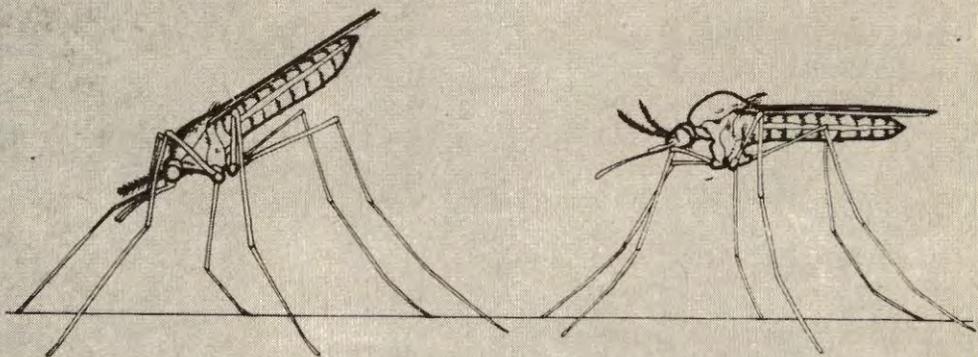
La formule de ce savon a été mise au point par Thomas SIMMONS, un scientifique australien de la Simmons Nominee Pty Limited.

L'OMS et les Philippines ont élaboré un projet commun pour mettre le savon à l'essai à Tawi Tawi, province du sud

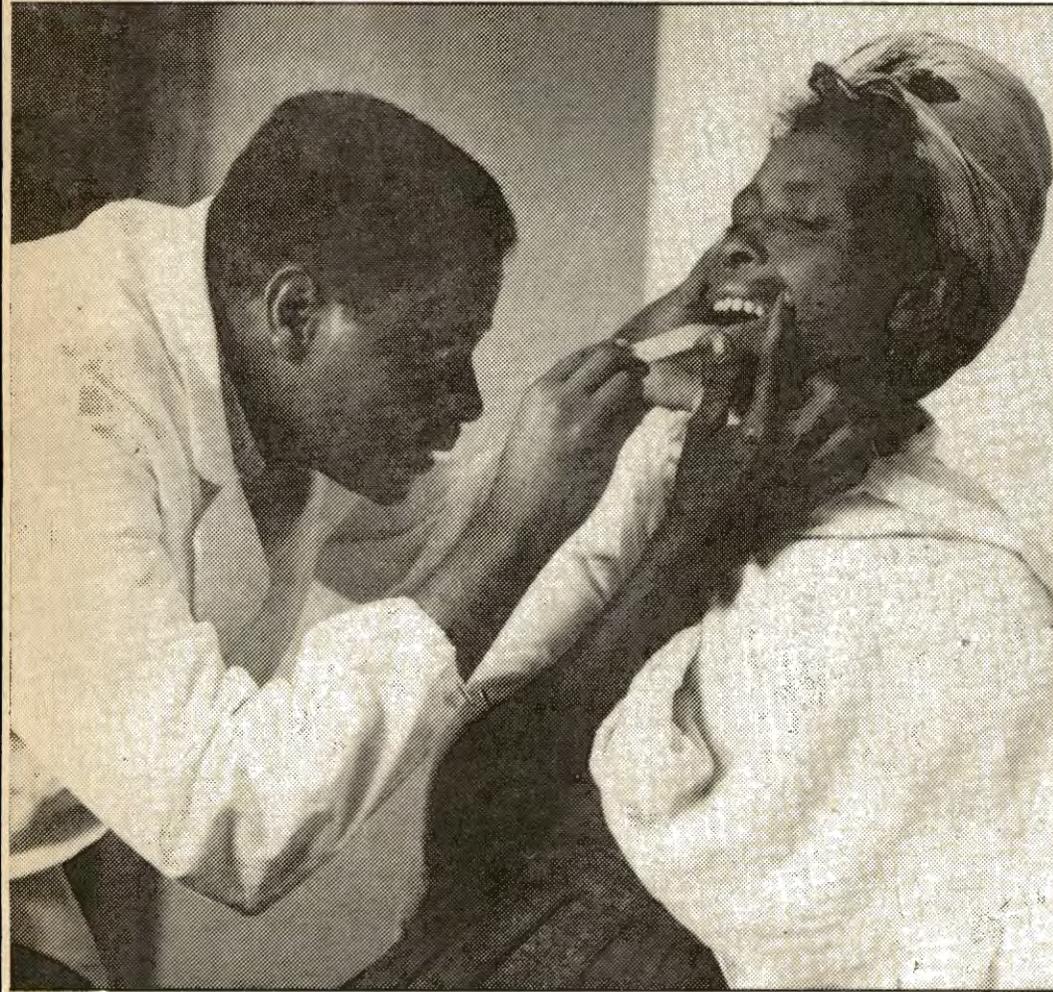
des Philippines où sévit le paludisme.

D'après un rapport de l'OMS, dans les villages où les moustiquaires sont imprégnées de perméthrine, "on a constaté une réduction majeure de la densité des moustiques vecteurs et des parasites du paludisme".

Santé du Monde
Août/Sept 1988



VACCINER CONTRE LA CARIE DENTAIRE ?



L'assistant médical doit savoir reconnaître les affections les plus courantes. Il s'assure que la patiente venue au centre de santé de Wotamo-Soddo, en Ethiopie, ne souffre pas d'un abcès dentaire.



La carie dentaire est probablement la maladie la plus répandue chez l'espèce humaine. Cette affection, liée au développement industriel et social, s'est surtout développée au cours des dernières décennies avec l'apparition des sucres raffinés

comme le saccharose. Elle atteint particulièrement la population jeune et représente la principale cause de la perte de dents avant l'âge de 35 ans. Bien qu'elle soit en diminution ces dernières années dans les pays industrialisés, grâce à une meilleure hygiène buccale et à l'in-

troduction des fluorures, on assiste par contre à sa nette progression dans les pays en voie de développement.

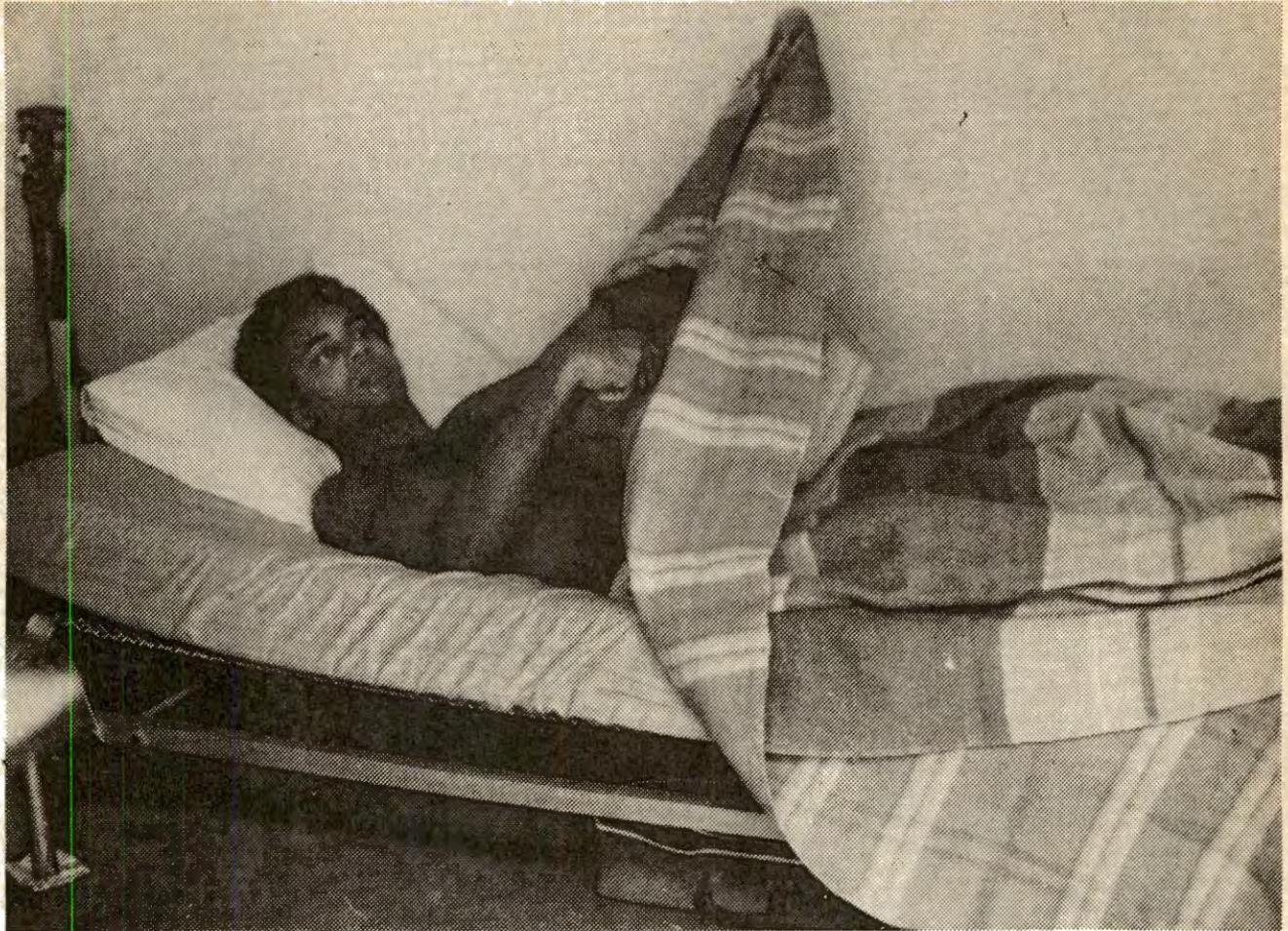
La carie dentaire est une maladie infectieuse, due à la présence dans la cavité buccale de bactéries capables de coloniser

les surfaces des dents pour former la plaque dentaire. Les produits que fabriquent ces bactéries, en particulier l'acide lactique, sont responsables de la déminéralisation de l'émail dentaire et donc de l'apparition des caries.

Les études de la flore bactérienne de la plaque dentaire ont conduit à considérer *Streptococcus mutans* comme le responsable majeur de la carie. Ce microbe est probablement la bactérie cariogène la plus répandue chez l'homme, puisqu'on la trouve chez 95 % de la population, dès la première année de vie aussitôt après l'apparition des premières dents.

L'identification d'une bactérie comme principal agent de la carie permet d'envisager une vaccination. De nombreux travaux ont démontré chez le rat et le singe que l'administration de *S. mutans* conduit à une protection active contre la carie dentaire. Toutefois chez l'homme l'utilisation d'un tel vaccin n'est pas encore envisageable ; car il existe des réactions croisées entre les antigènes et la bactérie et des constituants cardiaques et rénaux. Actuellement le génie génétique ouvre d'autres voies par l'utilisation comme vaccin de certaines protéines responsables de la virulence de la bactérie.

(Extrait de *Jeune Afrique Magazine*
n° 38 juin 1987)



Charles Diegne/ASAFFED

Le salut dans la sieste

⊗ Un aspect inexploré des coutumes méditerranéennes (et probablement africaines) où l'incidence des coronaropathies* (C) est basse, est celui de la sieste.

Cette pratique est peu développée en Europe et Amérique du Nord où le taux de C est élevé.

Des médecins grecs ont mené une étude qui donne à la sieste une justification médicale et ont étudié 27 malades présentant des signes électrocardiographiques de C en comparaison avec 90 témoins exempts de lésions sur les tracés.

D'autres travaux ont déjà suggéré une association entre la durée du

sommeil nocturne et l'incidence des C. Dans cette étude, cette association est faible et peu significative. En revanche, il existe une très importante corrélation entre la sieste et l'incidence des C, en particulier, avec sa durée: "Une demi-heure de sieste correspond à plus de 30 % de réduction de l'incidence", selon l'équipe.

A la suite des nombreuses études établissant des liens entre sommeil et fonctions cardio-vasculaires normales ou non, cette dernière publication peut être une explication de l'effet cardio-protecteur à long terme de la sieste.

Cité par
Tribune Médicale
du 16 janvier 1988
— **Lancet** 1987,
August 1, 269, 468.

* Maladies des artères coronaires.

Boire sans être ivre mais...

UN comprimé qui supprime totalement les effets de l'alcool. Ce nouveau produit, découvert par la firme pharmaceutique suisse Hoffmann - La Roche, répond au nom provisoire de Rol 5 - 4513 et a été testé chez le rat. Malheureusement, s'il supprime les effets de l'alcool sur le comportement, il ne protège pas le foie. Le Rol 5 - 4513 qui fait partie de la famille des benzodizépines, apparentée à certains tranquillisants comme le Valium, permet de garder un "comportement de sobriété" malgré l'alcool absorbé mais il reste incapable d'abaisser l'alcoolémie, c'est-à-dire le taux d'alcool dans le sang. C'est pourquoi le laboratoire suisse hésite encore à le commercialiser, car il pourrait encourager l'alcoolisme, dont les conséquences, comme la cirrhose du foie, ne sont nullement enravées par le médicament. Pire : certains risquent, sans s'en apercevoir, d'ingurgiter des doses mortelles d'alcool.

(Jeune Afrique Magazine n° 38 Juin 1987)

Les traces du SIDA...

 Deux des principaux chercheurs d'une équipe qui avait conclu à la théorie que le virus du SIDA avait pour origine le continent africain affirment à présent que leurs conclusions étaient fondées sur une erreur de laboratoire.

En 1985 et en 1986, deux nouveaux virus semblables à celui du SIDA avaient été "dépistés" — l'un dans les singes verts de l'Afrique et l'autre dans les populations de l'Afrique occidentale. Cette "découverte" avait conduit les chercheurs à conclure que le virus du SIDA avait pour origine le virus dépisté dans les singes verts, qui se manifestait peut-être par l'intermédiaire du virus retrouvé dans les populations de l'Afrique occidentale.

Mais à présent, Phyllis Kanti et Max Essex de la Harvard School of Public Health reconnaissent qu'il s'agit d'un cas de fausse identité. Dans « Nature », publication scientifique respectée de Grande-Bretagne, les chercheurs admettent que les virus qu'ils pensaient avoir

dépisté n'existent pas — et n'ont jamais existé. Leurs conclusions reposaient sur une contamination accidentelle d'échantillons de laboratoire.

La publication de la théorie des singes verts comme source du SIDA avait déclenché une polémique internationale durable au cours de laquelle les Africains avaient accusé les Occidentaux d'adopter des positions racistes en essayant de rendre leur continent responsable de l'apparition du virus.

Pourtant la théorie des singes verts n'a pas tout à fait disparu. Trois autres groupes de chercheurs — au Japon, en Allemagne et aux Etats-Unis — affirment avoir isolé des virus semblables à celui du SIDA dans les singes verts, mais leurs conclusions n'ont pas encore fait l'objet d'un examen comme celui qui a éventuellement conduit à la discréditation des thèses de Kanti et d'Essex.

Source : Action pour les enfants, volume 3, n° 2, 1988.

AVIS

Collectionneur recherche affiches santé publique
France ou Outre-mer — anciennes exclusivement —
Thèmes : paludisme, maladie du sommeil, tuberculose,
absinthisme, etc.

Ecrire avec photos ou description précise à :

J. MONTAGUE

c/o F & D

B.P. 3907 — Lomé - TOGO

... au risque d'attraper un cancer !

UN groupe d'experts réunis à Lyon en France en 1987 par le Centre international de recherche sur le cancer a mis en évidence les risques de cancer associés à la consommation de l'alcool.

► La consommation excessive d'alcool pendant la grossesse est associée à l'apparition d'anomalies physiques et psychiques chez l'enfant (syndrome d'alcoolisme foetal). Une consommation modérée peut être associée à une insuffisance de poids à la naissance et à des anomalies du comportement.

► En se fondant sur des études épidémiologiques, on estime qu'il y a une relation de cause à effet entre la consommation d'alcool et les cancers de la cavité buccale, du pharynx, du larynx, de l'œsophage et du foie. En ce qui concerne le cancer du sein, les études faites jusqu'à présent n'ont pas établi de façon convaincante l'existence d'un lien de causalité.

► Le risque de cancer de la cavité buccale, du pharynx, du larynx et de l'œsophage chez ceux qui fument et consomment de l'alcool est plus élevé que celui qui résulterait de la somme des risques pris isolément par ceux qui ne font que fumer ou que boire.

(Forum mondial de la santé n° 2 Vol. 9/1988)

UN VACCIN CONTRE LA GROSSESSE



Il vient d'être mis au point par les chercheurs de l'Institut national d'immunologie en Inde. Le produit a été testé avec succès sur l'animal qu'il rend stérile pendant une année et des essais sont en cours sur 88 femmes volontaires. Le vaccin induit la formation d'anticorps qui neutralisent une hormone indispensable à la grossesse et au développement précoce de l'embryon.

Pour le rendre plus actif dans le déclenchement d'une réaction de

défense, le produit est couplé à un vaccin contre le tétanos et le choléra, des maladies qui sont encore largement présentes en Inde. La "protection" ne sera pas permanente mais durera environ une année. Actuellement les volontaires reçoivent trois injections à un mois d'intervalle et un rappel six mois plus tard. Mais les chercheurs s'efforcent de mettre au point un vaccin qui en une seule injection remplacerait la pilule pour une année !

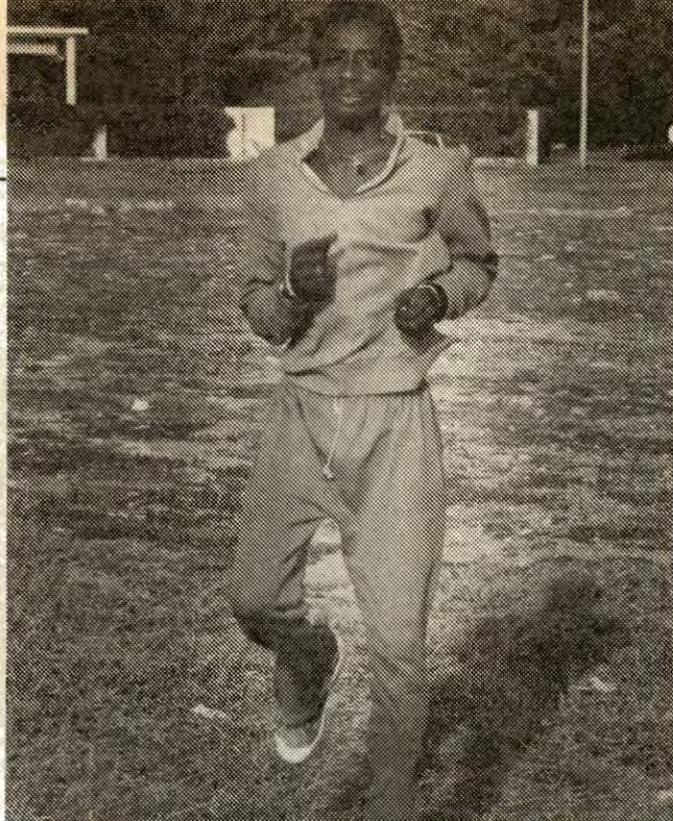
Cancer du sein : deux nouveaux traitements



Des chercheurs de l'Imperial Cancer Research Fund à Londres ont mis au point un produit qui reconnaît spécifiquement les cellules cancéreuses dans les cancers du sein. Le nouveau composé est un anticorps pur appelé anticorps monoclonal qui reconnaît certaines caractéristiques spéciales à la surface des cellules cancéreuses. Les chercheurs pensent utiliser cette découverte à la fois pour le traitement et le diagnostic. Si l'anticorps est lié à une substance toxique, il la conduira directement vers les cellules cancéreuses qui seront tuées alors que les cellules normales ne seront pas touchées. Couplé à une substance colorée, l'anticorps se dirigera directement vers les tumeurs cancéreuses qu'il permettra donc d'identifier : ce qui simplifiera bien sûr le travail du chirurgien qui ne sera plus obligé d'enlever tous les nodules suspects mais seulement

tous ceux qui sont réellement cancéreux. Actuellement, des essais sont pratiqués pour tester l'efficacité du produit sur les femmes volontaires alors qu'en laboratoire, les chercheurs essaient de trouver des composés similaires qui puissent reconnaître spécifiquement d'autres cancers.

Toujours sous l'égide de l'Imperial Cancer Research Fund, des essais sont en cours au Guy's hospital à Londres pour développer une méthode de traitement du cancer du sein qui puisse remplacer la mastectomie, c'est-à-dire l'ablation du sein. Testée sur 800 femmes, elle consiste à introduire dans le sein, et pour un temps déterminé, des aiguilles radioactives qui détruisent les tumeurs cancéreuses. Les résultats sont jugés excellents et la technique pourra être appliquée pour détruire des tumeurs ayant jusqu'à 4 centimètres de diamètre.



Charles Diegne/ASAFED

Il est préférable de s'entraîner sans jouer plutôt que de jouer sans s'entraîner.

La retraite du sportif

Par GRATIEN KANRAMBIZI



Pour un joueur de football, la retraite ou la semi-retraite intervient entre 30 et 50 ans.

Elle se caractérise par un entraînement moins intensif et surtout moins régulier, le passage dans une équipe vétéran au niveau très inégal, quelquefois l'arrêt complet des entraînements et de la compétition et l'abandon du maillot jaune pour celui d'arbitre.

La diminution de la fréquence des entraînements ou même l'arrêt complet de cette phase essentielle, pour ne conserver que la compétition du week-end fait courir à l'organisme plusieurs types de risques.

► **Physiologique** : le poumon, le cœur, les vaisseaux ne sont plus entraînés pour répondre à la démarche physique.

► **Traumatique** : l'échauffement insuffisant voire inexistant, la perte des gestes spécifiques augmentent les risques traumatiques musculaires, articulaires et tendineux.

► **Diététique** : si la moins grande dépense énergétique n'est pas compensée par une diminution de l'alimentation, le sur-poids risque d'apparaître, aggravant encore les risques physiologiques et traumatiques.

Le muscle cardiaque perd ses capacités à répondre à l'effort qui lui

est demandé, alors que ses besoins énergétiques sont encore importants.

Cet arrêt complet peut se compliquer d'une reprise ultérieure de l'activité sans entraînement. Il s'agit du pire des cas.

Le passage de joueur à arbitre se fait souvent au détriment de l'entraînement physique. Si le nouvel arbitre ne continue pas de pratiquer son activité et notamment son entraînement dans un club, il arbitrera sans aucun soutien physique et physiologique.

Il faut savoir que le risque de mort subite est 100 fois plus important chez l'arbitre que chez le joueur. De quoi prévoir dans la semaine une ou

deux séances d'entraînement !

Les solutions pour y remédier sont relativement simples et accessibles aux pratiquants du sport de masse.

Il faut absolument prévoir sa retraite sportive et si possible ne pas arrêter brutalement toute activité.

Une diminution de l'intensité et du volume des entraînements doit obligatoirement être compensée par une diminution de l'apport calorique. C'est encore malheureusement rarement le cas.

La pratique d'un sport de compétition, quel que soit le niveau (y compris les vétérans) doit s'accompagner systématiquement d'au moins un entraînement par semaine, adapté au niveau de jeu.

Il serait bon de compléter l'activité principale par des activités annexes plus adaptées à l'âge, ne nécessitant pas forcément la notion de compétition.

Ne pas considérer la retraite joueur-arbitre ou joueur-entraîneur comme une véritable retraite mais continuer les entraînements.

Dans tous les cas se souvenir qu'il est préférable de s'entraîner sans jouer, plutôt que de jouer sans s'entraîner.

Sports Médecine
Actualités n° 12

Un répétiteur pour quoi faire ?

En marge des cours classiques dispensés dans les établissements publics, privés ou confessionnels, des prestataires de services éducatifs parascolaires interviennent dans certains foyers. Les répétiteurs, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, se fixent des objectifs qui se heurtent bien souvent à des difficultés dues au cadre trop intime où ils évoluent ou à d'autres facteurs psycho-pédagogiques. Certains élèves, de leur côté, s'interrogent sur le bien-fondé de ces cours complémentaires qu'ils trouvent d'ailleurs harassants. Pour les parents, un seul vœu : la réussite de leurs enfants, par tous les moyens possibles.

BOUTORA REMA



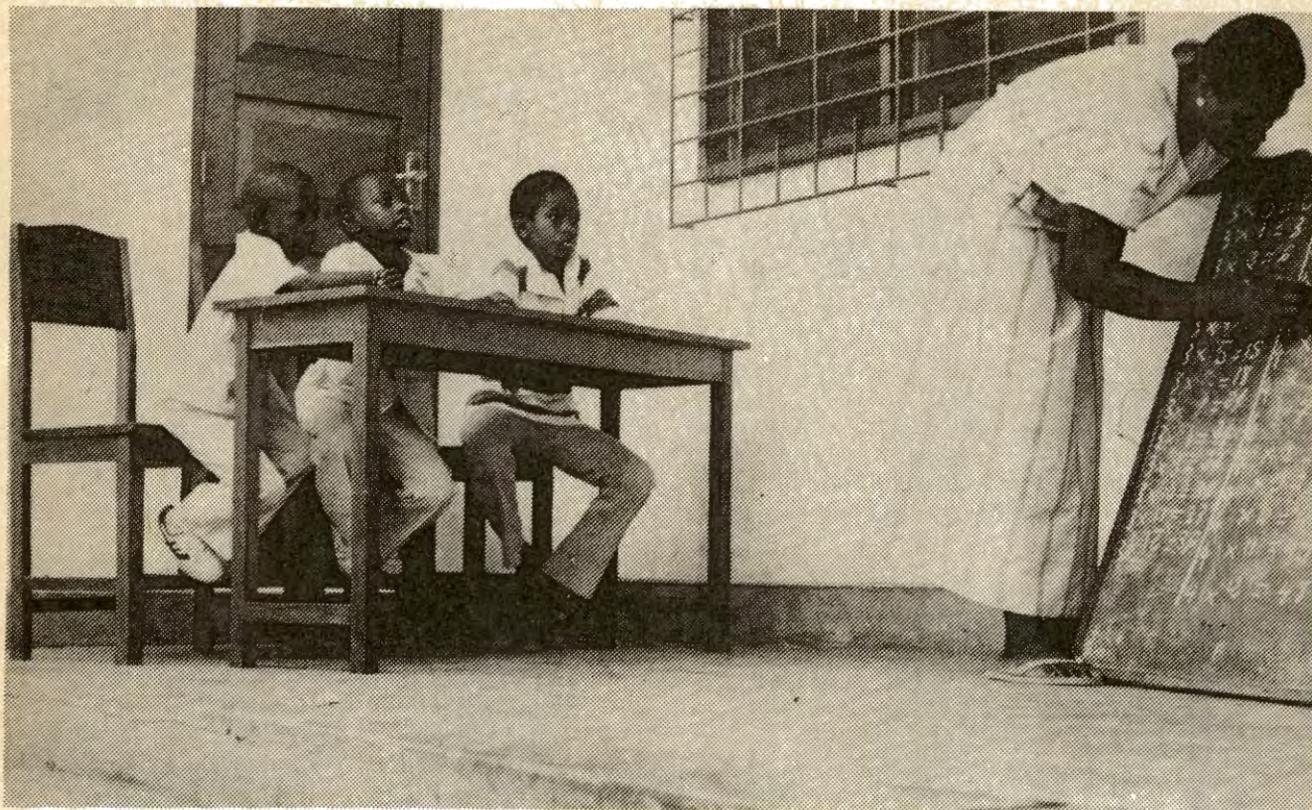
Le répétiteur est un service destiné à relever le niveau de certains élèves au moyen de cours dispensés en complément à domicile. Il est aussi question d'encadrer un élève dans les matières où il se sent faible pour une meilleure performance ou de le conforter dans celles qu'il aime le plus et qui sont susceptibles de l'orienter vers une profession de son choix. Peut être répétiteur un élève, un enseignant, un étudiant ou un fonctionnaire de l'administration ; l'essentiel étant de parvenir réellement à aider les enfants et les parents. Les cours ou exercices ainsi dispensés peuvent englober l'ensemble des matières figurant au programme de la classe concernée ou se limiter à quelques-unes. Ils permettent généralement d'éviter les fâcheux redoublements qui non

seulement retardent l'enfant, mais aussi occasionnent soucis et frais supplémentaires aux parents. Par ailleurs, un enfant paresseux est obligé de travailler trois ou quatre fois dans la semaine, en raison de la contrainte que constitue la présence du répétiteur. Il travaille ainsi, généralement le soir, sous le contrôle d'un éducateur professionnel ou occasionnel dont le niveau est supposé suffisamment supérieur à celui de l'enfant. Souvent rémunéré, le répétiteur peut parfois rendre un service bénévole, surtout lorsqu'il éduque un membre de sa famille. Il est parfois triste de constater que, pour une raison ou une autre, certains parents ne respectent pas les engagements les liant au répétiteur. Le cachet de ce dernier, dont le montant varie avec l'importance du budget et le degré

de largesse des familles fréquentées, constitue bien souvent son unique source de revenu. Aussi a-t-il intérêt à intervenir dans plusieurs familles à la fois. La durée du cours peut varier entre une demie et plusieurs heures, selon le niveau scolaire concerné. Ces cours parallèles peuvent être donnés à l'initiative du bénéficiaire ou des parents. Dans le premier cas, il s'agit généralement d'un niveau scolaire élevé, aucun plafond ne pouvant réellement être attribué au répétitorat. Dans le second cas, l'élève ne se rendant pas compte des vertus de ces cours, les prend pour une privation un peu proche d'une punition ou un empiètement sur son temps de divertissement. Les parents font appel au répétiteur pour toute l'année scolaire ou à l'approche des examens, selon leurs moyens, leurs besoins ou leur conception du répétitorat.

Faire marcher et non faire comprendre

La plupart des élèves sont unanimes sur un point, le répétitorat rebute. Par un phénomène de rejet, le message peut ne pas passer comme il se devrait, notamment lorsque l'enseignant n'arrive pas à intéresser l'élève à son cours. Le répétiteur est ainsi souvent beaucoup plus obligé de faire marcher que de faire comprendre. C'est généralement dans les grands centres urbains que les parents éprouvent le plus le besoin de faire encadrer leurs enfants, soit qu'ils en ont les moyens, soit qu'ils voudraient faire atteindre ou dépasser à leurs enfants leur propre niveau intellectuel. Dans tous les cas, les enfants des grandes villes sont exposés à trop d'occasions de distractions liées au confort domestique et à l'évolution urbaine, de telle sorte qu'ils ont besoin de quelqu'un pour les en soustraire périodiquement et les faire travailler. Les enfants de familles plus ou moins démunies où



S. QUATTARA

Est-ce la solution à la crise de l'enseignement ?

non intéressées par ces activités informelles sont très souvent autodidactes et se contentent des cours dispensés par l'enseignant titulaire. Le niveau scolaire étant en constance baissé et le marché du travail trop compétitif, les parents par manque de temps et soucieux de l'avenir de leurs enfants, les confient à l'autorité et à la compétence du répétiteur qui doit par conséquent mesurer la portée de sa responsabilité.

Connaître pour répéter

Comme son nom l'indique, le répétiteur doit reprendre à la maison les leçons données en classe. Au cas où il n'a reçu aucune formation pédagogique, son niveau intellectuel peut pallier cette lacune. Il lui faut alors de la compétence et le niveau requis. Par ailleurs, il doit tenir compte de ce que l'on enseigne effectivement à l'enfant, ce qui suppose une connaissance du programme de l'élève et un contact

régulier avec l'enseignant titulaire, afin d'éviter de parler à l'enfant de deux choses différentes à la fois. Il devrait aussi éviter d'aller plus vite que l'enseignant titulaire, de le critiquer devant l'élève et de culpabiliser ce dernier. Il serait plutôt préférable qu'il relève les erreurs de l'enfant le plus aimablement possible. La paresse et l'inexactitude du répétiteur sont à fustiger, car il doit se faire aimer de l'enfant et gagner sa confiance par son sérieux. Très souvent, la formation que le répétiteur donne à l'enfant n'est pas celle qu'il a reçue, ayant appartenu à une ancienne école. Par peur des parents, il se fait parfois complaisant vis-à-vis de l'enfant. Il ne lui est pas demandé d'être trop exigeant mais de savoir réagir quand et comme il le faut et ne pas hésiter à faire intervenir les parents auxquels il devrait souvent rendre compte du niveau d'évolution de l'enfant. Flatter les parents, c'est nuire incontestablement à l'élève.

Pour une formation adéquate de l'enfant, des rencontres entre répétiteurs d'une part et entre répétiteurs, parents et enseignants d'autre part, seraient vivement souhaitables, ce qui suppose une petite organisation. Une formation de ces enseignants libéraux serait recommandable, surtout en Psychologie de l'enfant, sans oublier leur éventuel recyclage périodique afin que l'éducation de l'élève soit adaptée à son époque. Au reste, il s'agit d'une collaboration élargie à cinq niveaux principaux : pédagogues, instituteurs, répétiteurs, élèves et parents. Au bout de la même chaîne, l'agent conciliateur de toutes ces énergies qui, quoique disparates, devraient constituer le fondement du répétitorat.

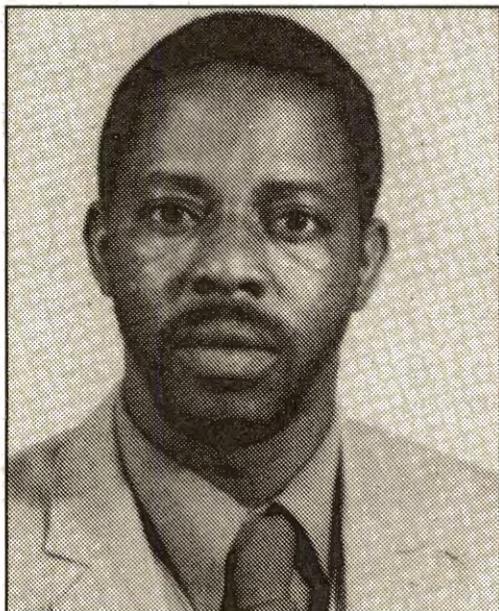
Boutora REMA

avec la collaboration du professeur **Koffi DJEGUEMA** à la Direction de la Formation Permanente, de l'Action et de la Recherche Pédagogique (DIFOP) au Togo.

Pour ou contre le répétitorat

Propos recueillis par BOUTORA REMA

Le répétitorat est loin de faire l'unanimité, comme l'indiquent ces points de vue sur la question, recueillis à Lomé.



Aoté ABINA

Des frais pour la paresse

JE suis foncièrement contre le répétitorat. Ce service occasionne des frais supplémentaires aux parents, discrimine les élèves et amenuise leur capacité à fournir des efforts. Les enseignants, sachant qu'il existe des répétiteurs, font moins d'efforts en classe et préfèrent répéter, eux aussi. Par ailleurs, l'élève qui reçoit d'autres cours à domicile ne s'efforce pas en classe, alors que le répétiteur ne peut, en aucun cas, résoudre le problème d'un élève distrait en classe. De plus, le répétiteur ne suit jamais le programme du maître et l'élève a finalement deux cours différents. Je préconise une méthode que nous avons utilisée au village quand nous étions jeunes et qui a donné de bons résultats. C'est ce que je peux appeler le système de révision-dialogue entre élèves eux-mêmes. Ils se constituent en groupe pour leur révision, et ceci chaque soir. Au cours de ces révisions, il s'instaure un dialogue entre eux sous la direction de l'un d'entre eux.

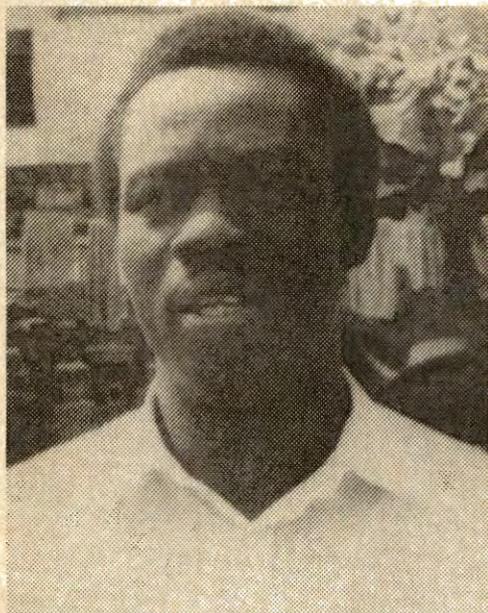
Face au maître, certains élèves ont peur et ne peuvent pas poser de questions. Entre eux, ils se posent mutuellement des questions en toute camaraderie. C'est ainsi qu'ils peuvent mieux assimiler sans apprendre leurs leçons par cœur. La révision en groupe permet aussi à la classe d'avoir presque le même niveau, parce qu'il en découle une certaine émulation, personne ne voulant être la risée des autres.

Avec le système du répétiteur, il y a beaucoup de disparités entre les élèves. Cela se remarque surtout au niveau des moyennes.

Le système d'étude en groupe, non seulement apprend aux élèves à être solidaires, mais aussi donne la même chance à tous les élèves, pauvres ou riches car ne peut avoir de répétiteur que quelqu'un de relativement aisé.

M. Aoté ABINA

Electro-mécanicien, parent d'élève.



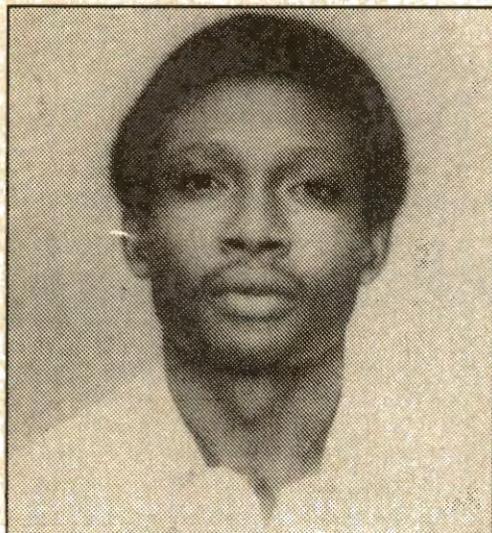
M. Wama Togma BEKOUNDJEREMA

Un gagne pain

EN tant que répétiteur, je suis pour le répétitorat, parce qu'il contribue à l'évolution de l'enfant. Même s'il s'agit pour moi d'un gagne-pain, c'est une façon pour moi aussi de me maîtriser pour comprendre l'enfant afin de pouvoir l'aider à apprendre ses leçons et à les aimer. Il est question d'aider les enseignants à obtenir de bons résultats en fin d'année par nos méthodes simples qui consistent à réexpliquer ce qui a été dit hâtivement en classe ou donner des exercices pour une meilleure compréhension de l'élève. Le répétiteur bute souvent contre l'incompréhension de certains parents qui ne payent pas régulièrement (ou du tout) le service ainsi rendu ; d'autres préfèrent incriminer le répétiteur lorsqu'en fin d'année les résultats de l'élève sont mauvais. A chacun de prendre ses responsabilités !

M. Wama Togma BEKOUNDJEREMA
Sans emploi, répétiteur

Non aux aventuriers !



M. Dadjo BIRREGAH

EN tant qu'enseignant et répétiteur, je suis bien placé pour vous dire que le second rôle est difficile. Normalement, il faut répéter le cours que l'enseignant a déjà donné. Très souvent, le répétiteur non averti veut prouver aux parents qu'il travaille bien et devance le programme. En voulant mieux faire que l'enseignant titulaire, souvent il cafouille. Et puis les répétiteurs ne contactent que rarement les enseignants ou s'ils le font, les conseils qu'on leur donne ne sont pas suivis. Je souhaiterais vivement que les répétiteurs aient une notion de l'enfance et que les enfants oublient qu'ils ont en face d'eux un répétiteur (avec lequel ils ont l'air de s'amuser souvent) mais plutôt un enseignant. Le travail de groupe est aussi très instructif et d'ailleurs pédagogiquement recommandé. Je suis donc pour le répétitorat si celui qui l'exerce est enseignant et connaît le programme et contre si le répétiteur est un aventurier qui mettra "la charrue devant les bœufs" au lieu de se mettre au même diapason que l'enseignant.

M. Dadjo BIRREGAH
Instituteur-adjoint, répétiteur.

Révision pour l'élève

JE suis pour le répétitorat parce que c'est une sorte de révision pour l'élève, mais il faudrait alors que le répéteur reprenne effectivement ce que le maître a enseigné à l'école. Lui donner d'autres cours, c'est le dérouter complètement. A la rigueur, le répéteur peut, tout en suivant le programme, devancer l'enseignant d'une leçon, pas plus. Ainsi, lorsque l'enseignant entamera cette leçon en classe, l'élève assimilera plus facilement. Par exemple, l'enfant prend parfois mal le cours ; le répéteur, en reprenant les cahiers peut corriger les fautes de l'élève avant de lui expliquer ce qu'il a pris comme notes. En classe ce sont les plus doués qui comprennent aussitôt et



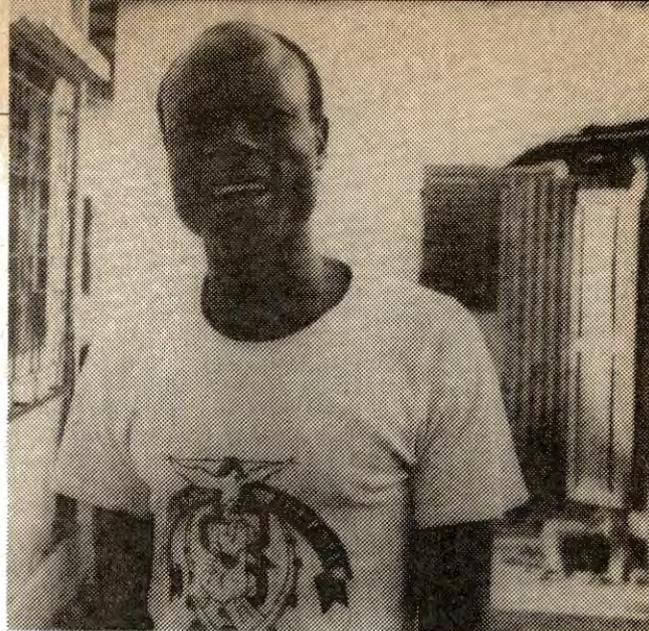
M. Yaka WANGA

l'enseignant ne peut pas non plus expliquer les cours individuellement aux élèves en raison de leur effectif souvent pléthorique ; il y a donc un suppléant qui est le répéteur. L'enseignant n'a pas le temps ; il a un certain programme à finir.

A l'école, le maître a un temps bien défini pour chaque matière. L'enfant ne peut donc pas très bien assimiler, d'où la nécessité du répéteur.

M. Yaka WANGA

Instituteur, Surveillant général au Lycée de Tokoin.



M. Kpello AMEGAH

EVEILLER LES ESPRITS ENDORMIS

A mon humble avis, le répétitorat n'est pas une mauvaise chose. Il permet d'éveiller les "esprits endormis". Aussi permet-il à l'élève d'être à jour et de combler les lacunes si le répéteur suit le programme officiel. Mais je constate avec amertume que la plupart de ceux qui encadrent les enfants à la maison ne sont pas des répéteurs de vocation.

Le répétitorat est avant tout un métier, car il est rémunéré. Le répéteur doit donc mettre un point d'honneur à ce que l'enfant qu'il forme réussisse ; dans ce cas, il aura fait son devoir ; dans le cas contraire, il doit chercher l'origine de l'échec de "ses enfants" et combler ses propres lacunes. Malheureusement, il n'existe pas de recyclage pour les répéteurs.

M. Kpello AMEGAH

Etudiant.

Complément aux cours

LE service du répéteur est un complément du cours donné en classe. Il permet donc à l'enfant de faire la synthèse et d'être mieux informé sur la leçon, ce qui est une bonne chose pour l'élève. Le répéteur en retire aussi un avantage parce

éducation

que s'il est consciencieux, il doit pouvoir faire des recherches. Seulement certains enfants ne prennent pas au sérieux les cours du maître ou du professeur sous prétexte qu'ils ont un répétiteur qui explique mieux que l'enseignant titulaire. En fait le répétiteur ne donne que l'essentiel, car il est aussi sous contrainte du temps. Dans le cas où le niveau de l'élève est très bas par rapport à celui du répétiteur, les recherches effectuées dans ce domaine ne lui profitent guère. Somme toute le répétiteur et l'enseignant titulaire devraient être complémentaires.

Mlle Batoma TOMBEGOU
Etudiante.



Mlle Batoma TOMBEGOU

Question de niveau

JE n'ai absolument rien contre le répétitorat ; bien au contraire, il permet de relever le niveau de l'élève. Un enfant, parce que faible dans certaines matières, reçoit des cours en complément. L'avantage est que l'enfant travaille sous contrôle et peut réussir s'il s'y met et si le répétiteur est compétent, ponctuel et laborieux. Les échecs des élèves sont dus à leur faiblesse et non nécessairement à la présence ou à l'absence de répétiteur. Je suis contre les répétiteurs qui n'ont pas le niveau requis et souhaite ardemment qu'ils suivent le programme de l'élève, c'est-à-dire qu'ils ne dispensent pas un cours mais qu'ils répètent effectivement ce que l'enfant a reçu comme cours en classe. Pourquoi pas une collaboration avec l'enseignant titulaire pour un meilleur suivi ? Je condamne également ceux qui ne préparent pas leurs cours, je fustige l'incompétence des uns et la paresse des autres. Et puis, ayant peur des parents, le répétiteur peut être amené à être complaisant, ce qui l'empêche évidemment de bien s'occuper de l'enfant. En fait, on ne demande pas au répétiteur d'être trop complaisant ni trop exigeant ; il doit savoir faire la part des choses.

M. Koffi DJEGUEMA

*Professeur de français à la Direction
de la Formation Permanente, de l'Action
et de la Recherche Pédagogique (DIFOP)*

Par besoin et non par snobisme



M. Kodjo MESSAN

SUR le plan psychologique, les avis sont partagés. Il y a des psychopédagogues qui soutiennent que le répétiteur est une bonne chose. D'autres par contre, affirment qu'il nuit à l'évolution spontanée de l'enfant parce qu'il devient par-

fois une surcharge pour l'élève.

En effet, après huit heures de cours, l'élève devrait pouvoir se reposer.

Par ailleurs, les répétiteurs devancent quelquefois le programme de leur propre chef ou sur

recommandation des parents. Dans ces conditions, l'élève, arrivé en classe, se surestime par rapport à ses collègues, et ne suit pas. Si les parents savent que l'enfant a des problèmes dans telle matière, ils peuvent recourir au service du répétiteur, juste pour le renforcer dans la matière concernée. Mais s'il faut répéter toutes les matières, l'enfant n'a plus le temps de jouer, parce que c'est surtout à travers les jeux qu'il développe l'intelligence. Le répétiteur devrait donc être une action ponctuelle pour combler les lacunes. Il faudrait que l'enfant soit réellement dans la nécessité avant de lui trouver un répétiteur ; il est dangereux d'en chercher par snobisme, tout juste parce que le répétiteur est à la mode. C'est signe d'aisance mais ça peut plutôt être préjudiciable à l'élève. Il faut éviter le bourrage de crâne. Si les parents décèlent chez l'enfant des difficultés scolaires, dans le cadre des rapports parents-enseignants, ils peuvent s'adresser à l'instituteur ou au professeur titulaire ; lui, en tant que responsable pédagogique de l'enfant, est censé pouvoir prendre des mesures spéciales pour relever le niveau de l'enfant. Si ces mesures ne sont pas prises, les parents peuvent, toujours avec la collaboration de l'enseignant titulaire, trouver la méthode adéquate pour

combler les lacunes de l'enfant, car en fait l'enfant peut avoir des difficultés pour choisir sa méthodologie. L'enfant devrait s'habituer à prendre des initiatives personnelles, sinon, le jour où il n'aura pas de répétiteur, ce sera la catastrophe. C'est là où le répétiteur précoce nuit énormément. L'enfant peut avoir un blocage dans sa vie parce qu'il n'a pas appris à se prendre en charge mais à se faire aider. La plupart de ces difficultés scolaires sont d'origine psychologique ; je trouve leur fondement dans l'encadrement familial. Quand on sent ces difficultés, au lieu de s'adresser tout de suite à un répétiteur, je crois qu'il vaudrait mieux s'adresser à un psychologue ou à un psychopédagogue. Il faudrait faire un examen très rapide de la situation familiale de l'enfant pour détecter à peu près la source de ces difficultés. Prenons l'exemple d'un enfant gaucher sur qui les parents font pression avec des mesures draconiennes afin qu'il écrive comme tout le monde avec la main droite. Cette intervention peut créer des perturbations au niveau même du rendement scolaire de l'enfant. Le répétiteur doit donc être le dernier recours.

M. Kodjo MESSAN

Psycho-pédagogue — Institut National des Sciences de l'Éducation, Université du Bénin.

Faire la part des choses

IL faudrait que le répétiteur soit un enseignant parce que l'enseignement, c'est un métier. On ne peut pas s'improviser enseignant, comme on ne peut pas s'improviser infirmier. Il faut savoir réellement comment on veut aider l'enfant. Il ne faut pas considérer le répétiteur comme un gagne-pain pour étudiants ou chômeurs. Être instruit, c'est une chose, mais faire le travail d'enseignant, c'est une autre chose. Ce que je préconise comme méthode pour éviter le répétiteur classique, c'est un système de retenue à l'école après les heures de classe. Les maîtres d'école organiseraient pour les parents qui le veulent, une sorte de répétition pour les élèves et après les heures officielles de classe, on peut retenir les enfants pour une heure de temps après une pause. Avec une répétition ainsi conçue, l'enfant peut rentrer chez lui et regarder la télévision ou s'amuser sans risque, parce que ce qu'il doit savoir ; il le sait déjà un peu avec son enseignant-répétiteur. Il faudrait nécessairement que le répétiteur soit organisé par des enseignants. Et puis ce ne sont pas tous les enfants qui ont effectivement besoin de répétiteur. Si l'enfant lui-même

réussit normalement en classe, cet enfant n'a pas besoin de répétiteur, il ne faut pas le surcharger parce qu'il sait déjà s'organiser à son niveau pour apprendre et avoir son temps de récréation. Les parents doivent absolument comprendre que l'élève a besoin de détente après les heures de classe, il a besoin de jouer, ça fait partie de son éducation ; il ne doit pas étudier toute la journée ni tous les jours de la semaine. Le répétiteur ne doit donc pas être une sorte de snobisme pour les parents. Cette

attitude abrutit l'enfant et entraîne son échec à plus ou moins long terme.

M. Ayi Mahouto d'ALMEIDA

Conseiller d'orientation scolaire, à la DIFOP, Université du Bénin.

Une aide appréciable

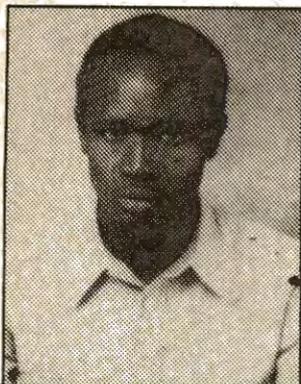
LE répétiteur nous aide à comprendre le cours que nous avons eu en classe ; car il utilise nos cahiers. Les cours du professeur nous suffisent mais il y a des questions que nous n'arrivons pas à poser en classe. Le répétiteur répond à ces questions. Mon répétiteur n'est pas un fonctionnaire ; il a beaucoup d'amis professeurs mais je ne l'ai jamais vu avec l'un de mes professeurs.

Mlle Itiana AOUISSA
Elève en classe de 4^{ème}.



M. Ayi Mahouto d'ALMEIDA

CONCERTATION RECOMMANDÉE ENTRE REPÉTITEURS ET MAÎTRES TITULAIRES



Par MODY NIANG



C'est devenu de plus en plus une tradition que dans les zones urbaines (pouvoir d'achat aidant), des parents s'attachent les services d'un répétiteur pour encadrer, en dehors des heures de classe, leurs enfants qui font l'école.

Le souci d'assurer de bonnes études à leurs enfants et le désir de pallier les insuffisances d'un enseignement de masse, donné à des effectifs de plus en plus pléthoriques, justifient le recours des parents au répétiteur. Le répétiteur est un enseignant de métier, un étudiant, un élève assez avancé (en première ou en terminale par exemple), parfois le père ou la mère, etc.

Le meilleur répétiteur est sans conteste le maître de l'élève lui-même, qui le connaît mieux que tout autre. Malheureusement, celui-ci ne peut prendre en charge qu'un nombre limité de ses élèves.

A défaut du maître lui-même, un de ses collègues enseignants peut faire l'affaire. Ayant reçu une bonne formation et accumulé une bonne expérience, il peut contribuer largement au relèvement du niveau de l'élève.

Cependant, sa formation et son expérience ne

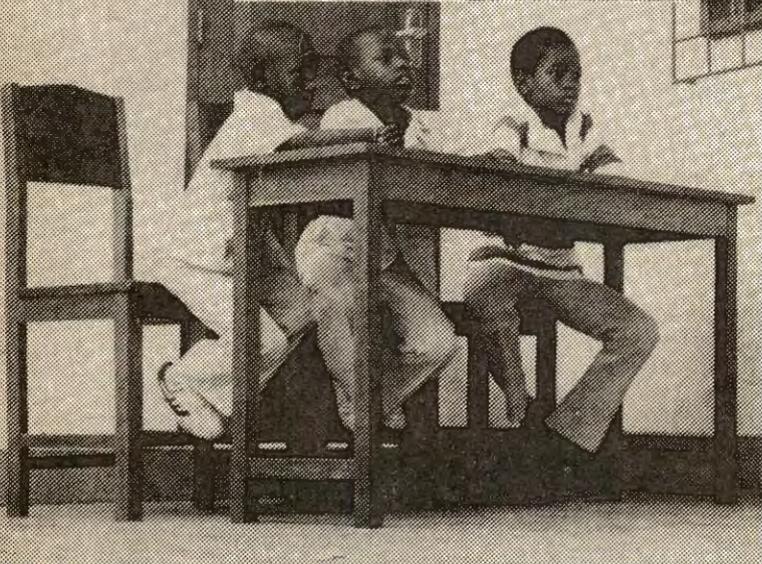
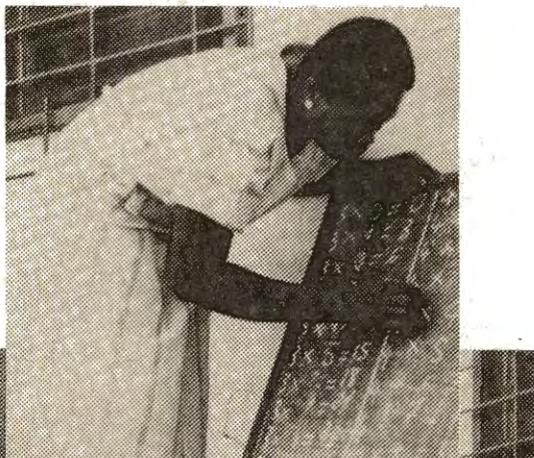
suffisent pas toujours à réussir des miracles : il lui faut se rapprocher du maître de l'enfant dont il est le répétiteur. Ce dernier peut avoir des méthodes et des procédés qui ne sont pas forcément les siens. Il connaît en outre les moindres forces et faiblesses de l'élève. Leur collaboration peut être un gage sûr de succès de la répétition.

L'étudiant, l'élève de terminale, le père, la mère ou le frère aîné peuvent avoir les connaissances académiques nécessaires pour assurer la répétition. Mais ils peuvent ignorer tout ou partie des programmes scolaires et du niveau de l'élève qu'ils encadrent. A la limite, leurs efforts peuvent aller à l'encontre de ceux du maître titulaire de l'élève et la répétition peut alors produire le contraire des effets escomptés : leurs méthodes et procédés peuvent dérouter l'enfant.

Il peuvent cependant amoindrir ces risques en se rapprochant davantage du maître et en maintenant avec lui un contact suivi.

Mody NIANG

Inspecteur de l'Enseignement élémentaire, Dakar (Sénégal)



S. OUAÏTARA

Un répétiteur ayant une bonne formation peut contribuer largement au relèvement du niveau de l'élève.

Apprendre à élever la poule en milieu tropical

Le déficit chronique en protéines animales, dont souffrent la plupart des pays africains, pourrait être comblé par le développement des élevages à cycle court de production tels que lapins, volailles, porcins, moutons. De même, l'autosuffisance alimentaire que visent nos pays ne sera effective que si elle associe au développement des cultures vivrières, celui de l'élevage.

Il est désormais établi que le marché africain des produits avicoles (œufs-chair) peut s'accroître rapidement. Le tout est de savoir transmettre, à leurs utilisateurs, les techniques élémentaires de production et d'envisager non seulement la création d'élevages de type industriel, mais aussi le développement des élevages fermiers et familiaux améliorés.

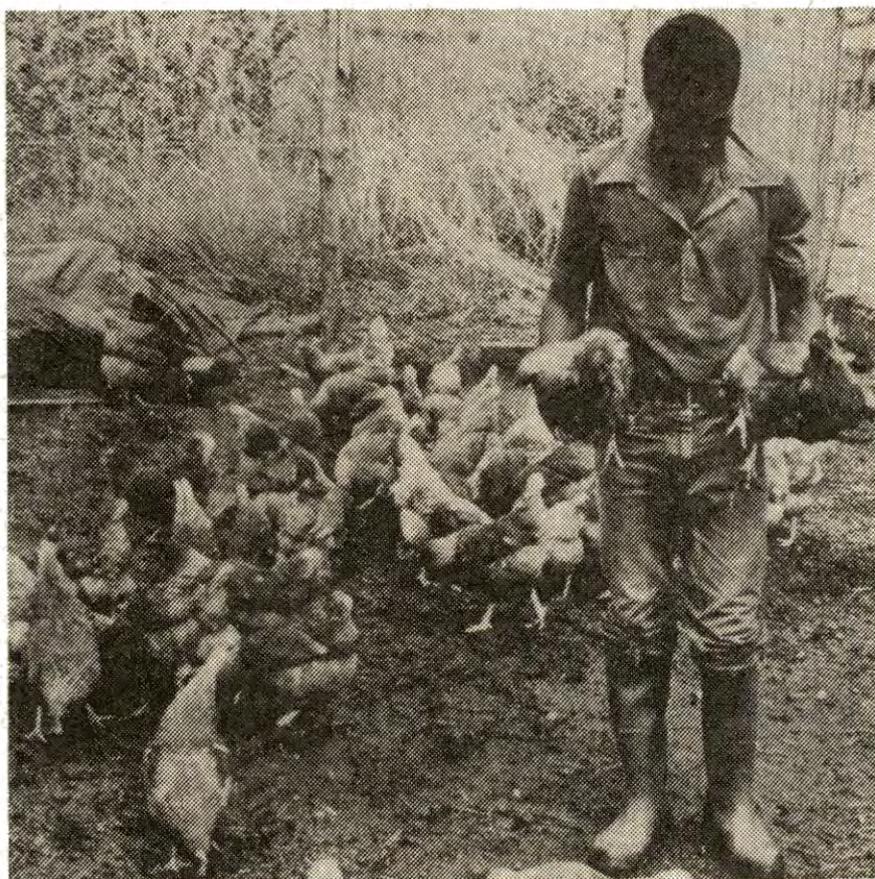
KOKOU KOUAMI



De la période coloniale à nos jours, les programmes de développement de l'élevage en Afrique se sont intéressés surtout à la promotion de l'élevage du gros bétail. Les objectifs poursuivis par ces programmes étaient multiples et visaient à assurer une couverture sanitaire du cheptel menacé par des épizooties, à créer des postes vétérinaires dans les zones d'élevage et à former des cadres vétérinaires.

Malgré les efforts des gouvernements pour le développement de l'élevage du gros bétail, les résultats obtenus sont loin d'être satisfaisants. Ce type d'élevage exige du promoteur, un investissement très important, beaucoup d'espaces pâturables et un cycle de production plus long.

Dès lors, l'on comprend pourquoi, au lendemain de la grande sécheresse de 1973-1974, plusieurs pays africains ont ressenti le besoin d'inscrire, dans leurs programmes de développement rural, l'élevage des espèces à cycle court de production.



Outre la chair, la poule de race...

Choisir une bonne race de poule

Ainsi, l'aviculture a pris un essor considérable, dans la périphérie des grands centres urbains, en raison des nombreux avantages qu'elle offre aux éleveurs sous la forme d'un apport de revenu monétaire substantiel et d'une amélioration de la ration alimentaire en protéines animales de la famille. En effet, la viande de poulet contient environ 21 % de protéines, le gigot de bœuf 18 %, celui de mouton 17 % et le jambon de porc 15 %. En outre, l'œuf de poule est un aliment complet (3 œufs équivalent à 100 g de viande ; alors que l'homme n'a besoin que de 65 g de protéines par jour).

Pour obtenir une bonne productivité, il faut choisir une bonne race de poule. Évitez la race locale de poules très résistantes aux maladies, mais moins productives. Jetez votre dévolu sur les métis obtenus par le croisement d'une race locale et d'une souche importée, particulièrement celle qui donne beaucoup d'œufs et qui supporte bien le climat chaud d'Afrique. Cette souche doit également pouvoir résister aux diverses maladies qui sévissent périodiquement, telles que la peste, la variole.

La souche de poule au plumage roux, par exemple, donne de bons résultats en milieu tropical. De plus, elle ne mange pas beaucoup, se développe convenablement, supporte bien le climat chaud et produit beaucoup d'œufs (à coquille colorée).

Avis aux débutants : évitez l'élevage des poussins

Si vous êtes un débutant, démarrez, de préférence, votre élevage avec des poulettes de deux à trois



Débutants, méfiez-vous de l'élevage des poussins

mois pour être à l'abri de tous les risques que vous pourriez courir en choisissant d'élever des poussins d'un jour (mauvais chauffage, négligence des vaccinations, etc.).

En revanche, l'éleveur expérimenté pourra démarrer avec des poussins. Toutefois, il devra s'assurer que ceux-ci ont le même âge et proviennent d'un élevage sain où n'existent pas de maladies contagieuses des poules. Les poussins ayant des malformations du bec, un abdomen trop gros et des déformations aux pattes seront éliminés.

La poussinière devra, elle, être aérée, afin de permettre le rejet du gaz carbonique et de l'humidité hors du bâtiment muni des fenêtres d'aération. Enfin, il est indispensable d'observer, pendant les trois premiers jours et nuits, le comportement des poussins dans l'élevage, pour s'assurer de celle-ci.

- 1^{ère} semaine 34 °C
- 2^e semaine 30 °C
- 3^e semaine 24 °C

Le réglage de température de la poussinière sera en fonction de la

saison. S'il fait très chaud, point n'est besoin de chauffer les poussins dans la journée. Le chauffage, qui sera de 34 °C, pendant les trois premiers jours, est très important ; car les poussins sont encore très frieux et sensibles aux intempéries.

Faire appel à un spécialiste

Par ailleurs, devront être pris en compte l'âge et la densité pour déterminer la taille des abreuvoirs et du poulailler. Un spécialiste peut vous y aider ; comme il peut vous conseiller le type de poulailler, de pondoir et d'alimentation pour rentabiliser votre exploitation.

Le bon aviculteur doit veiller à l'équilibre de l'aliment qu'il distribue tous les jours à ses volailles. Les oiseaux qui sont laissés à eux-mêmes picorent dans les jardins et champs, les insectes, les vers, les graines et les herbes, équilibrant ainsi leur ration en divers éléments nutritifs tels que protéines, vitamines, sels minéraux.

TYPES D'ABREUVOIRS ET MANGEOIRES EN MATERIAUX LOCAUX

1

ABREUVOIR CONSTITUÉ
D'UNE BOUTEILLE RENVERSEE
DANS UNE CUVETTE



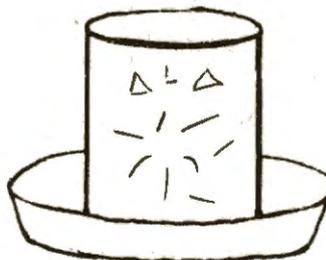
2



ABREUVOIR EN AUGÉ DE BAMBOU

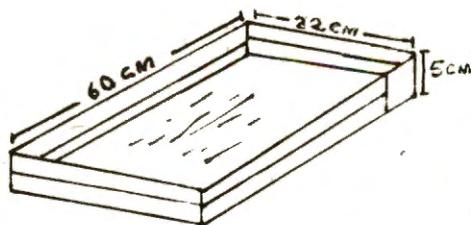
3

BOÎTE RENVERSEE
DANS UNE CUVETTE

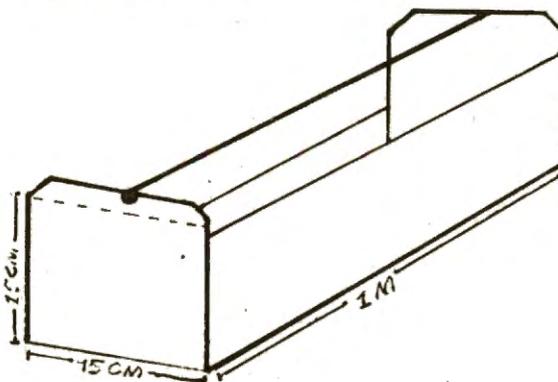


4

TYPES DE MANGEOIRES



MANGEOIRE EN BOIS POUR
FOUSSINS



Les aliments qu'il faut distribuer aux poules doivent leur apporter ces différents éléments en proportions requises pour assurer la production d'œufs ou de chair et devraient par conséquent comporter des ingrédients variés (maïs, sorgho, son de riz, son de blé, drêche de bière, tourteaux d'arachide, de coton, farine de poisson, poudre d'os, coquille d'huître, etc.). Tous ces sous-produits sont disponibles sur le marché.

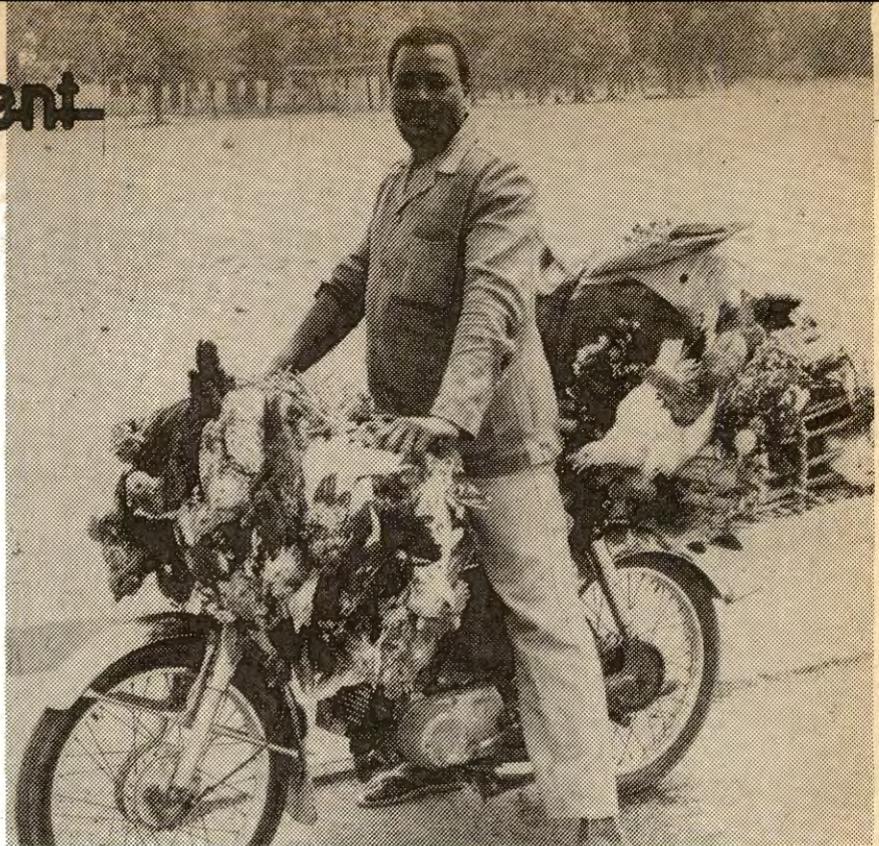
Les meilleurs aliments se trouvent dans le commerce, il faut savoir les utiliser judicieusement, en suivant les indications du fabricant. Ils reviennent trop chers pour l'éleveur. Aussi, faut-il combiner les différents facteurs de production pour avoir un aliment complet à un coût compétitif.

En élevage fermier, l'on peut compléter la ration par de l'herbe hâchée, des termites et chenilles ; prévoir une mangeoire à gravier dur de 2 mm-6 mm suivant l'âge des poules. Les graviers jouent le rôle des dents, dans le gésier, chez les oiseaux.

La poule peut subsister 24 heures sans nourriture ; mais elle ne peut pas résister au manque d'eau. L'eau de boisson doit être propre et fraîche ; elle constitue plus de 60 à 80 % des différentes parties de l'organisme de l'oiseau. En période de chaleur, 30 poules pondeuses peuvent boire 8 à 10 litres d'eau par jour. Le manque d'eau entraîne la diminution de l'appétit, la réduction de la ponte et la fragilité de la coquille de l'œuf.

Les dix commandements de l'éleveur

L'aviculture est une activité simple, mais nécessite des règles d'hygiène strictes et obligatoires à suivre afin d'éviter toutes sortes de maladies susceptibles de détruire les oiseaux.



La poule locale reste une bonne spéculation

Il faut à tout prix observer les dix règles suivantes :

- éviter les visites des personnes étrangères ;
- éviter de porter des habits de couleurs vives pouvant effrayer ;
- donner de l'eau fraîche et propre ;
- remplir les mangeoires au tiers, pour éviter le gaspillage d'aliments et les moisissures autour de celles-ci ;
- maintenir la litière propre et sèche et la changer dès qu'elle est sale ;
- transférer les poulettes à temps vers l'âge de 4 à 6 semaines dans le poulailler des adultes ;
- distribuer la nourriture deux fois dans la journée ;
- laver régulièrement les mangeoires et les abreuvoirs ;
- installer un pédiluve à l'entrée de chaque poulailler ;
- établir, en collaboration avec les services vétérinaires et votre fournisseur de poussins, un plan de

prophylaxie (vaccinations et traitements préventifs).

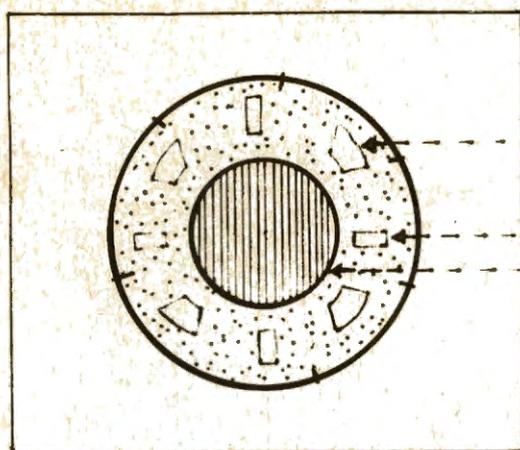
Un éleveur qui vend une partie de ses produits doit savoir s'il réalise des bénéfices et si les résultats sont encourageants. Ainsi, il est nécessaire qu'il tienne une fiche de contrôle ou un cahier de comptes où sont notées toutes les recettes et les dépenses concernant la gestion de sa ferme. Il faut donc consigner au moins, le nombre de volailles reçues, la date de réception, les mortalités et la ponte journalière.

Par ailleurs, l'aviculteur doit obligatoirement noter les dépenses qui touchent à l'achat de poussins, d'aliments complets, de médicaments et de vaccins, et relever les sommes alloués aux réparations ainsi que les frais divers. Il en sera de même pour les recettes des ventes d'œufs de poules et de fumier, en prenant soin de mentionner les dates et les quantités.

Kokou KOUAMI

Ingénieur d'élevage

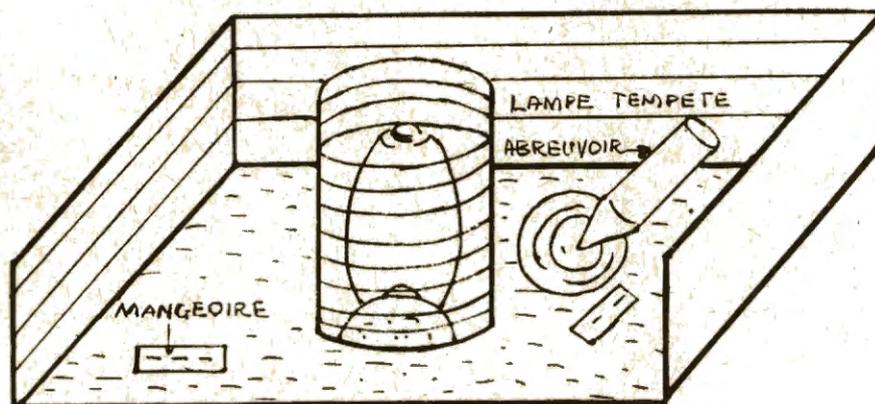
développement



ABREUVOIR

MANGEOIRE
ELEVEUSE

INTERIEUR D'UNE POUSSINIÈRE AVEC UNE ELEVEUSE

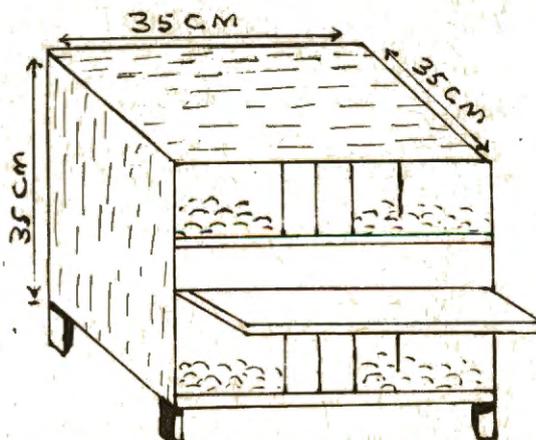


LAMPE TEMPÊTE

ABREUVOIR

MANGEOIRE

UNE ELEVEUSE SIMPLE EN CAISSE



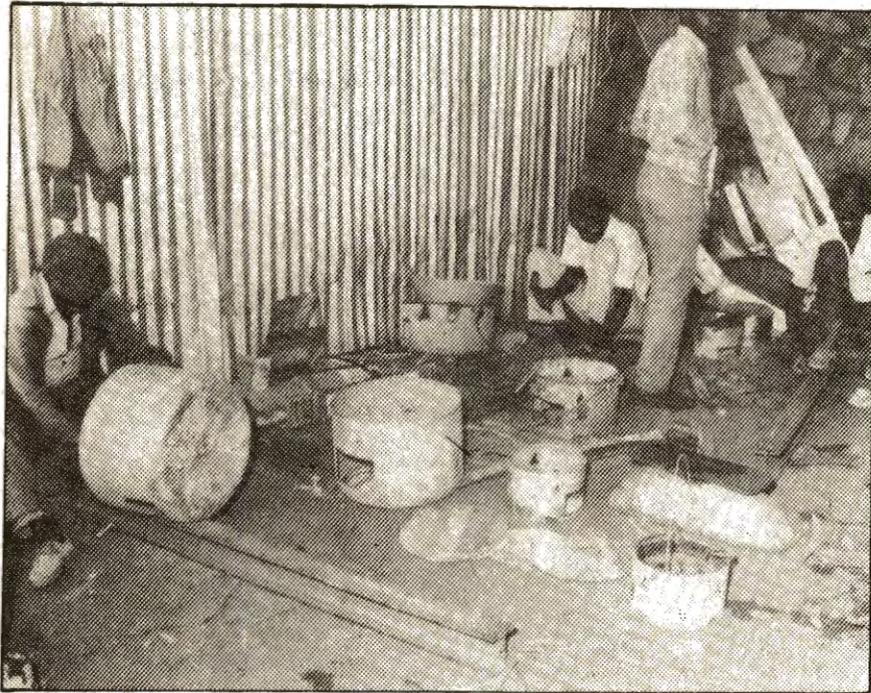
DES PONDOIRS EN BOIS

jeunes

Les petits métiers en honneur à Kigali

Appuyés par le gouvernement et les ONG, ils contribuent à l'expansion de l'économie rwandaise.

GRATIEN KANRAMBIZI



Les artisans de Gakinjiro fabriquant les brasiers



Quiconque débarque à Kigali, la capitale du Rwanda, est frappé par la surprenante organisation des petits métiers, combien diversifiés, qu'on y exerce. Avant de voir les grandes usines et industries, on aperçoit les cordonniers, les laveurs de véhicules, les menuisiers et ferrailleurs, les déchargeurs et chargeurs de bagages, etc. Ils sont tellement bien organisés qu'on les croirait au service d'un grand employeur qui les supervise. Eh bien, non ; chacun travaille pour soi.

La grande agglomération de ces

artisans est le marché de Gakinjiro, situé Avenue de la justice et baptisé "marché international". On y trouve un peu de tout, sans en avoir fait la commande. L'ingéniosité des artisans flaire les besoins du fonctionnaire moyen et travaille en conséquence. Aussi, peut-on y acheter, de jour comme de nuit, des chaises, des lits, des matelas en mousse ou en coton, des buffets, des garde-robes, etc.

Les ferrailleurs de leur côté fabriquent sur place, et en matériaux locaux usagés, des braseros, des casseroles, des louches, des

pelles, des haches, etc. Le bruit que font ces artisans est tellement assourdissant que les humoristes ont baptisé l'avenue qui longe ce marché "Avenue du bruit". Au même marché on rencontre des coiffeurs, des cordonniers, des vendeurs de matériel électrique ou de plomberie d'occasion, etc. Ce marché est tout aussi bien achalandé en objets d'art.

D'autres associations d'artisans se remarquent en pleine ville comme les mécaniciens, les réparateurs de pneus, les soudeurs, les réparateurs de montre, les cordonniers, les tailleurs et autres.

Encadrement des ONG

Ces petits métiers connurent un grand essor en 1977, quand la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) s'avisait de protéger ceux qui les exerçaient de leurs détracteurs. Le Bureau international du travail, dans son volet "appui au secteur non structuré" viendra épauler la JOC en 1982.

Avant 1977, les jeunes non scolarisés ou déscolarisés qui débarquaient à Kigali sans métier connu étaient considérés comme des délinquants. Ils étaient donc pourchassés par les agents des forces de l'ordre, d'autant plus qu'ils ne réunissaient pas toutes les pièces exigées pour habiter la ville ; à savoir la carte d'identité, la carte de travail et le permis de résidence. Ils étaient donc coupables de se trouver en ville illégalement. Mais pire encore, ils se livraient à des métiers souvent considérés comme vils et favorisant parfois le banditisme. L'un transportait les bagages des ménagères sur son diable et filait avec, l'autre subtilisait le cric du véhicule qu'il lavait, etc.

Remarquant les rafles et les emprisonnements répétés, la JOC intercède pour ces jeunes auprès des autorités compétentes. Celles-

ci leur livrent finalement des permis de résidence, après que la JOC les eut recensés et enrégistrés dans un grand cahier dont le numéro d'ordre correspond à celui marqué au dos du tablier bleu que les chargeurs et déchargeurs portent. Depuis, ils ont gagné la confiance des ménagères qui répèrent et mémorisent d'abord le numéro avant de leur céder leurs bagages.

La reconnaissance juridique de ces petits métiers obtenue, la JOC regroupa les jeunes en différentes équipes comprenant chacune 20 à 40 associés. A la date du 31 décembre 1987, 2048 travailleurs étaient regroupés dans les 103 équipes de la ville et 362 travailleurs dans 22 équipes périphériques.

L'aide du gouvernement à la JOC, c'est aussi l'accélération de la procédure d'obtention des permis et le détachement de quatre animatrices sociales émargeant à la fonction publique pour encadrer les jeunes.

En 1979, la JOC créa l'Association rwandaise des travailleurs chrétiens (ARTC) qui regroupe les adultes issus de l'ancienne JOC principalement les mariés.

A côté de la JOC, l'Association des artisans de Kigali, KORA, poursuit les mêmes objectifs avec beaucoup plus de moyens.

KORA / BIT : un pas en avant

KORA est née en 1982, suite à la demande introduite, en 1977-78, par le gouvernement rwandais auprès du Bureau international du travail (BIT) afin que celui-ci étudie les modalités d'appui au secteur de la petite production marchande ou secteur non structuré (SNS). De là est né le projet d'appui au Secteur non structuré (BIT/-SNS). Son objectif était de permettre au SNS d'améliorer son propre fonctionnement, d'accroître sa

LAVEUR DE VOITURES, FUTUR CHAUFFEUR



Le groupement de laveurs de véhicules, exerce dans le marais de Kinamba. Beaucoup de jeunes y attendent, à longueur de journée, les véhicules à laver qui ne manquent jamais. Comme les propriétaires ou chauffeurs de ces engins ne peuvent pas les engager eux-mêmes dans cette eau boueuse et sale, les jeunes laveurs doivent apprendre à conduire. C'est d'ailleurs l'unique appât qui les attire vers ce métier éprouvant.

La plupart d'entre eux déclarent qu'ils y vont pour apprendre à conduire.

Quatre ou cinq mois après, ils passent l'examen du permis de conduire et quand ils réussissent, ils ne reviennent plus. Ils disent que cette eau sale, qui leur arrive aux genoux, les rendrait malades s'ils y restaient longtemps. Ils perçoivent 1000 FRW pour un camion-remorque, 500 FRW pour un camion sans remorque, 300 FRW pour les minibus, 200 FRW pour les voitures et 100 FRW pour les motos

G. K.



Les laveurs de véhicules.

MUNYANTORE - ORINEOR

LES MOTOS-TAXI A LA RESCOUSSE



Le déplacement à Kigali n'est pas exclusivement réservé aux taxis (voitures ou minibus)... Les jeunes se sont lancés avec succès dans l'exploitation des motos-taxis qui sont très efficaces même si la sécurité des usagers n'est pas garantie.

Ces motos-taxis déplacent surtout ceux qui habitent loin des grands axes empruntés par les minibus. Le prix d'une course en ville est de 50 FRW et de 150 FRW pour les zones périphériques.

Le ministère des Transports et des Communica-

tions demande aux propriétaires de ces motos de disposer d'un permis de conduire, d'une assurance et de deux casques. Cependant rares sont les motocyclistes qui respectent cette dernière injonction. La plupart du temps, le passager part la tête nue.

La ville de Kigali compte actuellement plus de 100 motos-taxis. Leurs conducteurs gagnent environ 40.000 FRW par mois. Certains louent des motos à 30.000 FRW le mois mais parviennent cependant à "joindre les deux bouts".

G. K.



MUNYANTORE / ORINEFOR

Les taxi-motos à KIGALI

contribution à l'emploi, de développer le potentiel des ressources humaines existantes et de participer au développement économique et social du pays.

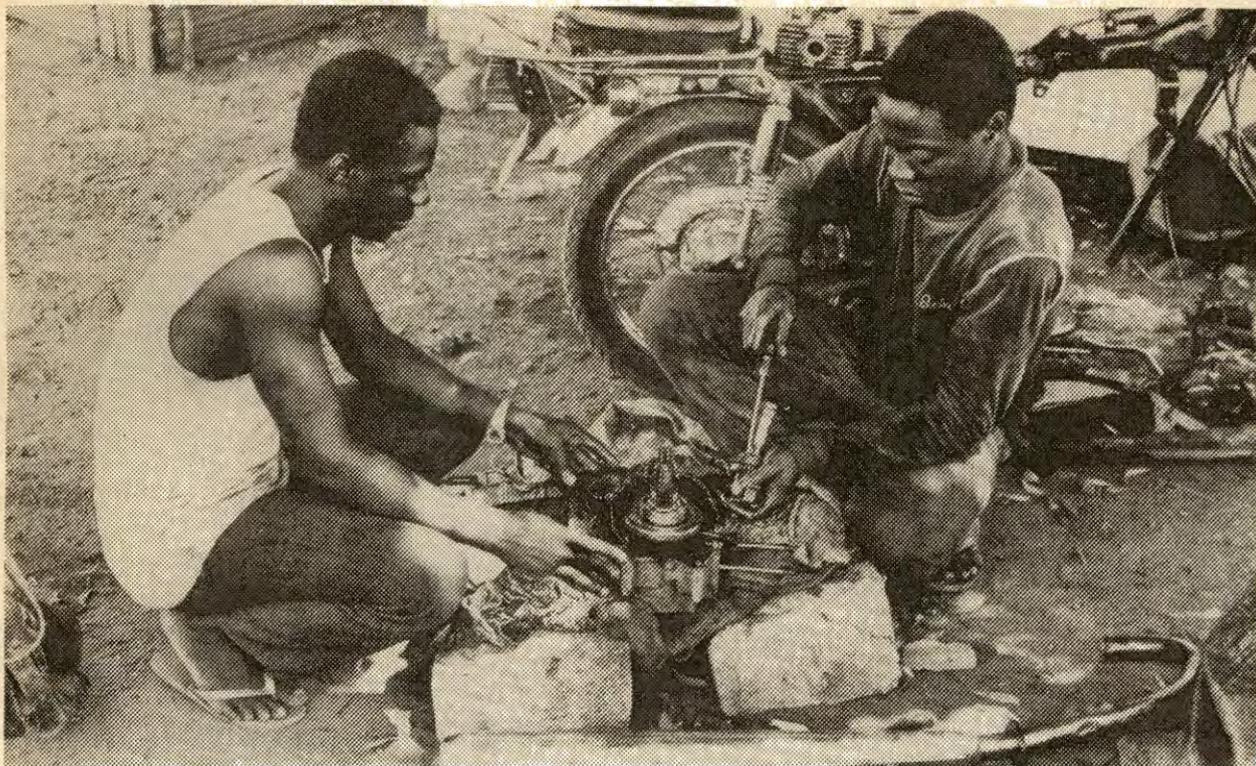
Pour mieux encadrer et perfectionner les jeunes artisans, le projet s'est appuyé sur ceux déjà identifiés par la JOC et ayant droit de cité dans la ville. Mais le BIT / SNS est intervenu, à son tour, pour que

d'autres jeunes artisans obtiennent des autorités compétentes, des permis de résidence.

En juillet 1985, KORA obtint sa reconnaissance juridique et commença à financer plusieurs groupements de ferrailleurs, de menuisiers, de cordonniers, etc. Actuellement KORA compte 77 groupements totalisant 3 000 artisans.

Le BIT / SNS encadre les jeunes artisans des autres chefs-lieux de préfecture. Il soutient ainsi les associations "dufatanye" de Butare, "duhaguruke" de Ruhengeri et "dukore" de Gisenyi.

Le BIT / SNS a accordé des crédits bancaires ou des fonds de garantie à ces groupements. Il a débloqué 7.417.970 FRW* de crédit en 1985 et a financé la forma-



S. QUATTARA

Sur l'avenue de la Justice, se côtoient ferrailleurs, mécaniciens et autres artisans.

tion de 1983 à 1985, pour 2.089.769 FRW. Cette aide a permis aux artisans d'accroître sensiblement leur chiffre d'affaires. Ils sont astreints à l'épargne pour se préparer aux mauvais jours. Aussi disposent-ils d'une Banque populaire pour artisans alimentée par leurs propres revenus.

Le BIT / SNS a versé à leur profit un fonds de garantie de 1.450.000 FRW auprès de la Caisse centrale des banques populaires du Rwanda. Le chef de l'Etat, lors de sa visite du 11 mars 1985 leur a fait un don d'un million de FRW. Resultat : le revenu moyen de l'artisan avoisine 15.000 FRW par mois, soit le salaire d'un fonctionnaire qui a terminé son école secondaire. Il n'y a plus de sot métier sous le ciel des " mille collines ".

En 1985, quelques-uns de ces artisans se sont rendus, aux frais du gouvernement rwandais, en

voyages d'études en Inde et au Kenya. De retour, leur créativité s'est fortement accrue. Si bien que désormais on les voit fabriquer des batteuses vanneuses, des égreneuses de maïs et d'arachide, des braseros économiques, etc. Ces artisans-inventeurs peuvent désormais concourir au Prix du président Habyarimana que certains limitaient exclusivement aux érudits diplômés. Ce Prix est destiné à la promotion de la recherche scientifique, technologique et de l'artisanat.

Pour encourager ces petits métiers, le gouvernement rwandais vient de créer, à Remera (un quartier de Kigali), en collaboration avec la Banque Mondiale, un Centre national de formation et de perfectionnement professionnel (CNFPP) qui desservira surtout le secteur privé. Il formera les jeunes ressortissants des Centres d'enseignement rural et artisanal intégré (CERAI) qui reçoivent actuellement les lauréats de l'école pri-

maire non promu à l'école secondaire.

Le CNFPP dispensera à ces jeunes les notions de plomberie, de menuiserie, d'électricité, etc... sanctionnées par un diplôme niveau A 3.

Les petits métiers se diversifient de jour en jour et donnent un coup de pouce non négligeable à l'économie rwandaise. Les jeunes, regroupés en différentes associations participent, aux tournois de football et d'athlétisme, sous la houlette de la JOC : les ferrailleurs contre les chargeurs, les coordonniers contre les menuisiers, etc. Le maintien de cet " esprit sain dans un corps sain " soutient aussi l'économie.

Gratien KARAMBIZI

* 1 FRW = ± 4 F CFA

villes d'afrigue

OUAGADOUGOU,

CAPITALE

DES "DEUX ROUES"

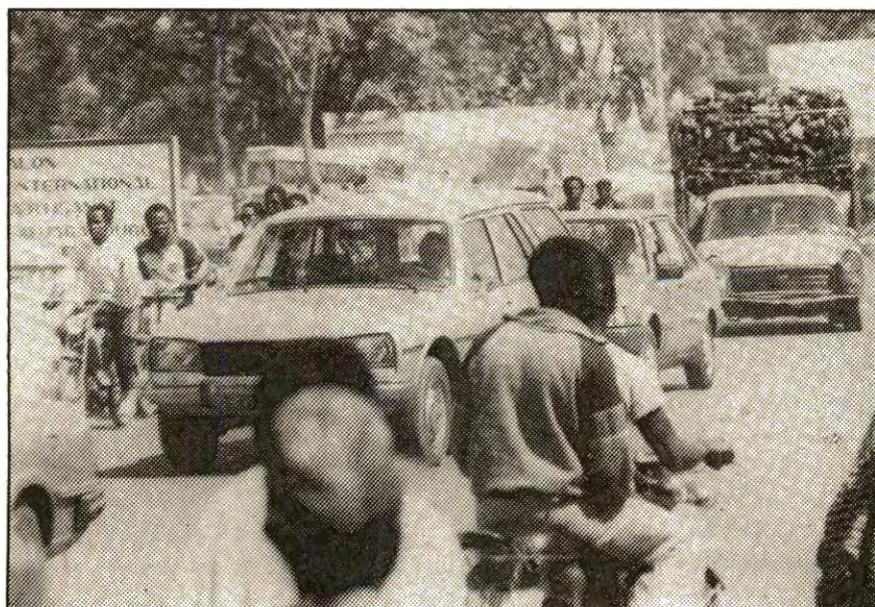


Ouagadougou est souvent appelée capitale des "deux roues". La prolifération des cyclomoteurs et des bicyclettes y est telle que l'appellation n'est pas du tout exagérée. Ce n'est pas encore Pékin, mais pour tous ceux qui ont eu l'occasion de séjourner dans la capitale chinoise, c'est tout comme. Plusieurs facteurs expliquent cet état de choses. D'abord, l'absence, pendant longtemps, d'une politique de transport en commun. Avant la mise en place, en 1984, de la Régie nationale de transport en commun, X9, il

n'existait pas d'autre moyen de locomotion que le taxi dont les tarifs sont souvent hors de portée. Maintenant, la ville est dotée d'une vingtaine de bus environ pour desservir la population. Ensuite, la plupart des Ouagalais ayant un revenu modeste, n'osent pas rêver de la voiture. Ainsi, pour des raisons politiques et économiques, les deux roues ont conquis le cœur des Burkinabè, notamment dans les cités. Plus confortable que la bicyclette qui est beaucoup plus répandue en campagne, et moins cher que la voiture, le cyclomoteur

constitue le "must" des Ouagalais, le moyen de locomotion le plus recherché.

Aux heures de pointe, le spectacle est fascinant. A la fois coloré et sonore, offert par de longues files d'engins de toutes marques qui rivalisent de vitesse. Spectacle souvent pathétique aussi pour le nombre grandissant des accidents de la circulation à Ouagadougou. Selon la nouveauté, l'élégance, la vitesse ou le tapage publicitaire, certaines marques de cyclomoteurs — question de mode — sont plus prisées que d'autres. Le FOKKER (marque SUZUKI) et la YAMAHA dame, par exemple, se sont imposés par leur élégance. Leur prix d'achat est respectivement de 630.000 et de 450.000 F CFA environ ; la YAMAHA dame montée sur place à Bobo coûte légèrement moins cher (396.000 F CFA). Ce sont les moyens de locomotion habituels des dames distinguées et des jeunes cadres qui ne peuvent encore s'acheter une voiture. La XL et la CG 125 (marque HONDA) sont connues pour leur puissance. La CT et la L52 (marque PEUGEOT) dont les prix varient entre 165.000 et 225.000 F CFA sont recherchées pour leur simplicité de maniement et leur accès facile aux pièces de rechange.



DIRECTION GÉNÉRALE DE SIDWAYA

Circulation

Les cyclomoteurs en vogue de nos jours dans la capitale burki-

villes d'afrrique

nabè sont la Motobécane 51 (220000 FCFA) et la P50 (190000 FCFA). Ils sont très appréciés surtout par les jeunes. Il y a deux ans, la "Puchoma" était à la mode. On la désigne aujourd'hui sous le sobriquet de criquet.

Tous ces engins coûtent de plus en plus cher et il faut passer par le crédit pour en acquérir. Les sources de crédit sont également diverses. Il y a les banques de la place qui octroient des crédits à court terme (18 mois maximum). Il y a aussi d'autres institutions financières telles que la SOBCA (Société Burkinabè de Crédit Automobile) et, plus récemment, la FIB (Financière du Burkina) qui se sont spé-

cialisées dans le crédit cyclomoteur. En 1983, par exemple, la SOBCA a fait vendre des cyclomoteurs pour plus d'un milliard de francs CFA. La demande ne cesse de s'accroître de sorte que le marché des engins à deux roues occupe une place de choix dans les produits d'importation du Burkina ; la seconde après les hydrocarbures, en terme de valeur.

La bicyclette, quant à elle, est le moyen de locomotion le plus populaire. Répandue dans les campagnes, elle est utilisée à Ouagadougou par les élèves des lycées et collèges ainsi que par les travailleurs à revenus modestes.

La tradition des "deux roues" est tellement ancrée dans la mentalité des Ouagalais que la mise en place récente du transport en commun n'y a pas changé grand'chose. Surtout que le réseau n'arrive pas encore à desservir convenablement tous les points de la ville. Aussi, doit-on compter, pour longtemps encore, avec les embouteillages et les carambolages occasionnés par des milliers de "deux roues". Ces engins donnent assurément à la ville une certaine particularité. Les vols incessants dont sont victimes leurs propriétaires aussi.

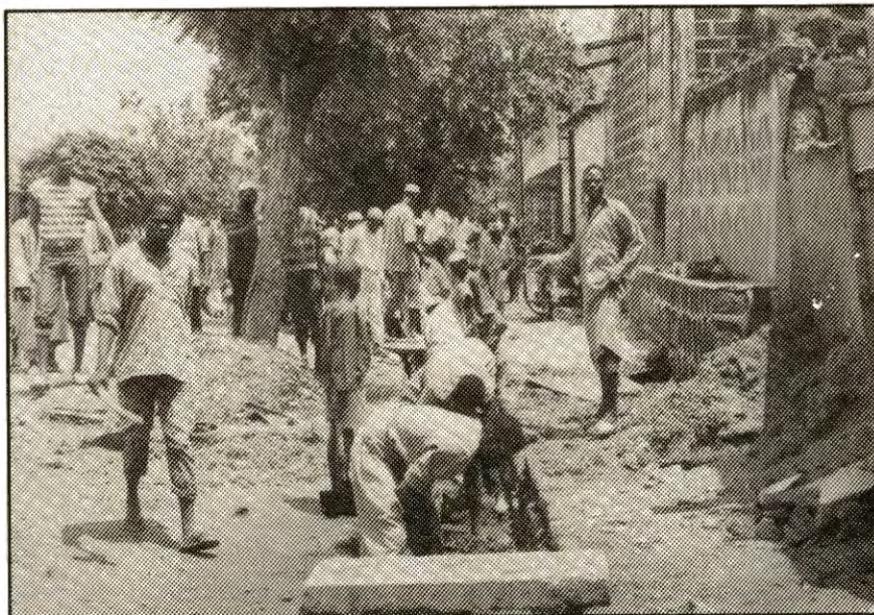
J. P. K. et F. DABIRE

UNE NOUVELLE APPROCHE EN MATIERE DE SALUBRITE



"Mana-mana", en dioula (deuxième langue nationale du Burkina Faso), désigne quelque chose de propre, de bien soigné, d'impeccable. Sur ce plan, on ne peut pas dire que Ouagadougou soit une ville modèle. Les ordures ménagères, les tas d'immondices et les eaux usées donnent à la ville un aspect plutôt dégoutant dont la mascotte officielle reste aujourd'hui le vautour. Dans les rues, les charognards figurent en effet parmi les meilleurs éboueurs et ce statut leur procure une certaine protection.

Cet état de chose remonte à si loin que les habitants s'y sont habi-

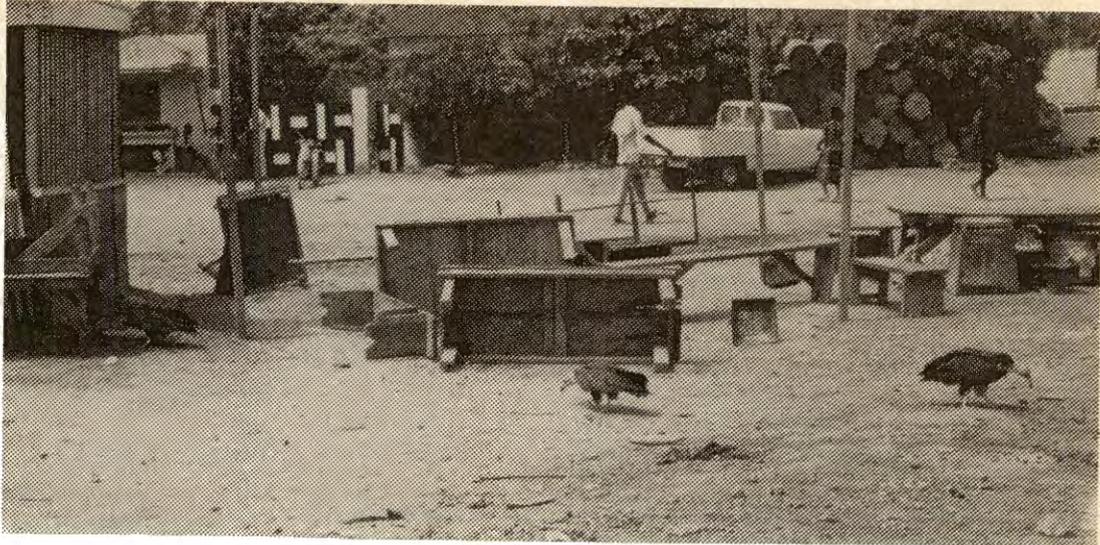


Curetage des caniveaux au cours de l'opération « mana - mana »

tués et que les gouvernements successifs désespéraient de le modifier. Une ou deux fois dans l'année, ces gouvernements mobilisaient les habitants pour une opération "ville propre". Au lendemain de la révolution en 1983, les autorités ont organisé un nettoyage massif de la ville. Depuis, et malgré la pénurie de ressources, l'administration s'est

attaquée non seulement à l'insalubrité des rues de la capitale, mais aussi aux problèmes sanitaires de l'ensemble du pays.

Pour desservir 340000 habitants, la municipalité a, en principe, une voirie et un service "Hygiène". L'une s'occupait, il y a quelques mois, d'enlever les ordures tandis



Ouagadougou *Les vautours contribuent, à leur manière, à assainir la ville, en débarrassant de leurs détritius les abords des grillades en plein air et des gargottes.*

S. DJAITARA

que l'autre est chargé entre autres, de la désinfection des caniveaux et des latrines publiques, de la fumigation des locaux, du programme de vaccination et du contrôle sanitaire à l'aéroport. A cela, il faut ajouter le service "Education pour la santé" qui apporte son concours par des films documentaires et des diapositives afin de sensibiliser les populations aux problèmes d'hygiène et de salubrité dans la ville. Ainsi, celui-ci apprend aux utilisateurs comment construire des latrines. Car, faut-il le mentionner, dans un certain nombre de quartiers, les gens ont pris l'habitude de jeter leurs excréments par-dessus mur. Mais dans tous les services publics, le personnel, généralement insuffisant et mal équipé, se trouve le plus souvent contraint à des tâches plus urgentes.

Plusieurs plans de lutte contre l'insalubrité ont été adoptés sous la révolution à grand renfort de slogans publicitaires dans la presse nationale. Mais les résultats restent encore plus ou moins décevants. C'est dans ces conditions qu'est intervenue la suppression, en janvier 1987, des voiries municipales au profit d'un Service d'Entretien,

de Nettoyage et d'Embellissement (SENE). Cette nouvelle structure couvre seulement trois villes : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou. Son lancement a donné lieu à ce qu'on appelle ici "opération mana-mana", une formule ponctuelle de nettoyage massif de la ville. Exécutée en trois séances, cette opération a été lancée

à quelques jours de la 10^e édition du FESPACO (Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou). Par delà les implications politiques d'un tel acte, on peut noter que cette opération a permis le curetage des rares caniveaux déjà existants et la réalisation de plusieurs centaines de kilomètres de caniveaux nouveaux. Toutes les voies princi-



Opération ville blanche
On prépare la chaux pour blanchir les maisons

DIRECTION GENERALE DE SIDWAYA

pales de la capitale disposent maintenant de caniveaux pour évacuer les eaux sales. Encore faut-il veiller à ce qu'ils ne soient pas bouchés par des détritrus d'origines diverses.

Parallèlement, un concours de salubrité, dénommé "concours mana-mana" a été lancé par le ministère de l'Environnement et du Tourisme et doté de prix. Il vise à impliquer les communautés villageoises et urbaines dans la prise en charge des problèmes d'hygiène et de salubrité du pays. Les résultats ne sont pourtant pas encore connus. En marge de ces opérations ponctuelles qui ont jadis vu une forte adhésion des comités de défense de la révolution (CDR), maintenant Comités révolutionnaires, l'administration a lancé un mot d'ordre d'opération "ville blanche", qui consiste à laver les maisons individuelles et les bâti-

ments publics à la chaux. Mais en réalité, celle-ci, dénoncée maintenant par le régime post-Sankara, n'a pas pu survivre à son lancement par manque d'intérêt des populations.

Néanmoins, le Service d'Entretien, de Nettoyage et d'Embellissement continue la lutte contre l'insalubrité. Une lutte multiforme qui insiste à la fois sur la levée des ordures et la sensibilisation des habitants. Des bacs à ordures, bien qu'en nombre insuffisant, sont disposés dans des endroits "stratégiques" et aux abords des marchés. Il reste à convaincre les utilisateurs à y déposer leurs ordures ménagères. Cela n'est pas une tâche facile. C'est pourquoi le SENE organise périodiquement des programmes de sensibilisation, par voie de presse et par

voies de conférences-débats dans les usines, les services publics et dans les secteurs de la ville.

En outre, le SENE a inscrit dans son canevas d'actions, l'aménagement d'espaces verts, la création de jardins publics, l'ornement des services administratifs et des cités d'habitation. Depuis sa création, la ville de Ouagadougou a un aspect un peu plus présentable. L'institution d'une telle structure semble être à long terme une alternative tangible pour faire de Ouagadougou une ville véritablement "mana-mana". Encore faut-il arriver à inculquer dans les mentalités, un réflexe de salubrité, de propreté et d'hygiène.

F. DABIRE

50 ANS POUR RELIER ABIDJAN A OUAGADOUGOU PAR LE CHEMIN DE FER



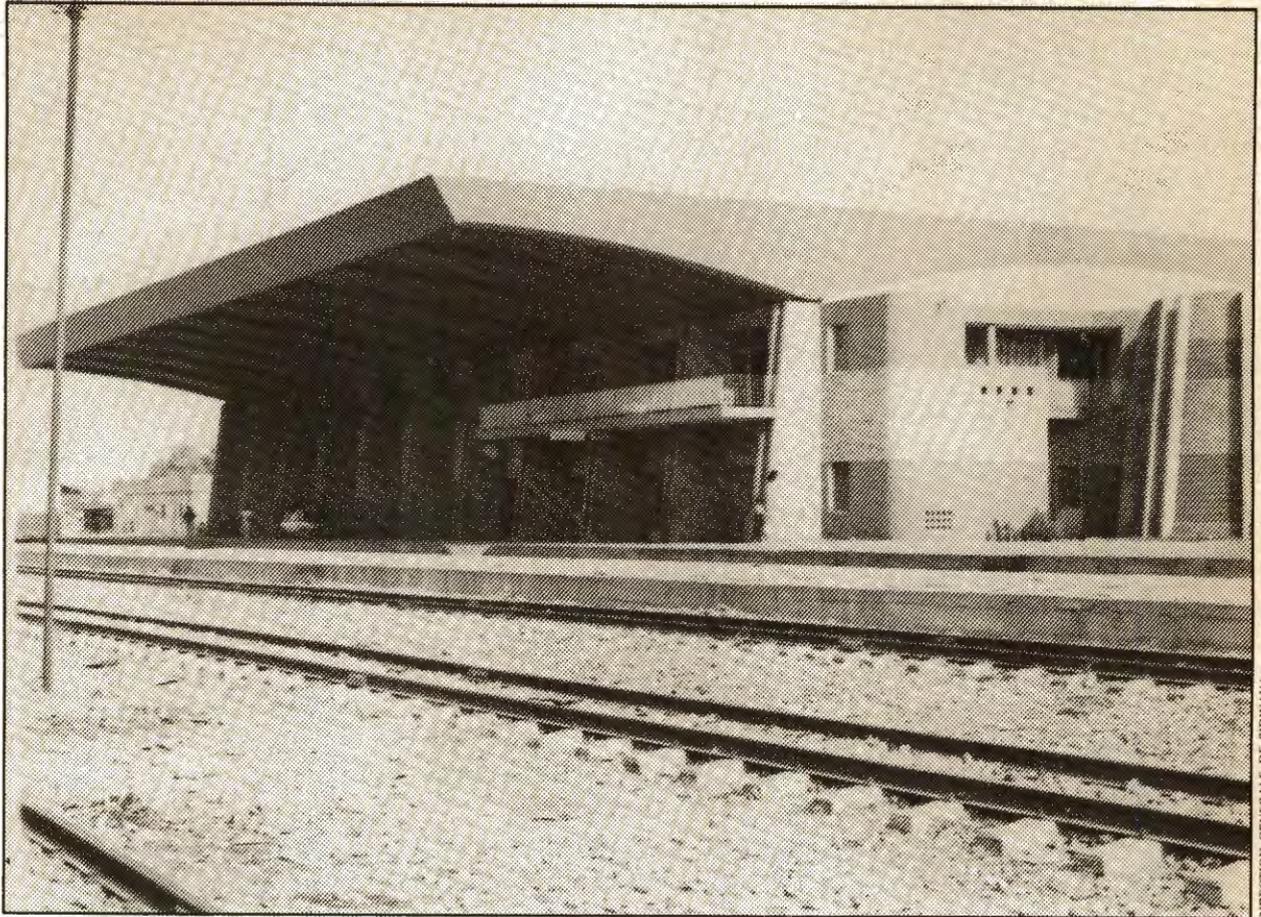
12 janvier 1904 — 30 octobre 1954 : il aura fallu un demi siècle pour voir le chemin de fer relier Abidjan à Ouagadougou, la capitale burkinabè. Durant les 50 ans au cours desquels 1145 kilomètres de rail, dont 514 en territoire burkinabè, ont été posés, des milliers d'hommes ont laissé leur vie sur ce chantier rude et périlleux.

Le démarrage des travaux en janvier 1904 a été l'aboutissement d'un long processus. Déjà en 1893, en pleine période coloniale, le capitaine français Marchand envisagea la construction d'une ligne de che-

min de fer devant relier la côte au bassin du fleuve Niger. L'étude est confiée à la mission Houdaille qui proposa une voie ferrée reliant Alépé à Kong, en territoire ivoirien ; Kong étant à l'époque un centre commercial important. Le projet ne vit pas le jour, faute de financement.

Le 5 juin 1903, un crédit demandé par le gouverneur Roume fut accordé à la Côte d'Ivoire. Le capitaine Crosson Duplessis reçut alors la mission d'étudier la faisabilité d'une ligne longue de 79 km d'Abidjan à Macouguié et de repérer des itinéraires pouvant servir

d'axe à un prolongement vers le nord. Les travaux démarrèrent finalement le 12 janvier 1904. Dès l'année suivante, la voie est ouverte au trafic. Les travaux se poursuivent cependant et en 1906, la ligne est exploitée jusqu'à Agboville, à 82 km d'Abidjan. La gare de Dimbokro est inaugurée le 11 septembre 1910. En raison de l'importance que prenait le poste administratif de Bouaké à l'époque, on prit la décision de modifier le tracé de la voie à partir du kilomètre 255. La ligne ne devait donc plus aller vers Kong, mais vers le Niger qui a, disait-on, une bonne



La gare de Ouagadougou

situation géographique. La gare de Bouaké est inaugurée le 15 mars 1913.

Un décret en date du 18 mars 1913 autorisait la poursuite des travaux au nord de Bouaké. Mais avec l'éclatement de la première guerre mondiale en 1914, les travaux s'arrêtent pour reprendre en juin 1919. Le tracé définitif jusqu'à Bobo-Dioulasso en territoire voltaïque a été mis au point par l'ingénieur Fisher et la mission Dande. Bobo-Dioulasso était à l'époque un centre commercial très actif. La gare de Bobo, au P. K. 798, est mise en service le 25 janvier 1934. Ce fut alors le terminus provisoire. On rapporte que l'arrêt de la voie à Bobo-Dioulasso irrita le Mogho Naba de l'époque (Naba Koom) qui, ayant perdu beaucoup de ses sujets, chercha à rencontrer le

ministre français des colonies en tournée en AOF, pour discuter. Les travaux commencés en 1939 sont interrompus en 1941 à cause de la seconde guerre mondiale. Ils reprennent à la fin de la guerre en direction de Koudougou qui sera relié le 15 mai 1953.

La ville de Ouagadougou est atteinte le 30 octobre 1954 et l'inauguration du tronçon Bobo-Ouaga a lieu le 4 décembre de la même année. Le chemin de fer, exploité d'abord par l'administration coloniale, puis par la Régie des chemins de fer de l'AOF, est, à partir de 1960, géré par la Régie Abidjan-Niger (RAN).

Cette ligne de chemin de fer a connu une histoire longue et mouvementée, faite à la fois d'épopée et de tragédie. D'autres développe-

ments sont intervenus, au fil des années, telles la modernisation de la voie en territoire ivoirien et la gestion séparée de la voie qui a été décidée au début de l'année 1986 entre la Côte d'Ivoire et le Burkina.

Si la gare de Ouagadougou, un des points vitaux de la capitale burkinabè, a connu une innovation après la destruction de l'ancienne bâtisse à l'architecture soudanaise, elle conserve encore aujourd'hui un vestige pittoresque de ce passé épique et tragique : la place Naba Koom, immense espace circulaire qui se dresse à son entrée principale, en plein cœur de la capitale burkinabè.

J. P. K.

CES UTOPIQUES DROITS DE L'HOMME

**DROITS
À
MANGER
À SA
FAIM**



MAIS JE N'AI PAS UN SEUL FRANC DANS MA POCHE ET LA FAIM ME TORPILLE.

**DROITS
AUX
SOINS
MÉDI-
CAUX**

**À
L'HOPITAL**

LA FIÈVRE PALUSTRE M'A BRULÉ LES LÈVRES

HOPITAL

IL ME FAUT PAYER LE BON DE CONSULTATION



PHARMACIE

MÊME EN FAISANT DE L'AUTOMÉDICATION, IL FAUT PAYER LES MÉDICAMENTS

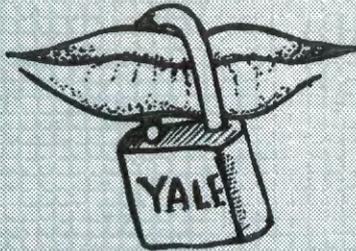
**DROITS
À LA
LIBRE
EXPRE-
SSION**

**AU
BAR**

QUE RACONTES-TU ESPECE DE SOULARD? ON NE PARLE PAS DU CHEF IMPUNEMENT.



**DROITS À LA
LIBRE
EXPRESSION
AU BAR**



**DROITS
À
L'ENSEI-
GNEMENT**

**À
L'ECOLE**

VA DIRE À TES PARENTS
QUE JE TE CHASSE POUR
MANQUE DE FRAIS DE
SCOLARITE

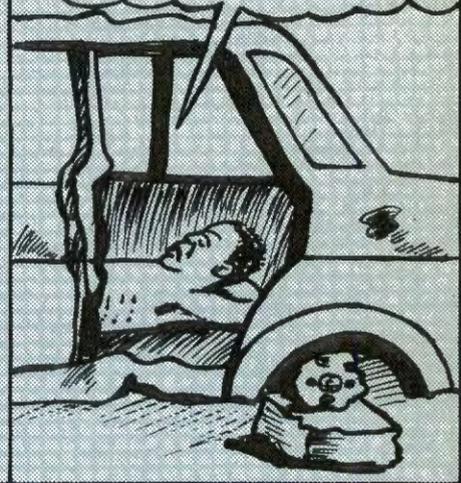


**DROITS
AU
LOGE-
MENT**

SORS DE MA MAISON!
ÇA FAIT DEUX MOIS SANS
LOYER.



VOICI MA MAISON

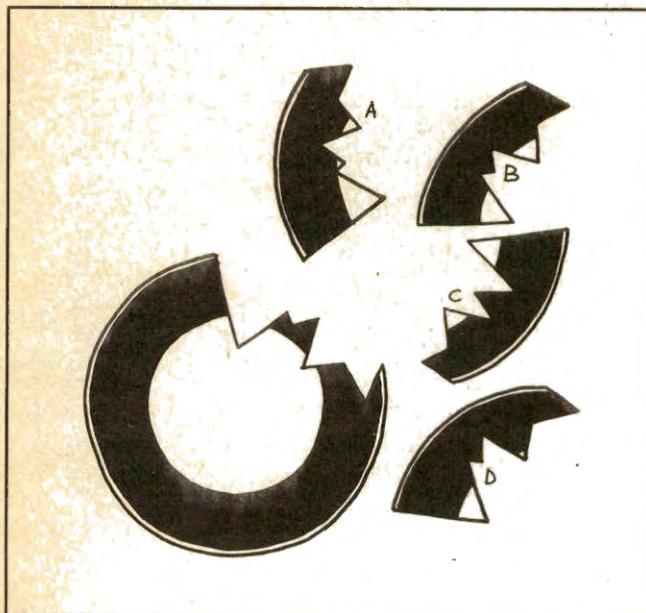


**DROITS
AU
TRAVAIL**

J'AI VU VOTRE DIPLOME MAIS MALHEUREUSE-
MENT JE RECRUTE SEULEMENT LES
GENS DE MON
VILLAGE

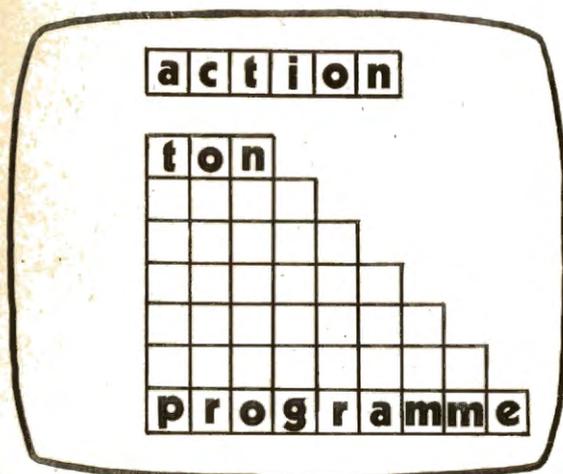


LAMILLAN



JEU N° 1

Pouvez-vous aider notre dessinateur à recoller le bout de cette précieuse assiette ?



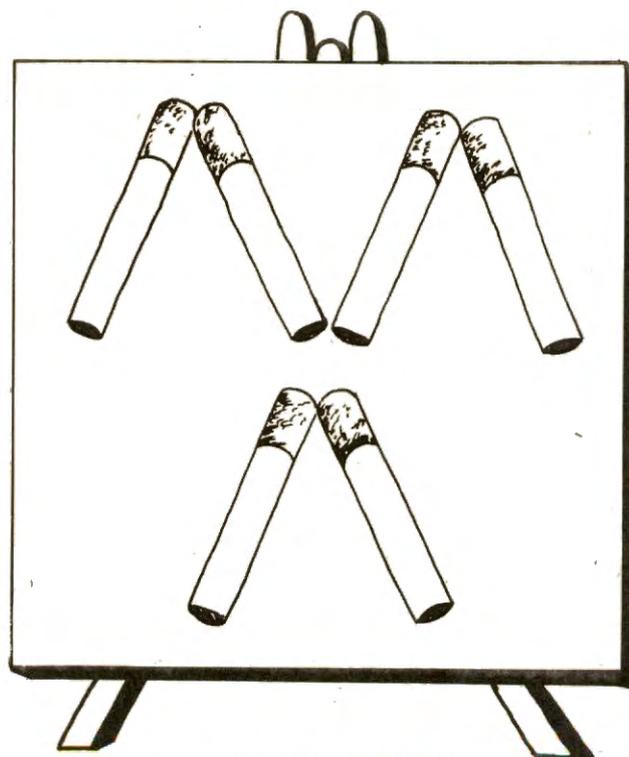
JEU N° 3

En partant d'un mot donné et en y ajoutant une lettre que vous aurez choisie parmi les autres que je vous propose, vous devez trouver un nouveau mot que vous inscrirez sous le premier.



JEU N° 2

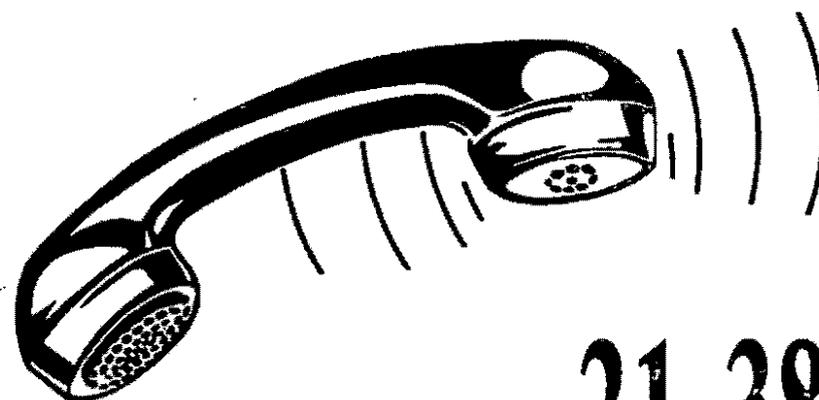
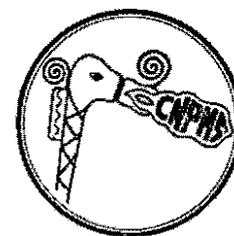
Combien de fois est écrit "télé" sur cet écran ?



JEU N° 4

Construire 4 triangles égaux avec 6 cigarettes, est-ce possible ? Certainement... si l'on sort de la deuxième dimension. Vous avez une idée ?

ALLO ---



21-38-83

Pour tous vos travaux d'impression de livres, manuels scolaires, brochures, fascicules, romans, périodiques, etc., faites confiance au CNPMS.

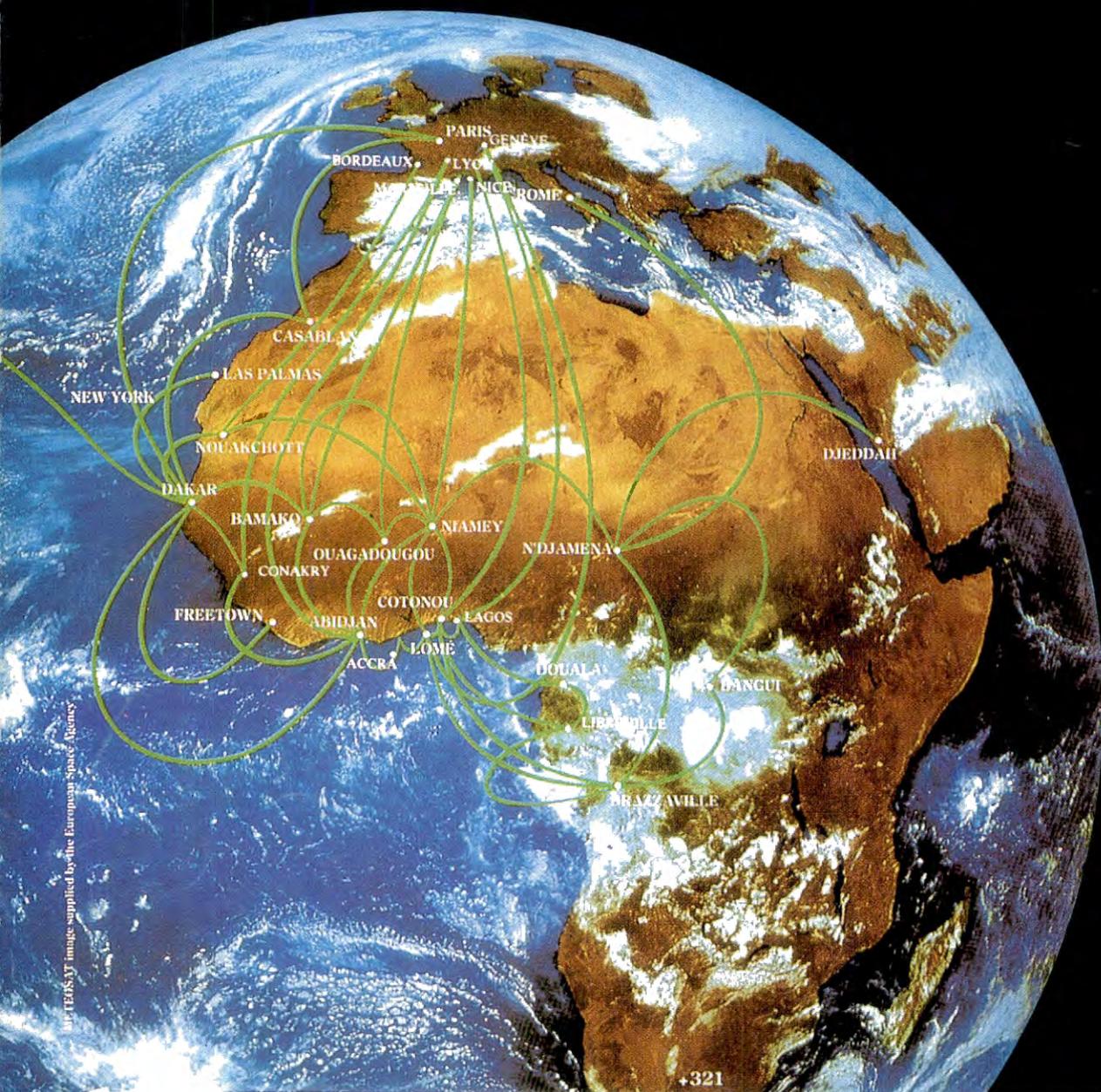
Le CNPMS, c'est l'impression en offset, ordinaire ou de luxe, en noir ou en quadrichromie de tous vos travaux.

Avec le CNPMS, la qualité et le luxe sont à la portée de tous.

CENTRE NATIONAL DE PRODUCTION DE MANUELS SCOLAIRES

B. P. : 24 — AGBOKOU — PORTO-NOVO III
(REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN)

+321



THE EARTH image supplied by the European Space Agency

36 vols hebdomadaires entre l'Europe et l'Afrique, c'est énorme. Mais la plus grande force d'Air Afrique, c'est de continuer ses vols quand les autres s'arrêtent. Essayez de trouver une autre compagnie qui vous offre par Airbus et DC 10 (1^{re} classe, classe affaires, et classe économique), 321 liaisons hebdomadaires entre 21 villes africaines. Il n'y en a qu'une qui soit spécialisée à ce point sur l'Afrique: c'est Air Afrique.

+321

En plus de ses 36 vols hebdomadaires Europe/Afrique, Air Afrique vous propose 321 liaisons inter Afrique. Qui dit mieux?

AIR AFRIQUE